

reusement pour leur procurer les premiers secours. Je suis heureux de rendre publiquement hommage à son zèle et à son dévouement. S'il y a un homme qui mérite plus que tout autre l'admiration de Hull, c'est bien l'honorable juge Würtele.

La proposition est adoptée.

Les résolutions suivantes sont définitivement adoptées en comité général :

1. Que le prix de vente des terres publiques propres seulement à l'exploitation des sucreries, ne pourra à l'avenir être moins de soixante-quinze centins l'acre.

2. Qu'à l'avenir une réserve de bois de vingt pour cent du lot vendu devra être faite lors de l'octroi du billet de location ou du permis d'occupation pour des terres publiques, laquelle réserve sera fixée à l'endroit déterminé par l'agent des terres, suivant les règlements du département.

1. Qu'une réserve d'au moins trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs de la province de Québec, doit être faite lors de la vente ou de l'octroi gratuit des terres publiques pour des fins de pêche.

2. Que ces terres ainsi que celles déjà réservées pour fin de pêche, pourront être données à bail pour une période n'excédant pas dix années consécutives au lieu de cinq années tel que prévu par la loi actuelle.

3. Que le commissaire pourra, dans l'intervalle compris entre deux ventes publiques, accorder, sans enchère, des baux pour des terres dans ces réserves, le long des "rivières à saumons," lorsque ces rivières deviennent susceptibles d'être louées dans tel intervalle compris entre deux ventes publiques comme susdit, et qu'il est certain que les frais d'avis entraîneront des dépenses non proportionnées aux profits à retirer.

4. Que le lieutenant gouverneur en conseil pourra, en tout temps, si l'intérêt public le requiert, autoriser la location ou la vente privée des terres réservées pour la pêche, le long des lacs et des rivières.

Dans le cas de vente, le prix en provenant devra représenter une somme au moins égale à celle que produirait le loyer actuellement payé, ou celui qui pourrait être raisonnablement exigé, capitalisé à quatre pour cent ; les revenus provenant d'une telle source devant faire partie du fonds consolidé du revenu.

#### LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF.

La proposition relative à la troisième délibération sur le projet de loi concernant la nomination d'un président du conseil exécutif est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), McShane, Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier et Trudel.—31.

Ont voté contre : MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, LeBlanc, McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Spencer et Taillon.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

Ce projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du vendredi, le 15 juin 1888.*

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Exposé budgétaire : MM. Shehyn, Taillon, Mercier, Gagnon et Desjardins.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

**M. Lafontaine**—*député de Napierville*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour abroger la loi 42-43 Victoria, chapitre 21 et 22.

**M. Cameron**—*député de Huntingdon*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi électorale de Québec.

### L'EXPOSÉ BUDGÉTAIRE.

L'honorable **M. Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la province*.—M. le président, j'ai l'honneur de vous transmettre un message de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.

**M. le Président**.—J'ai l'honneur de communiquer à la Chambre, le message suivant de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1888, et le

budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, et conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, il recommande ces budgets à la considération favorable de la Chambre.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
Québec, 15 juin 1888.

Le message et les budgets qui l'accompagnent sont, sur proposition de l'honorable M. Shehya, renvoyés au comité des subsides.

L'honorable M. **Shehyn**.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité des subsides.

M. le président, j'espère que la Chambre voudra bien me permettre de lui donner les explications d'usage en pareille circonstance.

Le vote des subsides est un vote de confiance ; avant de le demander, nous devons fournir à ceux qui sont appelés à le donner, les renseignements voulus pour leur permettre de juger avec connaissance de cause, si notre administration mérite leur approbation.

Nous avons promis de travailler avec énergie au rétablissement du bon ordre dans les finances de la province : avant de soumettre le budget, il est de notre devoir de montrer que nous avons tenu cette promesse. Comme de raison, il nous a été impossible, dans le court espace des quinze mois qui se sont écoulés depuis notre avènement au pouvoir, d'accomplir tout ce que nous entendions faire ; mais nous avons travaillé courageusement à l'œuvre de réparation que nous avons entreprise, et les faits que je vais exposer prouveront, je l'espère du moins, que nous avons accompli la plus grande partie de notre tâche. En effet, nous avons déjà assis la position financière de la province sur des bases qui permettent d'envisager l'avenir sans trop de crainte, et, si la



- politique que nous poursuivons ne rencontre pas trop d'opposition, nous aurons bien vite opéré l'œuvre de réparation à laquelle nous travaillons.

Mais examinons les faits qui justifient cette assertion.

Pour faciliter l'intelligence de l'exposé que je vais faire, j'indiquerai de suite l'ordre que je me propose de suivre. Le voici :

1. Remarques sur l'exercice 1886-87 ;
2. Passif et actif de la province le 30 juin 1887 ;
3. Conversion de la dette flottante ;
4. Exercice 1887-88 ;
5. Recettes et dépenses de l'exercice 1888-89 ;
6. Remarques sur ce qui a été fait pour rétablir l'équilibre dans les finances.

Maintenant, je vais essayer de donner sur chacun de ces différents points des renseignements aussi complets que possible.

En examinant les comptes publics pour l'exercice finissant le 30 juin 1887, on voit que mon prédécesseur a commencé cet exercice avec un encaisse de \$1,034,703.49. Le 31 janvier, date de notre entrée en charge, il ne restait en banque que quelques milliers de piastres ; mais il y avait un montant considérable de dettes criardes. On avait dépensé toutes les recettes pour les sept mois écoulés depuis le 1 juillet, \$2,093,213.91 ; on avait pareillement dépensé la somme en caisse au commencement de ces sept mois, \$1,034,703.49, c'est-à-dire qu'on avait dépensé en tout \$3,127,917.40.

A l'encontre des \$19,240.49 en banque et qui constituaient tout ce qu'il y avait d'argent disponible pour les fins du service public, il y avait au bureau du trésor des récla-

mations dues s'élevant à \$71,400.98, ce qui laissait un découvert réel de \$52,160.44.

La perspective pour les trois mois finissant le 1 mai n'était guère plus encourageante : d'après les calculs du sous-trésorier, les opérations de ces trois mois présentaient un écart de \$638,369.44, c'est-à-dire que les paiements devaient s'élever à \$1,049,459.93 et les recettes à seulement \$411,090.49.

Je me trouvais donc en face d'une caisse vide et d'un fort montant d'obligations pressantes. Les exigences du service public dépassaient de beaucoup les recettes sur lesquelles nous pouvions compter, de sorte que, tout bien examiné, il ne restait pas d'autre alternative que celle d'un emprunt pour faire honneur aux engagements de la province.

Avant de recourir à cet expédient, je voulus bien m'assurer du découvert auquel il fallait pourvoir, et à cette fin, je fis préparer par le sous-trésorier des états faisant voir l'insuffisance des crédits votés à la demande de mon prédécesseur et la balance des recettes restant à encaisser. Ces états sont reproduits, du moins en grande partie, dans les tableaux imprimés que je viens de faire distribuer aux honorables députés, qui y trouveront la preuve, ou plutôt la corroboration de tout ce que je viens d'exposer.

L'honorable député de Sherbrooke, dans son exposé budgétaire du 7 mai 1886, évaluait les recettes de cet exercice à \$3,093,622.80 et les paiements à \$3,483,293.55. Durant les sept premiers mois, c'est-à-dire du 1er juillet 1886 au 1er février 1887, les recettes se sont élevées à \$2,093,213.91 et les paiements à \$2,705,400.94, en sorte que d'après ses prévisions, il restait le 1er février 1887, \$1,080,634.11 de recettes à encaisser et seulement \$777,892.61 de paiements à effectuer durant les cinq derniers mois de cet exercice. Mais ces prévisions étaient erronées :

en faisant un relevé minutieux de tout ce qui restait à recevoir et à payer, le sous-trésorier me soumit un état constant que les recettes de ces cinq mois n'excéderaient pas \$952,989.11 et que les paiements atteindraient le chiffre de \$2,073,768.23. Ces évaluations revisées portaient les recettes de tout l'exercice à \$2,965,977.80 et les paiements à \$4,779,169.17. Les opérations réelles, telles qu'énumérées dans les comptes publics, ont été comme suit :

Recettes de l'exercice 1886-87 :—

Puissance du Canada .....	\$1,261,872 80
Terres de la couronne .....	692,620 48
Licences .....	342,215 48
Administration de la justice .....	202,042 58
Percentage sur les honoraires des officiers publics .....	11,596 39
Législation .....	7,604 95
<i>Gazette officielle</i> .....	24,087 27
Asiles d'aliénés—contributions des municipa- lités et des patients .....	8,372 49
Edifices publics .....	3,529 18
Revenu casuel .....	1,392 50
Fonds de pension du service civil .....	5,237 93
Intérêts sur argent en banque .....	32,787 23
Intérêt sur le prix de vente du chemin de fer de Q. M. O. & O. ....	368,975 60
Contribution aux frais d'inspection des com- pagnies d'assurance .....	534 84
Ecoles d'industrie .....	3 80
Prime, escompte et change .....	67 06
Remboursement de crédits périmés .....	2,506 04

---

Total des recettes ordinaires ..... \$2,965,446 62

Fidéicommis : — Fonds des		
licences de mariage, \$6,984 ;		
fonds de retraite des institu-		
teurs, \$55,056.80 ; fonds-		
d'éducation supérieure catho-		
lique, \$273.25 ; dépôt de		
garantie de certains officiers		
publics, \$8,500.00.....	\$ 70,814 05	
Remboursement d'avance....	7,625 00	
Produit de l'assurance de l'an-		
cien hôtel du parlement....	32,765 00	
Prêt aux incendiés de Québec.	120 00	
Fonds d'emprunt municipal...	5,380 00	
Emprunts temporaires.....	600,000 00	716,704 05
<hr/>		
Total des recettes provenant de toutes		
sources .....	\$3,682,150 67	

Paiements de l'exercice 1886-87 :—

Dettes publiques .....	\$1,016,022 14
Législation .....	278,169 07
Gouvernement civil .....	193,904 06
Administration de la justice, y compris la	
police, les institutions de réforme, les	
écoles d'industrie et l'inspection des bu-	
reaux publics .....	497,369 23
Instruction publique .....	355,295 00
Institutions littéraires et scientifiques....	24,106 79
Arts et métiers .....	11,500 00
Agriculture .....	89,476 22
Immigration .....	8,000 00
Colonisation .....	155,000 00
Travaux et édifices publics imputables au	
revenu .....	94,575 94
Asiles d'aliénés .....	243,000 00
Institutions de bienfaisance .....	39,316 00

Divers .....	17,459 25
Agent en France.....	2,500 00
Secours aux pêcheurs en détresse de la rive nord du Saint-Laurent.....	9,500 00
Commission Royale <i>re</i> chemin de fer Q. M. O. & O.....	12,000 46
Deschamp— <i>Liste des paroisses et des muni- cipalités</i> .....	7,600 00
Macadamisage du chemin de Saint-Barthé- lemi, dans le comté de Berthier.....	2,000 00
Quai, mur de soutènement et digue à Saint- Jus'in, dans le comté de Maskinongé..	1,900 00
Département des terres de la couronne...	154,111 00
<i>Gazette officielle</i> .....	14,500 00
Timbres, licences.....	9,319 56
Pensions payées.....	14,133 79
Fonds des municipalités.....	216 00
Licences, montant payé par les officiers du revenu à même leurs perceptions.....	20,519 46
Fonds de bâtisse et des jurés, montant payé par les shérifs à même leurs perceptions.	8,229 16
Chemin de fer Q. M. O. & O. frais d'ex- ploitation.....	3,374 00
Inspection des chemins de fer.....	900 00
Fonds de pension des instituteurs.....	6,000 00

---

Total des dépenses ordinaires....\$3,289,697 78

Fidéc. remis :—Fonds des li- cences de mariage, de l'édu- cation supérieure catholique et fonds de pension des ins- tituteurs.....\$	18,510 73
Construction de l'hôtel du parlement .....	184,298 00
Construction du palais de jus- tice de Québec.....	193,212 42

Agrandissement du palais de justice de Montréal.....	18,000 00	
Construction du chemin de fer Q. M. O. & O .....	8,000 00	
Subventions aux compagnies de chemins de fer.....	736,896 70	
L'honorable Thos. McGreevy, compte en suspens.....	100,000 00	
Remboursement d'emprunts temporaires.....	\$ 250,000 00	\$ 1,508,917 85

---

Total des paiements de toutes sortes.....\$4,798,615 63

Les opérations ordinaires se résument comme suit :

Dépenses ordinaires.....	\$3,289,697 78
Recettes ordinaires.....	2,965,446 62

---

Déficit.....\$ 324,251 16

Dans ce résumé des recettes et des dépenses, la classification de certains articles diffère un peu de celle qui se trouve dans les comptes publics. Ainsi je fais entrer dans les recettes à compte du capital les \$7,625.00 de remboursement sur certaines avances, qui sont données comme recettes ordinaires dans les comptes publics. Je classe aussi dans les dépenses ordinaires les \$900.00 payées pour l'inspection des chemins de fer et qui sont représentées comme paiement à compte du capital, dans les comptes publics.

Le total des recettes et des dépenses, tel qu'indiqué par les comptes publics, est comme suit :

Total des paiements.....	\$4,798,615 63
Total des recettes.....	3,682,150 67

---

Excédent des paiements sur les recettes. \$1,116,464 96

Ce résultat n'indique pas exactement la position : pour arriver au juste la différence entre les recettes et les dépenses normales, il faut retrancher de part et d'autre certaines sommes dont la rentrée ou le paiement sont purement accidentels et ne sauraient entrer en ligne de compte comme éléments d'une situation régulière et permanente. Nous avons remboursé \$250,000.00 sur les emprunts temporaires, \$18,510.73 sur les fonds en fidéicommiss et acquitté la réclamation de la banque Jacques-Cartier, au montant de \$100,000.00. Il est évident qu'il faut retrancher ces \$368,510.73 de la totalité des paiements, qui se trouve ainsi réduite à \$4,430,104.90. Il faut pareillement retrancher du total des recettes les \$70,814.05 reçues à compte des fonds en fidéicommiss, les \$600,000.00 d'emprunts temporaires et les \$32,765.00 provenant de l'assurance de l'ancien hôtel du parlement, ce qui réduit à \$2,978,571.62 le chiffre des recettes normales. Alors, on arrive au résultat suivant :

Total des paiements . . . . .	\$4,430,104 90
“ recettes . . . . .	2,978,571 62
	<hr/>

Excédent réel des paiements sur  
les recettes normales . . . . . \$1,451,533 28

Cette somme forme partie du passif qui devait être liquidé à même le produit de l'emprunt.

Ce chiffre diffère de celui que j'ai donné à la dernière session dans mon exposé budgétaire, en m'appuyant sur les évaluations révisées fournies par les employés du trésor. Cette différence s'explique par le fait que certains chefs de dépenses n'ont pas atteint le chiffre de ces évaluations, principalement pour les paiements à compte des subventions aux compagnies de chemins de fer. Nous comptons payer de ce chef \$486,000.00 et nous n'avons payé que \$114,431.80, ou \$371,568.20 de moins, ce qui fait une diminution d'autant dans le total des paiements.

Il faut attribuer cette diminution en grande partie à l'incertitude dans laquelle se trouvèrent les compagnies de chemins de fer. Comme nos prédécesseurs ne nous avaient pas laissé d'argent, il fallait emprunter pour payer ces subventions : or l'opposition fit tant d'efforts pour empêcher l'emprunt proposé par nous, que les compagnies de chemins de fer, appréhendant le succès de ces tentatives, suspendirent leurs travaux et n'eurent le temps, après la session et avant le 30 juin, de ne gagner que bien peu de leurs subsides.

Je prétends donc qu'en éliminant les opérations purement accidentelles, on trouve nécessairement que les dépenses normales ont excédé de \$1,451,533.28 le chiffre des recettes normales.

Ce résultat diffère sensiblement de celui prévu par l'honorable député de Sherbrooke. Au lieu de \$3,093,622.80, somme sur laquelle il comptait, les recettes n'ont été que de \$2,965,566.62, ce qui fait une diminution de \$128,056.18. Les dépenses qu'il mettait à \$3,483, 293.55, se sont élevées à \$4,798,615.63, ou \$1,315,322.08 de plus. Le 31 janvier, il avait dépensé \$416,397.72 au delà de ces évaluations : si vous ajoutez à cela l'écart prévu par lui entre les recettes et les dépenses, \$389,670.75 et les \$128,056.18 de moins dans les recettes, vous trouverez un total de \$934,124.65. La différence entre ces deux sommes est de \$517,409.00, montant dépensé au-delà des prévisions de mon prédécesseur. Cette somme forme partie des crédits supplémentaires que nous avons fait voter à la dernière session, pour remédier à l'insuffisance de son budget, telle qu'établie dans les états préparés par les officiers du département, budget qui était bien au-dessous des besoins réels du service public.

Ces explications et les tableaux imprimés que j'ai fait distribuer suffiront pour établir l'exactitude du résultat que j'ai constaté.



Dans tous les cas, quelque soit l'excédent des dépenses sur les recettes, on voudra bien se rappeler que nous n'en sommes aucunement responsables, puisque nous avons tout simplement payé les dépenses encourues par nos prédécesseurs ou les dettes par eux contractées. Je tiens à bien constater ce point, afin de faire tomber la responsabilité sur qui elle incombe, et de nous soustraire aux accusations malhonnêtes et déloyales que certains adversaires ne manqueraient pas de formuler contre nous, si nous ne mettions pas cette question de responsabilité hors de conteste.

Les recettes ont excédé le chiffre de mes évaluations et les dépenses sont restées au-dessous. Pour établir ce point clairement et faire ressortir la différence entre le déficit prévu et celui qui résulte des comptes publics, j'ai fait préparer un état indiquant la différence pour chaque article et pour la totalité des opérations, puis un autre état faisant voir le montant des recettes ordinaires et extraordinaires, d'un côté les recettes réelles et de l'autre les recettes telles que prévues dans nos évaluations, faisant voir aussi le montant de la dépense réelle et celui de la dépense telle que portée dans nos prévisions.

Si détaillés et si clairs que soient ces états, il n'est peut-être pas sans à propos de signaler quelques-unes des principales variations qui se sont produites dans les chiffres de l'évaluation.

Les licences ont rapporté \$67,215.48 de plus que la recette prévue. Cet excédent est dû à l'augmentation du prix des licences, mais surtout au surcroît d'efficacité que nous avons introduit dans le service chargé de faire observer la loi et d'empêcher la fraude.

Les articles de recette qui n'ont pas atteint le chiffre de l'évaluation de l'honorable député de Sherbrooke ont été pour la plupart prévus dans nos évaluations de la dernière

session. Nous n'avons rien retiré sur les \$30,000 données comme intérêt sur le fonds des écoles communes. Nous n'avons pu nous occuper de cette affaire qu'après la session et poursuivre énergiquement les négociations avec le gouvernement d'Ontario, qui refusait de rien payer, tant qu'il n'y aurait pas une entente entre les deux gouvernements.

Je n'ai rien à dire quant aux variations dans le chiffre des dépenses, vu que celles qui se sont produites avaient été prévues dans les évaluations supplémentaires soumises à la dernière session pour remédier à l'insuffisance des crédits demandés par mon prédécesseur.

J'espère que ces explications et les tableaux imprimés que j'ai fait distribuer fourniront aux honorables députés tous les renseignements qu'il est possible de donner.

Actif et passif le 30 juin 1887.—D'après les rapports officiels fournis par les différents ministères, à la fin du dernier exercice, le passif et l'actif de la province étaient comme suit :

PASSIF.

Dette fondée, non rachetée.....	\$18,127,233 33	
Emprunts temporaires et fidéicommiss.....	1,329,105 25	
Mandats payés le 30 juin 1887.....	240,753 27	
Subsidés de chemins de fer en argent autorisés, mais non gagnés.....	530,107 25	
Subsidés de chemins de fer en terre convertis en subsidés en argent, en vertu de la 49-50 Vict., chap. 17, et autorisés par arrêté du conseil avant le 30 juin 1887, 3,800,000 500 acres à 70 cts l'acre..	\$2,660,350 00	
Premiers 35 cts. l'acre, payables à mesure que les travaux se font.....	1,330,175 00	
Payé a/c le 30 juin 1887....	<u>310,653 30</u>	1,019,521 70

Subsides de chemins de fer, en terres, susceptibles d'être convertis en subsides en argent, 1,298,000 à 70 cents l'acre. ....	\$ 908,600 00
Premiers 35 cts. l'acre, payables à mesure que les travaux sont exécutés. ....	454,300 00
Evaluation du montant requis pour finir l'hôtel du parlement	75,122 00
Contrat pour les statues de l'hôtel du parlement. ....	25,000 00
Evaluation du montant requis pour finir le palais de justice de Québec. ....	100,487 28
Balances des acquisitions de terrains et autres dettes, che- min de fer Q. M. O. & O..	60,070 00
Perte sur le dépôt à la banque d'Echange. ....	27,000 00
Obligations du palais de justice de Québec. ....	200,000 00
ACTIF	<u>\$22,188,700 08</u>
Partie du prix de vente du che- min de fer Q. M. O. & O., déposée en banque. ....	\$ 385,000 00
Partie de ce prix de vente pla- cée en obligations du palais de justice de Québec. ....	200,000 00
Partie de ce prix de vente pla- cée en obligations de la cité de Québec. ....	15,000 00
Balance de ce prix de vente restant à payer. ....	<u>7,000,000 00</u> 7,600,000 00

Capitalisation du subside de chemin de fer, en vertu du statut du Canada, 47 Vict., chap. 8. ....		2,394,000 00
Réclamations contre l'honora- ble Thos. McGreevy. ....		100,000 00
Argent en Banque. ....		81,761 66
Coût de l'école normale Jac- ques-Cartier, Montréal, rem- boursable sur le produit de la vente d'une propriété. ....		138,348 02
Avances à diverses personnes..	87,771 40	
Evaluation du montant dû par Ontario sur le fonds des écoles communes. ....	135,000 00	222,771 40
<hr/>		
Montréal, souscription au pont de Hull. ....		50,000 00
Montréal, contribution au coût des terrains expropriés entre Hochelaga et la place Dal- housie. ....		72,188 02
Taxes pour le palais de justice de Québec, en vertu de la 45 Vict., chap. 26 et de la 48 Vict., chap. 15. ....		200,000 00
<hr/>		
		\$10,859,069 10
Excédent du passif sur l'actif le 30 juin 1887. ....		11,329,630 98
<hr/>		
		<u>\$22,188,700 08</u>

En comparant cet état à celui que j'ai donné à la dernière session pour le 31 janvier 1887, on voit qu'il s'est produit très peu de changements dans les différents articles composant l'actif et le passif de la province, et que l'excédent du passif sur l'actif est resté à peu près le même. Le 31 janvier, le passif était de \$22,143,447.68 et il s'élevait à \$22,188,700.08 le 30 juin, ce qui fait une augmentation de \$45,252.40. D'un autre côté, l'actif qui était de \$10,754,280.24 le 31 janvier, formait un total de \$10,859,069.10 le 30 juin, ce qui fait une augmentation de \$104,788.86, ou \$59,526.46 de plus que celle du passif. En d'autres termes, l'excédent du passif sur l'actif était de \$11,389,167.11 le 31 janvier et de \$11,329,630.98 le 30 juin, c'est-à-dire que durant l'intervalle compris entre ces deux dates, le chiffre de la dette nette a diminué d'une soixantaine de mille piastres.

Cette diminution comprend le montant payé pour le service d'amortissement ou le rachat d'un certain nombre de titres de la dette fondée, qui se trouve ainsi réduite de \$18,155,013.33, le 31 janvier 1887, à \$18,127,233.33 le 30 juin, ou de \$27,780.00.

Le 31 janvier, la dette flottante était de \$3,988,434.32 et de \$4,061,466.75 le 30 juin, c'est-à-dire qu'elle est restée à peu près stationnaire.

Durant ces cinq mois, les emprunts temporaires ont augmenté ; mais, comme nous avons employé le produit de ces emprunts à la liquidation d'un égal montant de la dette flottante, cette augmentation n'a pas affecté l'ensemble de la situation.

Dans l'actif, il y avait au mois de janvier une créance de \$100,000 00 contre la banque Jacques-Cartier. Conformément à la résolution passée par la Chambre, nous avons fait remise à la banque de cette somme ; mais elle a été débitée à l'honorable M. McGreevy, qui l'avait reçue, de sorte que cette opération n'a pas eu d'autre résultat que de changer le titre de la créance.

Durant ces cinq mois, nous avons payé aux compagnies de chemins de fer \$114,431.80 à compte de leurs subventions et le subside du chemin de fer de Saint-André à Lachute, au montant de \$9,800.00 est devenu périmé : cette partie de la dette flottante s'est trouvée diminuée de ces deux sommes, ou de \$124,231.80 en tout.

Les obligations échéant durant les cinq mois compris entre le 31 janvier et le 30 juin 1887 s'élevaient à \$1,893,203.58. Nous avons payé à compte de ces obligations \$758,407.71, de sorte que le 30 juin dernier, il restait encore à payer de ce chef \$1,134,795.87. Pour nous procurer ces \$758,407.71, nous avons contracté deux emprunts temporaires de 300,000.00 chacun, et la balance, \$158,407.71, se trouve comprise dans les mandats impayés de la fin de l'exercice. Le total de ces mandats est de \$240,753.27. Si vous retranchez de cette somme l'argent en caisse, \$81,751.66, vous trouvez une différence de \$159,001.61, ce qui correspond à peu près au chiffre que je viens de donner comme représentant les mandats émis pour acquitter certaines parties de la dette flottante et restant impayés à la fin du dernier exercice.

Sur les obligations échéant du 31 janvier au 30 juin, il restait donc, à cette dernière date, \$1,134,795.87 à acquitter. Cette somme comprenait les articles suivants :

Emprunts temporaires et fonds en fidéicom-	
mis : .....	\$ 729,227 67
Balance des réclamations se rattachant à la	
construction du chemin de fer Q. M. O.	
& O. ....	7,000 00
Pertes sur le dépôt à la banque d'Echange...	27,000 00
Subventions aux compagnies de chemin de	
fer : .....	371,568 20
	<hr/>
	\$1,134,795 87

Depuis le 30 juin, nous avons payé ces subventions de chemins de fer, nous avons remboursé les emprunts temporaires et nous aurions aussi remboursé la perte sur le dépôt de la banque d'Echange, si les liquidateurs avaient pu nous dire au juste le montant de cette perte. Nous avons aussi payé les \$32,765 provenant de l'assurance de l'ancien hôtel du parlement. Nous avons conclu un marché qui nous débarrasse du terrain jadis occupé par cet édifice, et qui était grevé d'une rente foncière perpétuelle de \$4,444 par année. A 5%, cette somme représente un capital de \$88,880.00, ou bien plus que ne valait pour nous cette propriété improductive et les \$32,765.00 d'assurance.

La dette flottante s'élevait donc, le 30 juin dernier, à \$4,061,466.75. L'actif réalisable ou disponible que nous avions à l'encontre de cette dette était comme suit :

Argent en banque.....	\$ 81,751 66
Propriété de l'ancienne école normale Jacques Cartier .....	138,348 02
Prêt à la commission des chemins à barrières de la rive nord.....	15,000 00
Prêt aux RR. PP. Trappistes.....	10,000 00
Prêt pour grains de semence à certaines mu- nicipalités de Charlevoix.....	25,646 40
Prêt aux propriétaires de l'asile de Beauport.	10,500 00
Prêt aux propriétaires de l'asile Saint Jean de Dieu.....	26,625 00
Souscription de Montréal au pont de Hull..	50,000 00
Dû par Montréal pour expropriations entre Hochelaga et la place Dalhousie.....	72,188 02
	<hr/>
	\$ 430,059 10

Voilà tout ce que nous avons d'actif, le 30 juin, pour acquitter une dette flotante de \$4,061,466.75. Ajoutons que dans l'actif, il y a plusieurs créances dont la rentrée est fort douteuse, ce qui réduit à \$300,000 au plus la somme

sur laquelle nous pouvons compter. La situation, quant à la dette flottante, se résumait donc comme suit :

Montant des obligations incontestables.	\$4,061,466 75
Actif réalisable.....	300,000 00
	<hr/>
	\$3,761,466 75

En retranchant les \$200,000.00 pour la construction du palais de justice de Québec, représentée par un emprunt permanent, il reste \$3,561,466.75 ; mais il faut ajouter \$200,000 pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal, \$25,000 pour aider à la construction de ponts en fer, \$10,000 pour explorations dans certains comtés, le tout tel que voté à la dernière session, ce qui porte à \$3,796,466.75 le chiffre net de la dette flottante le 30 juin 1887.

Les honorables députés voudront bien remarqué que j'ai retranché de l'actif disponible pour acquitter cette dette flottante la somme représentant les intérêts dus sur le fonds des écoles communes. Ces intérêts sont naturellement un revenu ordinaire et ne doivent pas entrer dans les recettes de capital ou destinées à la liquidation des vieilles dettes.

Les créances du fonds d'emprunt municipal représentent aussi un certain montant d'actif ; mais, comme ce que nous pourrions retirer de ces créances est plus ou moins incertain, je le mets en compensation des réclamations douteuses que je n'ai pas inscrites dans le passif. Ces réclamations, ainsi que je l'ai exposé à la dernière session, s'élevaient alors à \$4,534,497.96. Nous avons été contraints d'en régler un certain nombre, les unes en vertu de jugements adverses et d'autres par compromis, pour éviter des frais inutiles, et à des conditions plus avantageuses que nous n'aurions obtenues en nous adressant aux tribunaux pour en faire fixer le montant. Enfin, ce que nous serons obligés de payer sur ce qui reste de ces réclamations absorbera très probablement plus que nous ne retirerons des créances du fonds d'emprunt municipal.



Je crois qu'il est à propos de donner tous ces détails pour établir bien clairement la situation. Je n'entends blâmer personne ; mais la justice et l'équité exigent que je fasse voir la véritable situation, afin d'établir une ligne de démarcation précise entre la responsabilité qui nous incombe et celle qui doit peser sur d'autres.

A ce propos, il me sera peut-être permis d'attirer l'attention sur une prétention qu'il suffit d'exposer pour la réfuter.

Certaines gens ont dit et écrit que nous avons augmenté la dette de la province en contractant le dernier emprunt consolidé.

Ces dires sont aussi injustes qu'ils sont absurdes.

Quels sont les faits ?

Nos prédécesseurs avaient accumulé une dette flottante qui s'élevait à quatre millions, à peu près, lors de notre entrée en charge. Il fallait bien acquitter cette dette. Mais avec quoi l'acquitter ? Sous l'administration de nos devanciers, les revenus ordinaires ne suffisaient pas à couvrir les dépenses ordinaires. Il n'y avait donc pas d'autre ressource que celle d'un emprunt. Or comment emprunter trois ou quatre millions autrement que par une émission d'obligations ? Quelles sont, dans le pays, les institutions monétaires qui auraient pu nous prêter à long terme un pareil montant ? Il fallait donc convertir cette dette flottante, contractée par nos prédécesseurs, en empruntant à l'étranger, et c'est ce que nous avons fait. Nous n'avons pas augmenté la dette ; nous avons tout simplement changé les créanciers de la province, ce qui nous a permis d'opérer une réduction de 1° dans le taux de l'intérêt et de réaliser par là une économie d'une trentaine de mille piastres par année. Il me semble qu'une pareille opération mérite autre chose que du blâme ou de la critique, et s'il faut en juger par les élections qui ont eu lieu depuis la dernière session, sur ce point le peuple de la province est de mon avis.

Dans le but de convertir la dette flottante, la Législature

a passé à la dernière session une loi nous autorisant à faire un emprunt consolidé de \$3,500,000.

Peu de temps après la session, je m'occupai de la négociation de cet emprunt. Je m'adressai en premier lieu à la banque de Montréal, et dans une entrevue avec le vice-président et le gérant de cette institution, je leur proposai de se charger de cette opération, ou de se mettre à la tête d'un syndicat qui serait disposé à prendre nos titres. Leur réponse me laissa sous l'impression que l'affaire ne leur souriait pas.

À la date de cette entrevue, j'avais déjà reçu plusieurs lettres de M. A. T. Drummond, de MM. Hanson, frères, courtiers de Montréal, et de plusieurs autres personnes, qui m'offraient leurs services au sujet de cet emprunt. Quelques uns de ces messieurs représentaient de puissantes maisons de banque de Londres, telles que Morton, Rose & Co., Panmure, Gordon & Co., avantageusement connues dans le pays.

Avant d'accepter ou même de prendre en considération aucune de ces offres, je crus prudent de sonder le marché pour voir ce que nous pourrions obtenir de nos 4° et de ne m'engager envers personne, afin d'assurer à la province le bénéfice de la concurrence.

Sur ces entrefaites, je reçus la visite de M. Porteous, gérant à Québec de la banque de Montréal, qui m'informa que cette institution était prête à prendre l'emprunt à 97 et à 4% d'intérêt, aux conditions suivantes :

Le gouvernement donnerait à la banque vingt-quatre heures pour ratifier cette offre ;

Le prix convenu serait payé un quart sur livraison des titres, par traite à soixante jours, un autre quart trente jours après, par traite à soixante jours, et la balance soixante jours après, aussi par traite à soixante jours.

Cette offre ne mentionnait rien quant aux frais d'émission, qui représentait un pourcentage considérable. En faisant

entrer en ligne de compte la perte d'intérêt, environ 1%, les frais de timbre  $\frac{1}{2}\%$ , et la perte sur le change, qui était alors d  $\frac{1}{2}$  à 1% au-dessous du pair, cette offre revenait à 94  $\frac{1}{2}$  ou 95, ou moins que la cote de nos 5% sur la place de Londres. Bien convaincu que nous pourrions trouver mieux, je déclinai cette offre. Je fis préparer une circulaire demandant des soumissions et j'en fis expédier des exemplaires sur les places de Londres, New-York et Paris. (1)

Voici cette circulaire :

(1) *Emprunt en vertu de l'Acte 50 Vict., Chap 2, au chiffre de \$3,500,000.*— Les obligations seront pour des montants de pas moins de \$500 ou l'équivalent en sterling ou en francs, devront porter intérêt à un taux qui ne dépassera pas 4 pour cent par an, payable semi-annuellement les premiers jours de janvier et de juillet de chaque année. Les obligations seront rachetables en trente ou quarante ans (selon la convention qu'on en fera). La date de l'émanation des obligations sera fixée par le lieutenant gouverneur en conseil.

L'honorable trésorier de la province est prêt à recevoir, d'ici au 1er août 1887, des offres de montants nets, libres de toutes commissions, charges et timbres, pour le montant entier de cet emprunt à toutes ou chacune des conditions suivantes :

1. Pour une émission à 3  $\frac{1}{2}$  pour cent d'intérêt payable semi-annuellement. Les obligations à être déposées dans une banque à Londres et livrées sur paiements. Le taux de change au pair ( $\frac{9}{16}$ ) devra être garanti sur les effets données en paiement.

2. Pour une émission de 4 pour cent, aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent à l'émission de 3  $\frac{1}{2}$  pour cent mentionnée sous le numéro 1.

3. Pour une émission à 3  $\frac{1}{2}$  pour cent d'intérêt, les obligations à être déposées dans une banque à Québec ou à Montréal et à être livrées sur paiement en cours canadien.

4. Pour une émission à 4 pour cent d'intérêt, aux mêmes conditions que celles mentionnées en rapport avec l'émission à 3  $\frac{1}{2}$  pour cent sous le numéro 3.

5. L'honorable trésorier prendra aussi sous sa considération des offres indiquant le taux de commission, comprenant toutes charges auxquelles la personne faisant l'offre serait prête à négocier l'emprunt portant intérêt soit à 3  $\frac{1}{2}$  à 4%.

6. L'honorable trésorier se réserve le droit de rejeter toutes les offres.

Département du Trésor,  
Québec, 5 juillet 1887.

Aux termes de cette circulaire, le délai pour la réception des soumissions expirait le 1<sup>er</sup> août ; mais pour donner plus de facilité aux soumissionnaires d'outre-mer, j'attendis quinze jours pour prendre en considération les offres qui me seraient faites. J'en reçus trois de banquiers particuliers, mais aucune des banques, pas même de la banque de Montréal et de celle de l'Amérique britannique du Nord, auxquelles nous avions adressé, en même temps que la circulaire, une lettre du département.

L'offre de MM. Hanson, frères, était de 92 à 4%, sans garantie du taux de change, tel que stipulé dans notre circulaire, et le gouvernement devait payer 1% de commission à la banque *National Provincial*, d'Angleterre, pour le service de l'intérêt. Cette soumission stipulait de plus que le prix des titres serait versé à Londres, en trois paiements.

Cette offre n'était pas acceptable.

Ces messieurs m'envoyèrent en même temps une autre soumission, offrant de négocier l'emprunt à nos risques, moyennant commission. Je ne crus pas avantageux d'accepter cette proposition.

La deuxième offre était celle de M. A. T. Drummond, courtier, de Montréal, agissant au nom de Panmure, Gordon & Cie, de Londres. Cette soumission était de 86½, pour du 3½ %, ou 93 pour du 4%, payable en quatre versements, par traites à 60 jours de vue, taux du change garanti, frais de timbre, etc., payables par les acquéreurs, à l'exception d'une commission de ½ % payable par le gouvernement à M. A. T. Drummond.

Cette offre, comme la première, n'était pas acceptable.

La troisième soumission, celle d'un monsieur James M. Nelson, de New-York, offrait 94 net pour du 3½%.

Le délai fixé par les circulaires étant expiré, et n'ayant aucune autre soumission, il ne me restait plus qu'à choisir

celle de ces offres qui était la plus avantageuse. Il fut décidé d'accepter celle de M. Nelson, quand nous aurions obtenu des renseignements satisfaisants sur son compte. Les informations prises étant favorables, nous conclûmes un marché par lequel il s'engageait, dans sept jours, à déposer comme garantie à la *Chemical National Bank*, de New-York, au crédit du gouvernement, des valeurs pour un montant de 3½ millions. Ces valeurs devenaient la propriété du gouvernement, dans le cas où le syndicat représenté par M. Nelson faillirait à ses engagements.

Ce syndicat se composait de cinq personnes, dont la position commerciale ne pouvait laisser aucun doute sur leur compétence à remplir les conditions du contrat. D'ailleurs, avec les garanties que nous avions exigées, nous ne courrions aucun risque en faisant ce marché, puisque la province ne se trouvait nullement engagée, en cas d'insuccès. Puis, il était de notre devoir d'accepter la soumission la plus basse, après avoir pris les précautions voulues pour sauvegarder les intérêts de la province. En agissant autrement, nous aurions été censurés, et avec raison, pour ne pas avoir accepté l'offre la plus avantageuse. On aurait pu nous dire : Vous deviez évidemment accepter cette soumission, mais exiger des soumissionnaires une garantie de leur bonne foi. C'est ce que nous avons fait. Avec les garanties stipulées dans le contrat, nous n'avions rien à risquer et nous avions, du reste, raison de croire que ce syndicat était en état de remplir ses engagements. Autrement, qu'est-ce qui aurait induit M. Nelson à encourir des dépenses pour donner suite à sa proposition, s'il n'eût pas été sérieux et appuyé par des hommes capables de négocier l'emprunt ? Personnellement, je n'ai aucun doute que cet engagement eût été rempli et que le versement exigé eût été fait au jour indiqué, sans un événement tout à fait fortuit.

Avant l'expiration du délai accordé pour le dépôt des 3½

millions de garantie, deux ou trois jours seulement après la signature du contrat, le président du syndicat tomba dangereusement malade à sa résidence d'été, à Newport, R. I., et mourut quelques jours après. Ce monsieur était président du comité des finances du département des prêts de la *Mutual Life Assurance Company*, de New-York, et considéré riche de plusieurs millions. C'est lui qui avait formé le syndicat et qui en était le président. Je tiens aussi de source certaine que sa maladie fut contractée pendant un voyage qu'il fit à New-York, expressément pour mettre une dernière main au marché qu'il avait autorisé M. Nelson à faire. Sa mort fut une cause naturelle de retard, et c'est la raison pour laquelle le dépôt de trois millions et demi n fut pas fait tel que convenu.

Pendant la maladie de M. Ross et la réorganisation d'un nouveau syndicat, l'état du marché monétaire changea, toutes les valeurs haussèrent et on trouva trop onéreuse la condition du dépôt d'une garantie égale au montant de l'emprunt. On avait raison, car il n'est pas d'usage d'exiger de pareilles conditions dans ces sortes de contrats. On nous offrit donc de remplacer ce dépôt par un autre de \$100,000 comme garantie de l'exécution du contrat. Ne voulant pas manquer de mener à bonne fin une opération aussi avantageuse pour la province, le gouvernement consentit, après bien des pourparlers, à faire cette concession, qui après tout n'était qu'un surcroît de précaution, et à modifier le contrat en ce sens, tout en conservant ses droits quant au premier contrat. Ce dépôt de \$100,000 en espèces devait être fait à la banque de Montréal, à New-York, et placé au crédit de la province, puis devenir sa propriété, dans le cas où le syndicat manquerait à ses engagements. La proposition étant acceptée et le syndicat reconstitué, il fut accordé à ce dernier un délai de quelques jours pour faire le dépôt. Avant l'expiration du délai, M. Frederick H. Cossitt, qui avait pris la place de M. Edmund Ross, mourut subitement. Ce monsieur Cossitt, qui était aussi l'un des syndics de la

*Mutual Life Assurance Company*, était un ancien marchand de la plus haute respectabilité et l'un des membres du comité financier de cette institution, où il exerçait une grande influence.

La mort inattendue de M. Cossitt fut un deuxième échec pour le syndicat, qui par le fait même se trouva désorganiser une seconde fois. M. Nelson et ses associés, non encore découragés, se mirent à l'œuvre pour constituer un nouveau syndicat ; mais, malheureusement, après ces deux échecs, il leur fut impossible de trouver des capitalistes capables d'exécuter le contrat. Mis en demeure de remplir leurs obligations ou bien d'abandonner la partie, ils nous envoyèrent des éches sur dépêches, nous assurant de jour en jour qu'ils étaient certains de se réorganiser. Ils étaient sérieux et tenaient à n'abandonner l'affaire qu'après avoir épuisé tous les moyens possibles. Le gouvernement, de son côté, ne voulait pas, dans l'intérêt de la province, rompre trop brusquement des négociations commencées sous les auspices les plus favorables. M. Schuyler, l'un des intéressés dans l'affaire, fit plusieurs voyages à Montréal et à Québec, et à chaque fois nous assurait que le contrat serait exécuté, que tout ce qui lui fallait, c'était au plus une journée ou deux de délai. Tout cela se voit en lisant la correspondance et les dépêches échangées avec le syndicat, qui ont été déposées sur le bureau du greffier.

Si nous n'avons pas eu le succès que nous attendions de nos démarches à New-York, celles-ci n'ont pas été sans résultat, car elles nous ont mis en rapport avec des banquiers auxquels nous sommes redevables de renseignements très précieux et dont les conseils nous ont bien servis dans nos transactions.

Ainsi, c'est par l'entremise de MM. Heidelberg, Ikellheim & Cie., riches banquiers de New-York, que nous avons été mis en rapport avec le Crédit Lyonnais, au capital de 200,000,000 de francs, une des institutions monétaires les

mieux posées de l'Europe, et jouissant d'un crédit illimité. Nous fûmes d'autant plus heureux d'entrer en négociation avec cette puissante institution, que les banques de la province avaient refusé de s'intéresser à notre affaire, et que nous étions informés de source certaine qu'il y avait à Londres toute une organisation pour nous empêcher de réussir ou nous imposer les conditions les plus onéreuses.

Nous avons trouvé moyen d'éviter tout cela en transigeant avec le Crédit Lyonnais qui, en se chargeant de notre emprunt, a fait bénéficier la province du haut crédit dont jouit lui-même et monter la cote de nos titres sur les places étrangères.

Je n'ai pas besoin de dire qu'il a fallu bien des démarches et des pourparlers pour arriver à conclure le marché avantageux que nous avons fait. Le Crédit Lyonnais ne voulait pas dépasser la valeur courante de nos 5%, tels que cotés à Londres ; de notre côté, nous voulions avoir plus et nous avons réussi à l'obtenir.

A la date de ces négociations, nos 5%, terme moyen, étaient cotés à 112 : or nous avons obtenu 96½ pour du 4°, ce qui équivalait à du 5% à 113,46, ou 1.46% de plus que la cote du marché. Nous avons aussi réalisé une économie de ½% sur les frais de timbre et au lieu de perdre, nous avons gagné sur le change, ce qui porte à environ 2% l'avantage de notre transaction sur les cotes courantes.

Si avantageux que fût ce marché, je ne voulus cependant pas le conclure sans m'adresser de nouveau à M. Drummond, avec lequel j'avais continué la correspondance, et lui assurer qu'il aurait la préférence, dans le cas où il nous ferait une proposition aussi avantageuse que celle du Crédit Lyonnais. Il m'offrit d'abord 93 pour du 4%, puis, quelques jours plus tard, 95½, moyennant une commission de 12°, mais il retira cette dernière offre, sous prétexte que sa proposition ne comportait pas un prix ferme, mais entraînait certaines charges que nous ne voulions pas assumer.



Dans le même temps, j'étais aussi informé par un correspondant de Londres, que j'avais chargé de s'enquérir avec soin, de ce que valait nos titres et de ce que nous pourrions en obtenir en Angleterre, et sa réponse ne me laissa pas de doute sur la supériorité de la proposition que nous faisait le Crédit Lyonnais. Il fut alors décidé que nous accepterions définitivement 96½ net du Crédit Lyonnais, et j'adressai à ses agents, MM. Heidelbach, Ikelheimer & Cie., la note suivante :

“ New-York, 14 décembre 1887.

“ Messieurs,

“ Comme, au cours de l'entrevue que nous avons eue aujourd'hui, vous avez déclaré que vous n'êtes pas prêts à accepter définitivement notre offre sans en communiquer la teneur à vos correspondants d'outre-mer, et qu'à cette fin vous vous êtes réservé le droit d'option jusqu'à mercredi le 17 décembre courant, inclusivement, après m'être consulté avec le premier ministre, comme je vous ai dit que je devais le faire avant de prendre une décision, nous sommes tous deux venus à la conclusion de vous accorder le délai demandé, mais pas plus. Dans notre entrevue d'hier, au sujet de notre emprunt provincial de \$3,500,000, je vous ai déclaré que le prix le plus bas que j'accepterais pour une émission à 4% serait 96½ net, à New-York, en or américain ou l'équivalent, ces 96½ devant être exempts de toutes commission et charges d'une nature quelconque, et que de votre côté vous vous obligeriez à verser le prix de cet emprunt à New-York comme suit :

“ 1 million le 15 janvier 1888 ;

“ 1 million le 15 février 1888 ;

“ ½ million le 15 mars 1888 ;

“ 1 million le 1<sup>er</sup> avril 1888 ;

moins 3½% pour couvrir tous frais, escompte, etc., ce qui réduit le montant net à 96½%.”

Cette offre fut définitivement acceptée, consignée dans un contrat, sujet à ratification par les autorités du Crédit Lyonnais, et ce fut pour obtenir cette ratification et conclure le marché final que mon honorable ami, le premier ministre, se rendit à Londres et à Paris.

Par ce contrat, le Crédit Lyonnais s'engagea à payer en or américain, à New-York, aux dates mentionnées dans ma lettre, une somme de \$3,377,500.00, ou  $96\frac{1}{2}$  / du montant nominal de l'émission, net et sans frais ou charges quelconques, sauf \$3,000.00 pour l'impression des titres, qui devaient être datés du 2 janvier 1888, avec jouissance à compter de cette même date. L'intérêt, au taux de 4 % est payable semi-annuellement à Londres ou Paris, et le terme de l'emprunt est de quarante ans.

Les frais que nous avons évités en vendant à prix ferme sont relativement considérables. Il y a d'abord les frais de timbre qui, à Londres, ont été élevés de 18 à  $\frac{1}{2}$  %, équivalant à \$17,627.23 sur le montant de notre emprunt. A cela, il faut ajouter les autres frais et, surtout, le change, qui forme une somme assez ronde. Ces différentes charges représentent  $3\frac{1}{2}$  ou 4° de sorte qu'en les évitant, nous avons réellement placé l'emprunt au pair. En faisant l'opération par voie d'adjudication, tous les frais auraient été supportés par la province, ce qui n'aurait certainement pas donné un meilleur résultat que celui que nous avons obtenu, sans compter que nous aurions couru tous les risques des fluctuations du marché monétaire et du taux du change.

On a pu attacher une certaine importance au fait que le Crédit Lyonnais a mis les titres de cet emprunt sur le marché à un prix plus élevé que celui qu'il nous a payé. C'est tout simplement un jeu de bourse qui ne peut se pratiquer que par une institution comme le Crédit Lyonnais, mais non par un gouvernement. La banque de Montréal a fait la même chose avec les titres de l'emprunt de 1882 :

après les avoir achetés au pair du gouvernement, elle les a mis sur le marché à 107. Dans le temps, personne n'a trouvé à redire contre cette opération bien ordinaire du reste, pas même les journaux qui affectent aujourd'hui de nous faire un crime de ce que le Crédit Lyonnais a fait la même chose avec les titres de l'emprunt de 1888.

L'émission que nous avons faite au chiffre de \$3,500,000, a rapporté à la province, en or, à New-York, \$3,377,500.00 ou 96.50 par \$100.00. Nous avons en sus gagné \$937.00 de prime sur le change entre New-York et Québec, grâce aux précautions que nous avons prises pour opérer ce déplacement de fonds sans nous exposer au danger des fluctuations dans le taux du change.

Déduction faite de l'escompte, des frais d'émission et du change, l'emprunt 4% de 1888 a produit 96½. En faisant les mêmes déductions pour les autres emprunts consolidés de la province, on forme le tableau suivant, qui indique aussi ce qu'aurait dû produire ces emprunts pour rapporter autant que le nôtre, eu égard au taux de l'intérêt :

Emprunt de	Taux de l'intérêt	Produit net	Ce qu'il aurait dû produire
1874 .....	5%	.. 94.95	.. 113.44
1876 .....	5%	.. 100.00	.. 113.44
1878 .....	5%	.. 95.16	.. 113.44
1880 .....	4½%	.. 88.26	.. 106.08
1882 (en Canada) ..	5%	.. 100.00	.. 113.44
1882 (à Londres) ..	5%	.. 99.16	.. 113.44

Ces chiffres démontrent d'une façon incontestable la supériorité de notre opération.

Dans ces calculs je n'ai pas fait entrer les intérêts perdus. On sait que dans ces transactions, l'usage presque invariable est que l'emprunteur paie les premiers coupons d'intérêt, sans déduction pour un certain temps durant lequel il

n'a pas eu la jouissance de l'argent. Cette perte d'intérêt forme souvent une somme assez importante. En la faisant entrer en ligne de compte, le produit net de notre emprunt c'est-à-dire le montant réellement encaissé au trésor, a été de \$3,345,953.68, équivalant à \$95.56, ce qui porte à 4.18 . le taux de l'intérêt sur le produit net et encaissé.

En faisant la même déduction pour les autres emprunts, on arrive naturellement à un résultat différent de ceux qui sont indiqués dans le tableau que je viens de donner.

L'emprunt 5% de 1874, au montant de \$3,893,333.34, a produit \$3,624,232.77, ou \$269,100.57 de moins que le chiffre de l'émission. Cette déduction réduit le produit net à 93.07½ et porte à 5.37% le taux de l'intérêt sur la somme encaissée.

L'emprunt 5% de 1876, au montant de \$4,185,333.33, n'accuse qu'une réduction de \$9,009.27, ce qui donne 99.78 pour le produit net et 5.01% pour le taux de l'intérêt sur la somme touchée par la province. Mais on sait que cet emprunt fut fait dans des circonstances exceptionnelles et que la banque des Marchands, qui s'en était chargée a perdu dans cette opération une couple de cent mille piastres.

L'emprunt 5% de 1878, au montant de \$3,000,000.00, a donné net au gouvernement \$2,802,365.99, ou 93.40, ce qui élève à 5.35% le taux de l'intérêt sur le montant encaissé.

L'emprunt 4½% de 1880, au montant de \$4,275,853.34, a produit \$3,693,587.79, ou \$582,265.55 de moins que le chiffre de l'émission, ce qui équivaut à 86.38 et porte à 5.21% le taux de l'intérêt sur la somme encaissée.

L'emprunt 5% de 1882 a été placé partie dans le pays et partie en Angleterre.

Les \$1,066,500.00 placées dans la province ont produit \$1,063,906.89, ce qui équivaut à 99.76 et à 5.01% d'intérêt sur la somme encaissée.

Les \$2,433,333.33 émis à Londres ont produit \$2,395,-\$021.67, ou \$38,311.67 de moins que le pair de l'émission, ce qui équivaut à 99.21 et porte à 5.04% le taux de l'intérêt sur la somme réellement encaissée.

En faisant la parité des valeurs, c'est-à-dire en tenant compte du taux de l'intérêt et du pourcentage net encaissé, il ressort de tous les chiffres que je viens de donner que nous avons placé le dernier emprunt de 12 à 17½ pour 100 plus avantageusement que n'a été placé aucun des emprunts antérieurs de la province. Pourtant, tous ces emprunts, excepté celui de 1882, ont la garantie additionnelle d'un fonds d'amortissement, au lieu que le nôtre n'a pas de fonds d'amortissement et n'a pour toute garantie que la simple et unique responsabilité de la province. C'est une considération qui mérite d'entrer en ligne de compte.

Le marché que nous avons fait est aussi beaucoup plus avantageux que l'offre de la banque de Montréal. Cette banque nous offrait 97 ; mais il fallait déduire de ce chiffre les frais de timbre, le change, la perte d'intérêt, etc., formant au moins 2½%, ce qui réduisait le produit net à 94.50, ou 2 de moins que nous avons obtenu.

Nous avons donc obtenu, pour cet emprunt 4°, à peu près autant qu'ont produit les emprunts antérieurs à 5%. Il faut bien admettre que c'est déjà un grand pas dans la réhabilitation du crédit de la province. Par cette transaction, nous avons fait gagner à la province 1% dans le service des intérêts, ou \$35,000 par année durant quarante ans, ce qui forme une somme de \$1,400,000.00, qui aurait été perdue si nous avions emprunté aux mêmes conditions que nos prédécesseurs.

Il est une autre considération qu'il ne faut pas oublier.

Jusqu'à 1880, tous nos emprunts ont été faits à 5° d'intérêt. Cette année-là, le gouvernement Chapleau voulut

obtenir un taux apparemment moins élevé, mais n'y réussit qu'en sacrifiant £78,600 sterling sur le capital. Cette opération fut si désastreuse que trois ans plus tard, lorsqu'il s'agit de placer l'emprunt de 1882, l'honorable M. Wurtele fut obligé de revenir au taux de 5%

Ce taux était donc le taux établi quand nous nous sommes présentés sur le marché avec l'emprunt de 1888. Pour le réduire à 4%, il a fallu refouler le courant, baisser d'un point d'un seul coup, quand nos devanciers n'avaient pu obtenir une baisse d'un demi-point qu'en sacrifiant une somme considérable et s'étaient vus, trois ans plus tard, forcés de perdre le terrain acquis au moyen d'un pareil sacrifice et de revenir à l'ancien taux de 5%. Il y avait là un obstacle considérable à surmonter, et le succès que nous avons remporté sur ce point place notre opération infiniment au-dessus de toutes celles de nos prédécesseurs. À cet égard, je ne crains pas de dire qu'il ne peut pas y avoir de conteste sérieuse.

Pour faire voir ce que valent les critiques qu'on a faites, du dernier emprunt, il suffit de le comparer à celui de 1880 qui fut représenté dans le temps comme une opération magnifique. " L'emprunt français, disait *La Minerve*, a taux offert et accepté, a été une excellente opération financière."

Le montant de cet emprunt est de \$4,275,853.34 et le produit encaissé n'a été que de \$3,693,587.79, ou 86.38 %. L'intérêt que nous payons sur le montant nominal représente 5.21% sur la somme encaissée. L'emprunt de 1888, à 4%, a produit net \$3,345,953.68; ce qui ne porte qu'à 4.18% le taux de l'intérêt que nous payons sur le produit net. Au pourcentage réalisé par M. Chapleau — 86.38 — notre emprunt n'aurait dû rapporter que \$3,023,300.00, ou \$322,653.68 de moins que ce que nous avons réellement obtenu, et cela sans tenir compte de l'avantage résultant de

la diminution dans le taux de l'intérêt ; puis au taux que nous avons réalisé — 95.56 — l'emprunt Chapleau aurait dû produire \$4,087,715.78 ; il n'a produit que \$3,693.587.79, ou \$394,128 00 de moins, ce qui fait comparative-ment une perte d'autant.

M. Chapleau a payé 4½% d'intérêt, au lieu que nous payons seulement 4% sur l'emprunt de 1888. Cette réduction de ½% sur \$3,500,000.00 représente une somme de \$17,200.00 par année, et de \$700,000.00 pour les quarante ans compris dans la durée de cet emprunt.

La différence entre le pourcentage réalisé par notre emprunt et celui réalisé par l'emprunt de 1880 est de \$322,653.68. A cela, il faut ajouter l'intérêt sur cette différence à 4% durant quarante ans, ce qui fait encore \$516,245.60. En résumant tous ces chiffres, on trouve le résultat suivant :

Gagné sur l'intérêt.....	\$ 700,000 00
Gagné sur le capital.....	322,653 68
Intérêt sur le gain.....	516,245 60
	<hr/>
	\$1,538,899 28

Notre opération est donc de \$1,538,899.28 plus avantageuse à la province que si nous avions emprunté aux conditions acceptées par le gouvernement Chapleau en 1880.

Aussi, les journaux qui ont tenté de critiquer notre emprunt se sont bien gardés de le comparer aux emprunts antérieurs de la province, et pour trouver quelque prétexte à leurs critiques, ils se sont rabattus sur le placement de certains autres emprunts négociés à peu près dans le même temps que le nôtre. On a mentionné particulièrement celui de la colonie de Victoria, qui a placé £1,500,000 à 108 et 4% d'intérêt, et on a voulu comparer les deux opérations pour dire que nous aurions dû obtenir plus.

Cette comparaison est absurde à tous les points de vue. Il n'y a pas de parité possible à établir entre le crédit de

Victoria sur la place de Londres et celui de la province de Québec. Outre que cette colonie avait déjà placé trois emprunts considérables à 4% et que sa position était solidement établie à ce taux, au lieu que la nôtre ne l'était pas, ses ressources et ses revenus sont infiniment plus amples que les nôtres, sans compter que son budget, pour les cinq années de 1883 à 1888, accuse un excédent de recettes de \$2,271, 738.96, au lieu que le nôtre n'accuse que des déficits, qui se chiffrent par des centaines de milliers de piastres, pour le même espace de temps.

Sur la totalité de la dette de Victoria, qui était en juin dernier de £33,119,164 sterling, £25,404,847, ou plus des trois quarts, ont été employés à construire des chemins de fer qui appartiennent à l'Etat et lui ont donné pour l'exercice 1886 et 1887 un revenu net de £1,088,945, ou presque assez pour payer l'intérêt sur toute sa dette; lequel s'est élevé en 1887 à £1,272,591.

D'après le *Résumé Statistique* pour 1886, publié par le gouvernement du Canada, le revenu de Victoria est de \$140.45 par tête, et dans notre province, de \$2.20 seulement. Où est l'homme sensé qui prétendra qu'une province dont le revenu ne représente que \$2.20 par tête, peut emprunter aux mêmes conditions qu'une colonie quasi indépendante, dont le revenu excède \$140 par tête?

Il y a plus encore. Les 4% de Victoria sont bien connus sur le marché de Londres et depuis longtemps cotés au-dessus du pair, de sorte que les agents financiers de cette colonie pouvaient facilement obtenir les prix les plus élevés pour ces valeurs. La situation de la province de Québec était bien différente, puisque nous n'avions jamais pu emprunter en Angleterre à moins de 5%.

Faut-il s'étonner, quand on tient compte de tous ces faits, de ce que les capitalistes anglais préfèrent aux nôtres les titres des emprunts de Victoria et les paient plus cher? Il



est indubitable que les obligations de la province de Québec constituent un placement aussi sûr que celle de n'importe quelle autre province. Malheureusement ces obligations, comme celles de la Puissance du Canada, ne sont pas appréciées de cette manière sur la place de Londres, où elles ne sont pas cotées comme elles devaient l'être. Mais nous ne pouvons rien y faire : le capital a ses caprices ou ses exigences, qu'un gouvernement ne peut pas contrôler comme un particulier ou une maison de banque, en jouant à la hausse.

Cependant, toute proportion gardée, le placement de nos titres 4<sup>e</sup> à 96½ a été un bien plus grand succès que celui des 4<sup>e</sup> de Victoria à 108. En diminuant le taux de l'intérêt de 1<sup>e</sup>, nous avons haussé de 20% la valeur de nos obligations, au lieu que celle des titres de Victoria n'a pas augmenté, mais, au contraire, n'a réalisé que quatre ou cinq pints de moins que la cote courante.

Enfin, on admettra que le crédit de la Puissance ou la valeur des titres de la dette du Canada doit être plus élevée que celle des obligations de la province de Québec. Or sur la place de Londres, les effets de la colonie de Victoria sont cotés plus haut que ceux du gouvernement fédéral, ce qui démontre bien clairement qu'il est tout simplement absurde de prétendre que nous aurions pu obtenir pour nos 4<sup>e</sup> le prix auquel sont cotés ceux de Victoria.

Mais un point sur lequel je défie toute contradiction, c'est le fait que nous avons obtenu pour les obligations que nous avons vendues leur pleine valeur courante, et même plus. Lors de l'émission des titres de l'emprunt de 1887 à cote de nos 5<sup>e</sup> était de 112 à Londres et de 108 à 109

New-York. Or, en faisant la parité des valeurs, il est facile de voir que 96½ à 4% est plus avantageux que 112 à 5%.

Quant aux  $3\frac{1}{2}\%$  de la Puissance, qui sont aujourd'hui cotés à 103 sur le marché de Londres, il ne s'agit pas de savoir quelle est la cote de ces valeurs, mais en justice pour nous, de voir ce que cet emprunt a rapporté net au gouvernement fédéral lors de son émission, et ne pas oublier, surtout, que le crédit de la Puissance est naturellement plus élevé que celui de la province.

En 1884, le gouvernement fédéral a fait une émission de £5,000,000 sterling à  $3\frac{1}{2}\%$ , ou \$24,333,333,33 cours canadien. Cet emprunt a produit net \$21,551,337,62, ce qui fait une perte pour commission et escompte de \$2,781,995,71. Cette perte porte l'intérêt au-dessus de 4, et réduit à 99 le pourcentage encaissé. Ceci est loin des calculs de certains journaux qui voudraient faire entendre au public que cet emprunt a rapporté 101 au gouvernement. Le dernier emprunt fédéral 4%, celui de 1885, a réalisé 99. Les autres emprunts 4% du Canada ont produit comme suit celui de 1878, 95.40; celui de 1877, 95; celui de 1876, 88.50; celui de 1875, 97.40; celui de 1874, 88, quand celui de 1870, avec la garantie du gouvernement impérial, avait donné 103.63.

Comme on le voit, les emprunts du gouvernement du Canada, dont le crédit est plus connu que celui de la province de Québec, et dont les ressources sont infiniment plus considérables, n'ont pas donné plus, terme moyen, que notre dernier emprunt, au même taux d'intérêt. Ajoutons que l'emprunt 4% de 1885, vendu à 1% au-dessus du pair, n'a réalisé que 99, et n'aurait pas donné ce pourcentage si le gouvernement avait été dans la nécessité de faire venir les fonds dans le pays; mais il s'agissait tout simplement de convertir des 5% en 4%, de sorte qu'il n'y a pas eu déplacement de fonds, ni par conséquent de change à payer, ce qui aurait réduit le produit net à  $97\frac{1}{2}$  ou 98 au plus.

On nous a aussi reproché d'avoir vendu les titres du dernier emprunt à prix ferme, au lieu de les mettre sur les marchés par voie d'adjudication.

Ce reproche n'est pas mieux fondé que les autres. Le mode d'adjudication, qui comporte en soi des risques que nous ne voulions pas courir, était absolument impraticable dans les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvions. Il y avait toute une organisation pour nous empêcher de réussir ou nous contraindre à accepter certaines propositions désavantageuses qui nous avaient été faites. On voulait tout simplement nous rançonner, ainsi que j'en ai été personnellement informé par un homme au courant de tout ce qui se faisait pour arriver à ce résultat. Pour éviter toutes ces manœuvres, nous avons transigé avec une institution absolument indépendante, grâce aux immenses ressources qu'elle possède, et inaccessibles à toutes les combinaisons de cette nature.

D'ailleurs, nous n'aurions pas obtenu plus en demandant des soumissions que nous avons obtenu en vendant ferme. Il est évident qu'on ne nous aurait pas offert plus que la valeur courante de nos 5% sur le marché. A cette date, ces 5/ étaient cotés de 111 à 112 à Londres et de 108 à 109 à New-York. En faisant la parité des valeurs, on trouve que le 5% à 112 équivaut au 4% à 94½ ou 95. C'est incontestablement ce que nous aurions obtenu par voie d'adjudication ; les soumissionnaires nous auraient offert le prix du marché, ou la valeur courante. Mais de ces 94½ ou 95, il aurait fallu retrancher tous les frais d'émission, qui s'élèvent à environ 2 , de sorte que le produit net n'aurait pas excédé 93. Au lieu de cela, nous avons obtenu 96½, ou environ 3½% de plus en procédant comme nous avons fait.

L'emprunt de Victoria, dont on a parlé si favorablement, a été mis sur le marché par voie d'adjudication, par l'entremise de la *London and Westminster Bank*, une des plus

puissantes institutions monétaires d'Angleterre. Lors de cette émission, les 4° antérieurs de cette colonie étaient cotes de 109 à 111. Les soumissions au nouvel emprunt ne se sont élevées qu'à 108 et 109 et comme la colonie a dû payer les frais d'émission et la commission de la banque elle a réalisé net bien moins que 108, c'est-à-dire 4 ou 5°, moins que la valeur courante de ses titres 4/

C'est le résultat naturel de ce système d'adjudication que certaines gens nous reprochent de ne pas avoir adopté. Avec ce système, il faut toujours fixer un prix très bas pour le minimum des souscriptions, afin de s'assurer que le montant sera souscrit, même en cas d'événements politiques ou autres circonstances, qui pourraient affecter l'état du marché. Si nous avions procédé par voie d'adjudication, il nous aurait fallu fixer un minimum d'environ 95 et s'il fût survenu quelques commotions dans le marché monétaire, ce minimum aurait pu ne pas être atteint et alors nous aurions été obligés d'accepter le dernier prix, et la province aurait payé tous les frais d'émission et de commission, ce qui aurait diminué considérablement le produit net.

Certaines gens, pour des motifs qui se devinent facilement, affectent de voir un grand mal dans le fait qu'après avoir acheté nos titres à 96½ ferme, le Crédit Lyonnais les a mis sur le marché à une cote excédant le pair.

Si nous avons erré, il faut toujours bien admettre que nous n'avons fait que suivre l'exemple de ceux-là mêmes qui nous critiquent. On sait que l'emprunt de 1880, comme celui de 1888, a été vendu à prix ferme, sans demander de soumissions, à 98. Il fut mis sur le marché à un, un et demie et deux pour cent de plus, les journaux ministériels du temps trouvaient que cela faisait le plus grand éloge de l'opération. " Une autre information que nous pouvons donner à nos lecteurs, disait *La Minerve*, et qui ne manquera pas d'inspirer confiance dans cette opération finan

cière du gouvernement de Québec, c'est que tout l'emprunt a été pris à 98½, 99, 99½ et 100, c'est-à-dire que le total a été souscrit au-dessus du cours de l'émission."

Mais c'est précisément ce qui est arrivé au sujet du dernier emprunt. Si c'était une " marque de confiance dans cette opération financière du gouvernement de Québec " en 1880, pourquoi n'en est ce pas une pareillement en 1888 ?

La même chose est arrivée en 1883. L'emprunt de 1882, vendu au pair à la banque de Montréal fut mis sur le marché à 107, et le *Montreal Gazette* n'y trouva rien à redire, pas plus que les autres journaux qui nous reprochent aujourd'hui d'avoir fait comme le gouvernement Chapleau a fait en 1880 et le gouvernement Mousseau en 1883.

On prétend que la valeur des titres de notre emprunt a haussé depuis que nous les avons vendus. C'est vrai ; mais que faut-il en conclure ? Que le crédit de la province s'est amélioré, n'est ce pas ? Mais est-ce un crime que d'avoir relevé le crédit de la province et fait monter la valeur de ses obligations ?

Dans l'opération de M. Würtele, la banque de Montréal a gagné 7% en plaçant à 107 ce que M. Würtele lui avait vendu au pair. Personne n'a trouvé à redire. Le Crédit Lyonnais a gagné bien moins sur les titres que nous lui avons vendus, et les gens qui n'ont rien dit des 7°, gagnés par la banque de Montréal parlent aujourd'hui des profits bien moindres réalisés par le Crédit Lyonnais. L'esprit de parti seul peut expliquer un pareil manque de logique.

D'ailleurs, il est assez probable que la cote obtenue par le Crédit Lyonnais n'est que le résultat d'un jeu de bourse, comme ces puissantes institutions seules savent et peuvent en faire. Le *Standard*, un des grands journaux de Londres, a taxé ces prix d'exagération. " Le Crédit Lyonnais, a-t-il dit dans le temps, demande ici et à Paris des souscriptions

à un emprunt 4% de la province de Québec, au montant de £722,000. Nominale<sup>ment</sup>, *les titres sont offerts au pair* mais l'intérêt court à compter du premier janvier courant, et comme le total du produit de l'emprunt n'est payable que d'ici au 10 mars, le prix réel est de quelques chelins au dessous du pair. Même dans ces conditions, ces titres seront trouvés chers par beaucoup de gens."

La Chambre me pardonnera bien d'être entré dans des explications un peu longues sur cet emprunt : j'y ai été porté par les critiques malveillantes et déloyales dont cette opération financière a été l'objet.

Je ne saurais terminer ce que j'avais à dire au sujet de cette affaire sans constater que nous n'avons qu'à nous féliciter de nos rapports avec M. Moret, le digne agent du Crédit Lyonnais. Dans toutes les relations que nous avons eues avec ce monsieur, il a montré beaucoup de tact, une grande intelligence, une habileté peu commune et une courtoisie que nous avons admirée. Nous pouvons dire que monsieur Moret et les administrateurs du Crédit Lyonnais, tout en sauvegardant leurs intérêts, ont manifesté un désir sincère, ouvertement exprimé, de renouveler et d'étendre les relations d'affaires entre la France et le Canada et d'ajouter au crédit dont jouit la province de Québec. Il nous a fait plaisir de voir les grands journaux de Londres reconnaître le succès incontestable de notre opération. L'honorable premier ministre et son collègue, l'honorable M. Garneau, ont pu constater par eux-mêmes qu'en France on connaît et on apprécie mieux nos institutions et nos ressources, et qu'à l'avenir nous pouvons sans crainte nous présenter à Londres ou à Paris avec la certitude d'être bien accueillis. Ajoutons qu'en s'adressant au Crédit Lyonnais, une des plus grandes institutions financières de l'Europe, le gouvernement ne pouvait choisir une maison plus honorable, mieux connue, inspirant plus de confiance et dispo-

ont d'une plus grande clientèle dans toutes les parties du  
leux monde. Je suis intimement convaincu que sans l'aide  
de cette puissante maison, nous n'aurions pas réussi aussi  
bien que nous l'avons fait, si l'on en juge par le peu d'em-  
pressement qu'ont manifesté certaines institutions financières  
à nous donner la valeur réelle des titres que nous leur  
offrons.

On comprendra facilement qu'il m'est impossible d'indi-  
quer d'une manière précise le résultat des opérations de l'exer-  
cice 1887-88 avant qu'il ne soit terminé. Les recettes et les  
dépenses accuseront, comparativement à mes prévisions,  
des variations qui se comprennent facilement. Tout ce qu'il  
est possible de faire pour le moment, c'est d'examiner un  
peu l'état des recettes et des paiements jusqu'au 1<sup>er</sup> avril et  
d'en tirer certaines conclusions.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur cet état pour voir de  
suite que les recettes excéderont les dépenses d'un montant  
assez considérable. Je parle des opérations ordinaires. Le  
1<sup>er</sup> avril, les recettes ordinaires s'élevaient à \$3,024,981.65 et  
les dépenses ordinaires à \$2,259,960.14, ce qui faisait un  
surplus de \$765,021.51. Il est probable que le surplus de  
la fin de l'exercice ne sera pas diminué d'une manière bien  
sensible, si nous réalisons toutes les recettes sur lesquelles  
nous comptons.

Quant aux dépenses extraordinaires, payables à même le  
produit de l'emprunt, nous n'avons pas à nous en occuper.

Comme je l'ai déjà établi, lorsque nous sommes arrivés  
au pouvoir, nous avons trouvé une caisse vide et un mon-  
tant considérable de dette flottante, dont une partie était  
alors exigible et l'autre payable dans un avenir assez rappro-  
ché. Nous avons de plus à faire face aux dépenses cou-  
rantes du service public, pour l'acquit desquelles nous  
n'avions rien, la plupart des crédits étant insuffisants ou  
épuisés. Après une année d'administration, nous avons  
réussi à rétablir le crédit de la province ; nous avons conso-

lité de la dette flottante et, au moyen de cette conversion, opéré une économie considérable dans le service des intérêts.

Mais nous n'avons pas limité nos efforts à cette opération : nous nous sommes occupés d'augmenter le revenu et sur ce point, nous pouvons dire que nous n'avons pas été déçus. Nous avons fait rentrer un montant considérable d'arrérages sur le fonds des écoles communes ; grâce aux changements que nous avons fait subir à la loi des licences et à l'énergie avec laquelle nous l'avons fait observer, nous avons augmenté d'une manière sensible les recettes provenant de cette source. Nous espérons aussi que les changements opérés dans le tarif des droits sur les bois et les coupes de bois produiront une forte augmentation dans le revenu des bois et forêts. La taxe sur les corporations commerciales a produit, jusqu'au premier avril, \$557,165.00, ce qui augmente encore les recettes d'autant.

Voilà ce que nous avons fait en une année d'administration. Aujourd'hui, nous sommes en état d'affirmer que les recettes excèdent les dépenses et que grâce à notre politique, la province peut envisager l'avenir sans crainte.

Pour ce qui concerne les paiements, je dois ajouter que plusieurs mesures d'une importance majeure nous ont entraînés dans des frais qu'il était impossible de prévoir, mais qu'il était dans l'intérêt public d'encourir. Quelques articles de dépenses sont au-dessous et d'autres au-dessus de mes prévisions, ainsi que je l'ai dit il y a quelques instants ; les crédits supplémentaires qui seront demandés feront connaître les principales variations qui se sont produites. Plusieurs de ces crédits additionnels sont nécessités par les dépenses imprévues qu'a occasionnées l'opération des réformes importantes que nous avons accomplies dans certaines branches du service public. Nous avons suivi une politique d'initiative, de réforme, de progrès bien entendu, et s'il nous a fallu pour cela ajouter quelque peu aux dépenses,



les résultats que nous avons obtenus pour la province compensent amplement cette augmentation. De la politique ux horizons restreints, de la politique sans vigueur, sans force, sans vitalité, ne s'élevant pas au-delà des besoins journaliers, nous n'en sommes pas ; quoiqu'il en coûte un peu plus, nous voulons de l'initiative, du progrès, de l'avancement réel, ce qui n'empêche pas que le présent exercice se soldera par un excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires.

Budget supplémentaire pour 1887-88 :—

L'insuffisance des crédits votés pour l'exercice en cours nécessite un budget supplémentaire de \$453,282.10, dont \$285 000 pour la construction de l'hôtel du parlement et du palais de justice de Québec. Voici l'énumération des sommes additionnelles requises pour faire face aux dépenses nouvelles du présent exercice :

Legislation . . . . .	\$ 24,538 85	
Gouvernement civil . . . . .	1,719 71	
Instruction publique . . . . .	1,484 80	
Administration de la justice . .	6,600 00	
Immigration et repatriement . .	3,300 00	
Asiles d'aliénés . . . . .	11,000 00	
Travaux publics :		
Loyers, réparations, assurance . \$	17,293 81	
Département des terres . . . . .	57,344 93	
	<hr/>	\$ 123,282 10
Codification . . . . .		45,000 00
Travaux publics imputables au capital :		
Construction de l'hôtel du parlement . . . . .	\$ 175,000 00	
Construction du palais de justice de Québec . . . . .	110,000 00	
	<hr/>	285,000 00
		<hr/>
		\$ 453,282 10

Les \$24,538.85 pour la législation sont destinées à payer certains services qu'il est impossible de laisser en souffrance. En voici la liste :

Traitements . . . . .	\$ 2,933 19
Ecrivains et messagers . . . . .	4,234 84
Papeterie . . . . .	2,342 62
Divers . . . . .	4,637 15
Depenses imprévues . . . . .	852 20
Bibliothèque de la Législature . . . . .	2,500 00
Dépenses d'élections . . . . .	5,000 00

Impressions :

Pour impression du rapport du secrétaire de la province . . . \$	1,000 00	
Pour payer un compte au pro- priétaire du <i>Montreal Gazette</i> antérieur au 1er février 1887	1,038 85	
		<hr/> 2,038 85
		\$ 24,538 85

Les \$1,719.71 demandées pour le gouvernement civil sont destinées à acquitter les services suivants :

Département de l'instruction publique . . . . . \$	500 00
Régistrare de la province, pour payer à I. P. Dery un compte antérieur au 1er février 1887 . . . . .	345 14
Comptes d'abonnement à divers journaux, antérieurs au 1er février 1887 . . . . .	874 57
	<hr/> \$ 1,719 61

Les sommes demandées pour les institutions de bienfaisance sont pour remédier à l'insuffisance des crédits, insuffisance provenant de l'augmentation dans le nombre des enfants admis dans les maisons de réforme et les écoles d'industrie.

Le crédit additionnel pour l'immigration et le repatriement se compose ainsi :

Vieux comptes.....	\$ 1,800 00
Frais de voyage et établissement dans le pays d'un certain nombre d'émigrants de Bre- tagne et d'autres parties de la France....	1,500 00
	<hr/>
	\$ 3,300 00

Dans les \$17,293.81 demandés pour les travaux publics, il y a \$9,569.87 pour acquitter certaines dépenses d'entretien des édifices publics et \$7,723.94 pour réparations aux palais de justice et aux prisons. Toutes ces dépenses ont été faites sur la recommandation de l'ingénieur du département des travaux publics, qui les considérait indispensables.

Les \$11,000 pour les asiles sont requises pour acquitter les comptes des propriétaires de ces établissements, jusqu'à la fin du présent mois et payer les bureaux de médecins.

Il faut pour les terres de la couronne les sommes qui suivent :

Arpentages.....	\$22,844 93
Dépenses générales.....	28,000 00
Cadastre.....	5,000 00
	<hr/>
	\$55,844 00

Tous cela est pour acquitter des arrérages sur des engagements antérieurs au 1<sup>er</sup> février 1887.

Il y a un article de \$1,500.00 pour timbres, licences, etc. Les officiers du trésor ont été obligés de porter à ce compte certaines dépenses encourues pour la perception des taxes sur les corporations commerciales, vu qu'il n'y avait été inscrit aucun crédit dans le budget pour faire face à ces dépenses.

La somme demandée pour la codification est nécessaire pour acquitter, d'ici au 30 juin, les frais d'impression, de reliure et autres dépenses.

Le crédit demandé pour la construction de l'hôtel du parlement comprend \$95,000.00 pour règlement avec l'entrepreneur jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1887, et \$80,000 payables d'ici à la fin de l'exercice pour travaux exécutés en vertu des contrats et certains ouvrages imprévus, mentionnés et recommandés dans le rapport de l'ingénieur.

Il faut aussi \$110,000 pour payer des travaux, exécutés d'après les contrats, matériaux, etc., pour la construction du palais de justice de Québec.

Tous ces paiements pour construction sont imputables au capital et n'affectent pas le résultat des opérations ordinaires.

J'évalue les recettes de l'exercice 1888-89 à \$3,403,672.80, dont \$58,000 pour les recettes à compte du capital et \$3 345,672.80 pour le revenu ordinaire.

Cette évaluation est basée sur les recettes du dernier exercice, en tenant compte des changements, en plus ou en moins, qui se produiront probablement dans certains articles. Voici l'énumération de ces recettes :

*Puissance du Canada :*

Subside payable en vertu de	
l'acte de confédération.....	\$ 959,252 80
Intérêt sur fidéicommiss.....	55,459 32
Subside spécial de chemin de	
fer en vertu de la 47 <sup>e</sup> Vict.,	
chap. 4.....	127,460 68
Intérêt sur subside de chemin	
de fer en vertu de la 47 <sup>e</sup> Vict.,	
chap. 8.....	119,700 00
	—————\$1,261,872 80

*Intérêts .*

Intérêt sur le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. \$	375,000 00	
Interet sur prêts et dépôts. . . . .	40,000 00	
Intérêt sur les perceptions fai- tes par le gouvernement d'Ontario sur le fonds des écoles communes. . . . .	30,000 00	
	<hr/>	445,000 00

*Ad unistration de la justice :*

Timbres sur les pièces de pro- cédures. . . . .	\$ 160,000 00	
Honoraires judiciaires. . . . .	5,000 00	
Fonds de bâtisse et des jurés. . . . .	15,000 00	
Contribution pour l'entretien des vagabonds dans les pri- sons. . . . .	16,000 00	
G rdes des prisons, Montréal et Québec. . . . .	4,000 00	
Amendes. . . . .	2,000 00	
Maison de force, Montréal. . . . .	2,000 00	
P lais de justice, Montréal. . . . .	2,000 00	
Honoraires du grand connéta- ble de Québec. . . . .	600 00	
	<hr/>	209,600 00
T mbres d'enregistrement. . . . .		16,000 00
L icences. . . . .		340,000 00
Terres de la couronne. . . . .		821,000 00
T xes sur les corporations com- merciales. . . . .	\$ 125,000 00	
Taxes sur les corporations com- merciales, arrérages. . . . .	50,000 00	
	<hr/>	175,000 00

Percentage sur les honoraires des officiers publics . . . . .	7,000 00
Percentage sur les renouvellements d'hypothèques . . . . .	500 00
Législation . . . . .	3,000 00
Gazette officielle . . . . .	23,200 00

*Asiles d'aliénés :*

Contributions des municipalités pour 1888-89 . . . . . \$	25,000 00	
Arrérages sur ces contributions	10,000 00	
		\$ 35,000 00
Loyers, etc., des édifices publics		1,000 00
Contributions au fonds de pension . . . . .		5,000 00
Revenu casuel . . . . .		2,000 00
Prêt aux incendiés de Québec.		500 00
		<hr/> \$3,345,672 08
Remboursements par les propriétaires des asiles de Beauport et St-Jean de Dieu . . . \$	8,000 00	
Fonds d'emprunt municipal . .	50,000 00	58,000 00
		<hr/> \$3,403,672 08

Cette évaluation a été faite avec le plus grand soin possible, et j'ai tout lieu d'espérer que nous encaisserons le montant que j'indique.

La somme à recevoir des fidéicommiss n'exige aucune explication, puisqu'elle est la même que les années précédentes.

J'espère que nous retirerons les \$30,000 que je donne comme intérêt sur les perceptions à compte du fonds des écoles communes. Nous sommes en négociations avec le gouvernement d'Ontario et tout porte à croire que nous

reussirons prochainement à régler d'une manière finale cette question du fonds des écoles communes. La Chambre est saisie du projet de loi destiné à nous donner l'autorisation voulue pour effectuer ce règlement. Dans tous les cas, j'ai toute raison de croire que nous percevrons ces \$30,000.

Les recettes provenant de l'administration de la justice rapporteront probablement plus que le chiffre auquel je les évalue, car cette prévision est basée sur les recettes de l'année dernière, dont plusieurs articles sont restés au-dessous du chiffre normal. A raison des élections générales de 1886, nos prédécesseurs n'ont pas insisté pour faire payer aux municipalités ce qu'elles devaient au gouvernement, et en arrivant au pouvoir nous n'avons pas eu le temps de nous occuper sérieusement de ces perceptions ; mais, depuis, nous avons pris l'affaire en mains et nous travaillons pour faire entrer ce qui est dû par les municipalités au fonds de bâtisse et des jurés ainsi que pour l'entretien des aliénés dans les asiles, et j'espère qu'à la fin du prochain exercice, les recettes provenant de l'administration de la justice excéderont le chiffre de mon évaluation.

Le revenu des licences est porté à \$340,000 : c'est la somme que nous avons retirée de cette source l'année dernière, et les renseignements fournis par les officiers du département me portent à croire que cette évaluation est plutôt au dessous qu'au dessus de la réalité.

Depuis que nous avons pris l'administration des affaires, nous avons surveillé d'une manière particulière l'observation de la loi des licences ; nous avons opéré des réformes dans ce service, nous avons organisé une surveillance des plus sévères, et le soin dont nous avons entouré la perception de ce revenu a eu pour résultat d'augmenter sensiblement les recettes provenant de cette source. L'année dernière, ces recettes ont excédé \$340,000, et cette année, s'il faut en juger par les rentrées déjà effectuées, nous aurons un revenu

égal, sinon plus élevé. Pour rendre la loi actuelle plus efficace, il faudra l'amender de manière à punir plus sévèrement les infractions, et j'espère que le projet de loi qui est so mis à un comité spécial de la Chambre nous permettra de faire une législation de nature à satisfaire les amis du bon ordre et à empêcher le trafic illicite des liqueurs enivrantes, qui cause la plus grande partie des maux et des désordres dont se plaignent les partisans de la tempérance.

Pour l'exercice en cours, j'évalue à \$657,700 les recettes des terres de la couronne. Les officiers du département sont d'avis que les changements que nous avons opérés dans le tarif des bois et forêts vont produire une augmentation de \$50,000 par année dans le revenu des rentes foncières, et de \$100,000 dans les recettes provenant des droits sur le bois. En tenant compte de cette augmentation, je porte à \$821,000 le revenu des terres de la couronne pour le prochain exercice.

Le revenu provenant des taxes sur les corporations commerciales est évalué à \$125,000. C'est la moyenne des arrérages qui se sont accrus depuis la mise en vigueur de la loi imposant ces taxes, et c'est le chiffre auquel cette recette était portée par l'honorable M. Würtele, l'auteur de la loi en question. Mon évaluation comprend aussi \$50,000 d'arrérages; si les causes actuellement pendantes sont décidées en notre faveur, ce qui est tout probable, cette somme d'arrérages sera sensiblement augmentée.

Je compte retirer \$35,000 des municipalités, pour leur contribution aux frais d'entretien des aliénés dans les asiles. Cette évaluation n'est pas exagérée et elle sera plus que réalisée, si nous réussissons à encaisser seulement une partie de ce qui nous est dû de ce chef. Mais, comme je l'ai dit l'année dernière, les municipalités montrent peu de volonté à s'acquitter de ce qu'elles doivent au gouvernement, et presque partout on s'efforce de mettre à la charge du gou-



vernement ce qui devrait être à celle des corporations municipales. Il faut nécessairement réagir contre cette mauvaise disposition des municipalités. Les corporations municipales devraient comprendre que le gouvernement ne peut pas s'imposer les sacrifices qu'il s'impose pour développer les ressources du pays, améliorer l'agriculture, avancer la colonisation et aider à la construction des chemins de fer, sans retirer tout ce qui lui est dû, surtout par les municipalités, qui profite directement de tous ces sacrifices.

J'espère encaisser \$50,000 à compte des créances du fonds d'emprunt municipal. Cette recette est plus ou moins certaine ; pour le dernier exercice mon prédécesseur comptait sur \$100,000 et il n'a été perçu que \$5,380. Pour ces dettes, comme pour les autres qu'elles doivent au gouvernement, les municipalités montrent peu d'empressement à s'acquitter. Plusieurs ont été mises sous l'impression qu'elles ne seraient jamais appelées à payer leurs dettes au fonds d'emprunt municipal, de sorte qu'il faut bien des pourparlers pour les convaincre du contraire et les décider à régler.

J'évalue à \$4.475,222.86 le total des paiements de cet exercice. Cette somme se divise comme suit :

*Depenses ordinaires :*

Service de la dette publique.	\$1.100,153 00
Service administratif. . . . .	2,177,206 74
	<hr/> \$3,277,359 74

*Depenses imputables au capital :*

Subsides aux compagnies de chemins de fer. . . . .	\$ 783,500 00
Construction d'édifices publics. . . . .	414,363 12
	<hr/> 1,197,863 12

Total. . . . .	<hr/> \$4,475,222 86
----------------	----------------------

Entrons un peu dans les détails qui forment l'ensemble de ce résultat général.

Le premier article est le service de la dette publique, qui se décompose comme suit :

Intérêt sur la dette fondée.....	\$1,023,983 70
Intérêt sur fonds en fidéicommis.....	9,740 00
	<hr/>
	\$1,033,723 70
Fonds d'amortissement et rachat de titres..	59,429 30
Frais d'administration.....	7,000 00
	<hr/>
	\$1,100,153 00

Le service des intérêts accuse une augmentation de \$25,789.33. Cela se comprend facilement. Sur les obligations comprises dans la dette flottante que nous avons trouvée en prenant l'administration des affaires, nous avons payé des sommes considérables aux compagnies de chemins de fer ainsi que pour la construction de l'hôtel du parlement et du palais de justice de Québec. Sous l'administration de nos prédécesseurs, ces sommes n'existaient qu'à l'état d'obligations et ne portaient pas intérêt ; mais elles sont devenues exigibles depuis, et pour les payer il a fallu contracter l'emprunt qui grossit aujourd'hui le crédit destiné au service de la dette publique, de sorte que nous ne sommes nullement responsables de cette augmentation, qui serait encore plus considérable, si nous n'avions pas trouvé moyen d'opérer une réduction sensible dans le taux d'intérêt du dernier emprunt.

Les frais de législation sont évalués à \$190,850.00. Pour l'exercice de 1886-87, ils se sont élevés à \$278,169.97 et pour l'exercice en cours, ils atteindront probablement le chiffre de \$213,065.32. Il y a donc une réduction de \$87,319.97 sur les dépenses réelles du dernier exercice, et de

\$22,215.32 sur les dépenses probables du présent exercice  
Cette réduction se décompose comme suit :

Traitements, dépenses contingentes, impressions, reliure, etc., de l'Assemblée législative .....	\$ 16,715 32
Traitements des employés et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature	3,050 00
Dépenses d'élections .....	5,000 00
Bureau du greffier de la couronne en chancellerie .....	600 00
	<hr/>
	\$ 25.365 32

De ces réductions, il faut retrancher les augmentations suivantes :

Traitements des présidents des deux Chambres, augmentés chacun de \$1,000 .....	\$ 2,000 00
Bibliothèque de la Législature, pour impressions, reliures, etc .....	\$ 1,000 00
Traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif.	150 00
	<hr/>
Réduction finale .....	\$ 22,215 32

Pour l'exercice en cours, les dépenses du gouvernement civil s'élèveront probablement à \$207,958.67. Pour le prochain exercice, nous demandons \$219,776.00, ce qui fait une augmentation de \$11,817.33, dont \$9,099.81 pour les dépenses contingentes. Le reste de l'augmentation provient en partie de l'organisation du nouveau département de l'agriculture et de la colonisation.

L'administration de la justice va coûter cette année \$555,310.95, ce qui est plus qu'elle n'a coûté les années précédentes, et nous demandons pour le prochain exercice \$495,938.98, ou 59,371.97 de moins. Les dépenses de ce service augmentant nécessairement avec la population et le développement des affaires, deux causes qui accroissent le nombre des affaires judiciaires et des prisonniers à entretenir. C'est en se basant sur cette augmentation inévitable que mes prédécesseurs, M. le juge Würtele et l'honorable député de Sherbrooke, ont fait adopter par la Chambre une adresse demandant au gouvernement fédéral de se charger des frais de l'administration de la justice criminelle. Dans tous les cas, le crédit porté au budget correspond, à très peu de différence près, au montant dépensé pour la même fin en 1887.

Le crédit de l'instruction publique est de \$389,635.00, ou \$19,565.20 de plus que celui voté à la dernière session pour l'exercice en cours. Voici les articles sur lesquels porte cette augmentation :

Ecoles dans les municipalités pauvres.....	\$ 2,000 00
Enseignement Primaire.....	300 00
Congrès des inspecteurs d'écoles.....	500 00
Musée scolaire.....	600 00
Collège de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, au lieu de l'allocation annuelle de \$200, une somme une fois payée de.....	1,000 00
Collège commercial de Roxton.....	200 00
Couvent de St-Cyprien.....	500 00
Couvent de St-Norbert.....	200 00
Collège de Joliette, pour aider à la construc- tion d'un bâtiment pour le cours commercial.	2,000 00
Livres de récompense.....	15 20
Couvent de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, pour aider à sa construction.....	200 00

Frères Maristes, Upton.....	200 00
Collège commercial de Varennes, pour aider à sa construction.....	2,000 00
Collège commercial de Terrebonne, pour aider à sa construction.....	2,000 00
Collège de Chicoutimi.....	1,000 00
Distribution des lois scolaires aux commis- saires et syndics d'écol:s.....	4,000 00

*Institutions littéraires et scientifiques :*

Société littéraire et historique de Québec...	500 00
Académie de musique.....	100 00
Société de géographie.....	100 00
Chambre des arts et métiers.....	1,000 00
Pour mettre en vigueur la loi concernant les établissements industriels.....	4,500 00

---

\$ 24,015 20

Les allocations suivantes disparaissent :

Collège de Sainte-Thérèse...\$	2,000 00	
Collège de Rimouski.....	2,000 00	
Journal de l'instruction publi- que.....	450 00	4,450 00

---

Ce qui réduit l'augmentation dans ce service à. \$ 19,565 20

Le crédit pour l'agriculture est de \$114,100.00 ; il est, pour l'exercice en cours, de \$115,089.78, ce qui fait une légère diminution de \$989.78. Les articles nouveaux sont :

Ecoles de médecine vétérinaire.....	\$ 200 00
Beurreries et fromageries.....	3,000 00
Prix pour encourager l'agriculture.....	200 00
Comité permanent des expositions.....	4,000 00
Sténographes, etc.....	1,500 00
Arboriculture.....	300 00

Achat de registres et autres articles de bureau pour l'organisation du ministère de l'agri- culture.....	1,500 00
Commission d'hygiène.....	2,610 22
	<hr/>
	\$ 13,310 22

Les retranchements portent sur les articles suivants :

Subvention spéciale pour aider les écoles d'agriculture à se pourvoir de beurreries... \$	1,000 00
Collège d'agriculture de Richmond.....	1,000 00
Organisation du nouveau ministère de l'agri- culture.....	3,000 00
Expositions agricoles de district.....	1,000 00
Commission agricole.....	3,000 00
Chemins et ponts, comté de Beauce.....	3,000 00
Journaux d'agriculture.....	300 00
Exposition provinciale.....	1,000 00
	<hr/>
	\$ 14,300 00

La comparaison de ces deux tableaux donne le résultat suivant :

Articles diminués.....\$	14,300 00
Articles augmentés.....	13,310 22
	<hr/>
Chiffre net de la diminution.....\$	989 78

Nous demandons \$8,500 pour l'immigration et le repatriement. A même ce crédit, nous nous proposons d'employer \$2,500 pour amener dans le pays des émigrants de France et \$2,000 pour le repatriement.

Les différents crédits pour la colonisation s'élèvent à \$124,500, ce qui fait une augmentation de \$45,000, qui se décomposent comme suit :

Sociétés de colonisation.....\$	5,000 00
Chemins de colonisation.....	30,000 00

Creusement de la rivière Lacolle, pour rendre cultivable une grande étendue de terrain inondé.....	4,500 00
Creusement de la petite rivière Montréal, pour les mêmes fins.....	500 00
Aide pour la construction d'un bateau à vapeur sur le lac Saint-Jean . . . . .	1,000 00
Publication de rapports topographiques, de brochures sur la colonisation, etc.....	4,000 00
	<hr/>
	\$45,000 00

A l'encontre de cette augmentation, il y a pour \$3,000 de crédits qui disparaissent, ce qui réduit l'augmentation réelle à \$42,000, c'est-à-dire qu'au lieu de \$305,189.78, montant probable de la dépense pour ces fins durant l'exercice en cours, les dépenses pour l'agriculture, la colonisation l'immigration et le repatriement s'élèveront l'année prochaine à \$247,100.00.

Nous aurions désiré faire plus pour l'agriculture et la grande œuvre de la colonisation ; mais nous avons dû tenir compte des exigences des autres parties du service public ainsi que des re-sources à notre disposition. Si nous réussissons à convertir notre dette fondée et à faire augmenter le subside fédéral, nous emploierons une partie de ce revenu additionnel pour travailler d'une manière plus énergique à l'établissement de nos terres publiques.

Le crédit pour les travaux et édifices publics, imputable au revenu ordinaire, est de \$97,300.76. Pour l'exercice en cours, la dépense s'élèvera probablement à \$145,522.61, ce qui fait en faveur du crédit demandé pour l'année prochaine une diminution de \$48,221.85.

Pour l'exercice finissant le 30 du présent mois, les loyers, l'assurance et les réparations des édifices publics vont coûter \$103,877.50. Les mêmes services pour l'année prochaine,

sont portés au budget pour \$60,000. Cependant je dois avouer que pour ces dépenses, les prévisions budgétaires sont presque toujours excédées. Il est presque impossible de prévoir au juste tous les travaux de réparation qu'il faut exécuter, et il en est beaucoup qu'il est pareillement impossible de ne pas exécuter, même quand ils n'ont pas été prévus dans le budget, sans faire subir à la province un tort réel.

Nous demandons \$27,200 pour les réparations à faire aux palais de justice et aux prisons. C'est plus que le crédit ordinaire, mais c'est bien peu, comparativement aux besoins réels et aux représentations qui nous ont été faites par les autorités des différents districts. Il n'a presque pas été fait de réparations depuis quelques années, de sorte que les palais de justice et les prisons sont pour la plupart dans un état qui laisse beaucoup à désirer. Ce serait une mauvaise économie que de différer des réparations absolument nécessaires et sans lesquelles plusieurs des édifices de la province tomberaient dans un état de détérioration presque irrémédiable et qui obligerait à les refaire en neuf.

La somme demandée pour l'assurance des édifices publics est de \$7,194 au lieu de \$1,000 pour l'exercice en cours. Cette augmentation s'explique par le fait que la plupart de ces assurances, qui sont pour un terme de trois ans, expirent l'année prochaine et qu'il faudra les renouveler pour un autre terme de trois ans.

Il y a peu de changements dans les subventions aux institutions de bienfaisance. Ce n'est pourtant pas faute de demandes : nous avons reçu de toutes parts des sollicitations pressantes et méritant d'être favorablement accueillies. Si c'eût été possible, nous nous serions assurément fait un devoir d'acquiescer à ces demandes ; mais l'état des finances de la province ne nous permet pas de contribuer, comme nous désirerions le faire, à toutes les bonnes œuvres pour



lesquelles on a sollicité l'aide du gouvernement. Et la multiplicité même de ces demandes a augmenté l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons d'y faire justice, même partiellement. Pour répondre à toutes, il aurait fallu une somme absolument hors de proportion avec les moyens à notre disposition ; et si nous n'avions obtempéré qu'à un petit nombre, ceux qui n'auraient rien obtenu nous auraient taxés d'injustice, puisque toutes ces demandes sont également bien fondées.

J'avouerai aussi qu'en cette matière, il faut agir avec la plus grande circonspection. Beaucoup de gens ne demandent qu'une aide temporaire ; mais une fois cette aide obtenue, on la considère comme permanente, on prend tous les moyens pour la faire maintenir et l'on finit par grever le trésor d'une foule de charges qui deviennent de véritables rentes perpétuelles.

Toutes ces considérations nous ont déterminés à n'augmenter que d'une bagatelle le crédit pour les institutions privées de bienfaisance ; le montant voté à cette fin pour l'exercice en cours est de \$39,316.00 et nous demandons pour le prochain exercice \$41,506, ce qui fait une augmentation de \$2,190.00.

La totalité de cet article, y compris l'entretien des aliénés dans les asiles, est diminuée de \$8,810.00 : le crédit pour l'exercice en cours est de \$280,376 et nous demandons pour l'année prochaine \$271,506.00.

Il est probable que pour l'exercice en cours, les dépenses du département des terres de la couronne s'élèveront à \$184,294.93 ; nous les évaluons à \$175,000 pour l'année prochaine. Cette somme comprend \$24,000 pour donner suite aux modifications que nous avons introduites dans le tarif des rentes foncières et des droits de coupe, modifications qui vont produire une augmentation considérable dans le revenu provenant des bois et forêts. Ces dépenses sont

absolument nécessaires pour mettre le bon ordre dans cette partie de l'administration du domaine de la couronne et pour assurer la rentrée de tout ce qui est payable de ce chef. Jusqu'à présent, on s'est contenté, pour percevoir les droits sur les bois, des déclarations des marchands ou de leurs employés. Ce système était de nature à favoriser la fraude, et je regrette d'être dans la nécessité de constater que de fait il a été commis des fraudes énormes au préjudice du gouvernement. Les investigations que nous avons fait faire constatent que des quantités énormes de bois coupé sur les terres de la couronne n'ont payé aucun droit au gouvernement et que dans certaines parties de la province, le pillage des forêts de la couronne était érigé en système et nullement empêché par les employés du département préposés à cette fin. Pour remédier à ces fraudes, les nouveaux règlements pourvoient à ce que le bois soit mesuré à l'endroit même où il est coupé, ce qui nécessite l'emploi de mesureurs et explique l'augmentation de dépenses que je viens de mentionner.

Il est demandé \$50,000 pour les arpentages. Ce chiffre représente la moyenne de la dépense pour les années passées. Je crois qu'une grande partie de cette dépense est d'une utilité plus que problématique. Le 30 juin 1887, nous avions en disponibilité 7,015,498 acres de terres de la couronne arpentées et prêtes à livrer aux colons. Dans le cours de l'année expirée à cette date, il a été vendu ou octroyé gratuitement 100,946 acres, ce qui est à peu près la moyenne annuelle des ventes et des octrois gratuits. A cette moyenne il faudra plus d'un siècle pour livrer à la colonisation les terres déjà arpentées, de sorte que la nécessité de nouveaux arpentages, sur un aussi grand pied, ne paraît pas absolument évidente. Le fait est que dans la plupart des cas, les bornes pourrissent et disparaissent avant d'être d'aucune utilité, et quand on vient à en avoir besoin pour localiser les terres demandées par les colons, il faut recommencer

l'arpentage. Je n'ai pas de doute que mon honorable ami, le commissaire des terres, trouvera moyen d'opérer dans ce service des réformes importantes et qui diminueront probablement le montant porté au budget.

Le crédit affecté aux dépenses générales du département des terres est de \$25,000 moins élevé que le montant de la dépense pour l'année courante. Durant l'exercice en cours, nous avons payé une foule d'arrérages des années précédentes, d'obligations contractées avant le 1<sup>er</sup> février 1887, ce qui explique comment il se fait que les dépenses sous ce titre ont atteint un chiffre comparativement élevé.

Les augmentations dans les différents autres services sont comme suit :

Gazette officielle.....	\$ 1,300 00
1,000 exemplaires de l'ouvrage du juge E. Taschereau sur le droit criminel.....	1,000 00
Indemnité à la famille de feu E. St. Hilaire, député de Chicoutimi.....	600 00
Collection et transcription des vieilles archives françaises.....	10,000 00
Aide pour la construction d'un hôpital et d'un asile pour les orphelins, à Sherbrooke.....	1,000 00
Compensation aux parties lésées par erreur dans les arpentages entre la paroisse de l'Ange-Gardien et Farnham.....	10,500 00
	<hr/>
	\$24,400 00

D'un autre côté, les articles suivants disparaissent :

Commission des asiles.....	\$ 4,000 00
Impression de 5,000 exemplaires du code municipal pour distribuer aux municipalités.....	5,000 00

Macadamisage de chemins dans le comté de Beauharnois.....	2,000 00
Paiement à Jos. Dussault de 10,000 brochures de colonisation sur la Gaspésie.....	2,389 50
Conférence interprovinciale.....	10,094 23
	<hr/>
	\$23,483 73

Le total des dépenses imputables au capital est considérablement réduit. Nous demandons \$414,363.12 pour les travaux et édifices publics et \$783,500 pour les subventions aux compagnies de chemins de fer, ce qui fait en tout \$1,197,863.12. Pour l'exercice en cours, la dépense pour les édifices publics va s'élever à \$775,500 et les subventions payées aux compagnies de chemins de fer formeront probablement \$812,406.40, ou un total pour ces deux comptes, de \$1,587,906.40, qui excède de \$390,073.28 ce que nous nous proposons de dépenser l'année prochaine.

Le tableau suivant fait voir les articles qui accusent des augmentations ou des diminutions.

	1887-88	1888-89
Hôtel du parlement.....	\$250,000 00	\$125,729 53
Palais de justice de Québec..	200,000 00	42,733 59
Spencer Wood, pour finir les écuries, pour une remise à voitures, construire un logement pour le cocher et un pour le gardien.....		4,000 00
Cour de circuit de Kamouraska .....	6,000 00	2,500 00
Palais de justice et prisons dans les nouveaux districts..	6,000 00	6,000 00

Construction d'une aile au palais de justice de New-Carlisle, pour loger le gardien ..		4,000 00
Palais de justice d'Arthabaska.	6,000 00	1,400 00
Palais de justice de Montréal.	200,000 00	50,000 00
Ponts en fer.....	25,000 00	100,000 00
Codification des lois.....	45,000 00	63,000 00
Ecole normale McGill.....	2,500 00	.....
Asile d'aliénés protestant.....	25,000 00	15,000 00
	<hr/>	<hr/>
	\$775,500 00	\$414,363 12

Les dépenses que nous proposons pour la construction des édifices publics sont de nécessité absolue.

Quant à l'hôtel du parlement et au palais de justice de Québec, nous sommes déterminés à les finir complètement d'ici à l'année prochaine. Ces travaux durent depuis plusieurs années et nous voulons en voir la fin, pour les éliminer complètement du budget. Il me sera peut-être permis d'ajouter que si ces deux édifices ont coûté un peu cher, ce n'est pas notre faute, puisqu'ils ont été commencés par nos prédécesseurs et que nous avons tout simplement fini l'exécution des plans et des contrats qui existaient lors de notre avènement au pouvoir. La province était engagée et force nous a été de faire honneur à ces engagements, au sujet desquels nous n'avons aucune responsabilité.

Maintenant, M. le président, en rapprochant l'évaluation des recettes ordinaires de celle des dépenses ordinaires, pour l'exercice 1888-89, on arrive au résultat suivant :

Recettes ordinaires.....	\$ 3,345,672 80
Dépenses ordinaires.....	3,277,359 74
	<hr/>
Excédent des recettes sur les dépenses.	\$ 68,313 06

En face d'un pareil résultat, surtout quand on le compare à ceux des années passés, il me semble que nous avons bien le droit de dire que nous avons tenu la promesse que nous avons faite au pays de rétablir le bon ordre et l'équilibre dans la situation financière de la province. Les dépenses augmentent nécessairement avec les exigences du service public et les besoins nouveaux qui surgissent par suite du progrès qui s'accomplit dans le développement des ressources du pays ; mais nous avons su trouver moyen de faire augmenter les revenus, au point d'avoir un surplus dans les recettes ordinaires, sans imposer la moindre charge nouvelle au peuple et tout en consacrant des sommes considérables à l'avancement de la colonisation, de l'instruction publique et des intérêts généraux de l'agriculture.

M. le président, l'exposé que je viens de faire doit prouver à tous les hommes impartiaux que nous avons tenu la promesse que nous avons faite au pays de travailler au rétablissement du bon ordre dans les finances de la province.

Nous avons déjà augmenté considérablement le revenu provenant des licences, et j'espère que nous l'augmenterons encore, au moyen de la surveillance rigoureuse que nous avons organisée pour faire observer la loi qui régit cette matière.

Nous allons pareillement augmenter de \$150,000 le revenu des bois et forêts. Cette augmentation provient des changements que nous avons fait subir au tarif ; mais nous travaillons à augmenter encore ce revenu en donnant plus d'efficacité au service extérieur du département des terres et en empêchant les fraudes qui se sont commises dans le passé. Les renseignements que nous avons actuellement par devers nous permettent d'affirmer que ces fraudes faisaient perdre chaque année plus de \$100,000 à la province.

Si nous réussissons à empêcher seulement la moitié de ces fraudes, ce sera déjà un gain de \$50,000.

La conversion de la dette flottante représente aussi un gain d'une trentaine de mille piastres, comparativement au taux d'intérêt payé par nos prédécesseurs.

L'action énergique que nous avons prise à l'égard de la taxe des corporations commerciales nous vaudra un surcroît de revenu que l'honorable M. Würtele évaluait à \$125,000 par année. Il n'y a pas de doute que la loi qui pourvoit à l'imposition de cette taxe renferme certaines dispositions qui sont un peu arbitraires et qui ont besoin d'être modifiées ; mais, enfin, c'est la loi et nous sommes bien obligés de la faire observer telle qu'elle est, tant que les circonstances ne permettront pas de la faire disparaître. Nous regrettons de nous trouver dans la nécessité de percevoir cette taxe, mais si nous obtenons les changements que nous demandons dans le chiffre du subside fédéral, j'ai tout lieu de croire que nous pourrons alors considérer l'opportunité soit de la modifier sensiblement soit de la faire disparaître.

Nous avons fait payer plusieurs dettes dont le règlement traînait depuis longtemps. Ainsi, nous avons fait avec la cité de Montréal un règlement qui a fait entrer \$125,000 dans la caisse de la province.

Nous sommes aussi en voie de régler avec la province d'Ontario la question depuis si longtemps débattue du fonds des écoles communes. La législature d'Ontario vient de passer une loi pouvoyant au règlement de cette affaire par arbitrage et la Chambre est actuellement saisie d'un projet de loi semblable. Les négociations sont déjà passablement avancées, et à moins de difficultés imprévues, j'espère que l'affaire sera définitivement réglée avant la fin de l'été. Dans tous les cas, nous allons presser ce règlement avec toute l'énergie possible.

Je n'ai guère besoin d'insister sur l'importance de la démarche que nous avons faite pour améliorer la situation financière de la province, en réunissant la conférence inter-provinciale. Les résolutions de cette conférence qui ont trait au rajustement du subside fédéral augmenteraient notre revenu de \$347,968.80 par année et établiraient la position financière de la province sur des bases solides et permanentes.

Enfin, nous avons entamé des négociations dans le but de convertir la dette consolidée, pour diminuer le taux de l'intérêt que porte cette dette. On comprendra facilement que je ne puis pas, sans compromettre les intérêts de la province ou nuire au succès de nos négociations, donner à la Chambre, pour le moment, les détails du projet que nous avons en vue. Cette conversion, si elle est effectuée dans les conditions voulues, pourrait sauver à la province près d'un quart de million de piastres.

Voilà, M. le président, ce que nous avons fait dans une quinzaine de mois d'administration, et en présence des faits que je viens d'exposer, il me semble que la Chambre, admettra que j'ai eu raison de dire en commençant que nous avons accompli notre promesse et rétabli le bon ordre dans les finances de la province. Le présent exercice va se solder par une augmentation considérable de recettes ordinaires et s'il n'en dépend que du soin dans la perception du revenu, je puis affirmer que cet état de choses se continuera.



En jetant un coup d'œil sur ce tableau, on voit que, déduction faites des dépenses pour la construction de l'hôtel du parlement, du palais de justice de Québec et du chemin de fer Q. M. O. & O., les prévisions pour les cinq mois compris entre le 31 janvier et le 30 juin 1887, étaient comme suit :

Evaluation des dépenses.....	\$1,323,831	17
“ des recettes.....	952,989	11
Déficit probable.....	\$ 370,842	06

Mais il s'est produit certaines variations dans les recettes et les paiements, de sorte que les opérations réelles ont été comme suit :

Paiements pour ces cinq mois.....	\$1,372,455	41
Recettes “ “ .....	988,936	76

Déficit réel.....\$ 383,518 65

Certains articles de recettes, ainsi qu'il est indiqué dans le tableau, ont excédé le chiffre des évaluations, pour ces cinq mois, de.....	\$ 118,609	35
D'autres sont restés au-dessous de.....	82,861	70

Ce qui laisse un excédent de recettes de..\$ 35,947 65

Certains articles de dépense ont aussi excédé le chiffre des évaluations, pour ces cinq mois, de.....	\$ 105,815	76
Pendant que d'autres sont restés au-dessous de	57,191	52

Ce qui laisse un excédent de.....\$ 48,624 24  
comparativement aux évaluations.

Maintenant, si on retranche de l'excédent net, des paiements sur les évaluations, tel que ci-haut.....	\$ 48,624	24
--	-----------	----

L'excédent des recettes, sur ces mêmes évalua-  
tions..... 35,947 65

On trouve une différence de.....\$ 12,876 59  
qui représente le résultat net des variations qui se sont pro-  
duites dans l'évaluation des recettes et des paiements pour  
les cinq mois en question.

TABLEAU expliquant les variations qui se sont produites

	Prévision de M. Robertson pour 1886-87	Recettes totales le 31 janvier 1887	Balance restant à rece- voir le 31 janvier 1887	Montant reçu au delà de la prévision le 31 janvier- 1887	Prévision révisée du mon- tant à recevoir du 31 janvier au 30 juin	Reçu au delà de la prévision révisée	Reçu en moins que la prévision révisée	Montant reçu du 1er février au 30 juin 1887	Montant total reçu pour l'exercice 1886-87	Montant reçu au delà de la prévision M. Robertson ex-trésorier	Montant reçu en moins que la prévision M. Robertson
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Subside de la Paissance du Canada.....	1,261,872 80	1,201,022 80	59,850 00	.....	59,850 00	.....	.....	59,850 00	1,261,872 80	.....	.....
Intérêt sur fonds des écoles communes d'Ontario.....	30,000 00	.....	30,000 00	.....	30,000 00	.....	30,000 00	.....	.....	.....	30,000 00
Terres de la couronne.....	700,000 00	396,957 75	303,042 25	.....	278,042 25	17,620 48	.....	295,662 73	692,620 48	.....	7,379 52
Licences.....	275,000 00	47,192, 08	227,807 92	.....	235,807 92	59,215 48	.....	295,023 40	342,215 48	67,215 48	.....
Administration de la justice.....	238,500 00	106,086 82	132,413 18	.....	117,413 18	.....	21,457 42	95,955 76	202,042 58	.....	36,457 42
Percentage sur les honoraires des officiers publics.....	7,000 00	5,707 74	1,292 26	.....	1,292 26	4,596 39	.....	5,888 65	11,596 39	4,596 39	.....
Législation.....	4,000 00	3,924 99	75 01	.....	75 01	3,604 95	.....	3,679 96	7,604 95	3,604 95	.....
Asiles d'aliénés, contributions des municipalités, etc.....	35,000 00	6,271 53	28,728 47	.....	28,728 47	.....	26,627 51	2,100 96	8,372 49	.....	26,627 51
Gazette officielle.....	20,750 00	11,723 84	9,026 16	.....	9,026 16	3,337 27	.....	12,363 43	24,087 27	3,337 27	.....
Travaux et édifices publics, loyers.....	1,000 00	2,232 82	.....	1,232 82	1,000 00	296 36	.....	1,296 36	3,529 18	2,529 18	.....
Revenu casuel.....	1,500 00	636 15	863 85	.....	863 85	.....	107 50	756 35	1,392 50	.....	107 50
Contribution au fonds de pension.....	5,000 00	3,017 88	1,982 12	.....	1,982 12	227 93	.....	2,220 05	5,237 93	237 93	.....
Intérêt sur dépôts.....	30,000 00	32,206 08	.....	2,206 08	1,000 00	.....	418 85	581 15	32,787 23	2,787 23	.....
Intérêt sur le prix de vente de chemin de fer Q., M., O. & O.....	375,000 00	185,942 11	189,057 89	.....	183,057 89	.....	24 49	183,033 49	368,975 60	.....	6,024 49
Compagnies d'assurance provinciales.....	.....	330 86	.....	.....	350 00	.....	146 02	203 98	534 84	534 84	.....
Prime, escompte et change.....	.....	67 06	.....	.....	.....	.....	.....	.....	67 06	67 06	.....
Crédits périmés.....	.....	511 40	.....	.....	.....	1,994 64	.....	1,994 64	2,506 04	2,506 04	.....
Assurance sur l'ancien hôtel du parlement.....	.....	32,765 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	32,765 00	32,765 00	.....
Ecoles industrielles.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 80	.....	3 80	3 80	3 80	.....
	\$ 2,984,622 80	2,037,596 91	984,139 11	3,438 90	948,489 11	90,907 80	78,781 70	960,614 71	2,998,211 62	120,185 17	106,596 35
Prêt aux incendies de Québec.....	500 00	.....	500 00	.....	500 00	.....	380 00	120 00	120 00	.....	380 00
Fonds d'emprunt municipal.....	100,000 00	5,380 00	94,620 00	.....	.....	.....	.....	.....	5,380 00	.....	94,620 00
Remboursement sur prêts aux propriétaires des asiles d'aliénés.....	8,500 00	7,125 00	1,375 00	.....	4,000 00	.....	3,500 00	500 00	7,625 00	.....	875 00
Honoraires sur licences de mariages.....	.....	3,612 00	.....	.....	.....	3,372 00	.....	3,372 00	6,984 00	6,984 00	.....
Fonds des instituteurs en retraite.....	.....	33,000 00	.....	.....	.....	22,056 80	.....	22,056 80	55,056 80	55,056 80	.....
Dépôt de garantie des officiers publics.....	.....	6,500 00	.....	.....	.....	2,000 00	.....	2,000 00	8,500 00	8,500 00	.....
Fonds d'éducation supérieure, catholique, écoles des arts et des sciences.....	.....	.....	.....	.....	.....	273 25	.....	273 25	273 25	273 25	.....
	\$ 2,992,622 80	2,093,213 91	1,000,634 11	3,438 90	952,969 11	118,009 35	82,061 70	968,936 76	3,082,150 67	190,999 22	202,471 35

dans les prévisions sur l'exercice 1886-87

	Prévisions de M. Robertson pour 1886-87	Montant dépensé en moins que la prévision avant le 31 janvier 1887	Dépenses totales au 31 janvier 1887	Balance restant à dépenser le 31 janvier 1887	Prévision supplémentaire, 31 janvier 1887	Montant requis du 31 janvier au 30 juin 1887	Dépenses au-dessus de la prévision d'après les comptes publics	Dépenses en moins que la prévision d'après les comptes publics	Montant dépensé du 31 janvier au 30 juin 1887	Dépenses totales de l'exercice	Montant dépensé au- dessus de la prévision de M. Robertson	Montant dépensé en moins
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique, intérêt sur la dette consolidée.....	888,504 22	.....	471,215 73	417,288 49	.....	417,288 49	.....	0 01	417,288 48	888,504 21	.....	0 01
“ “ emprunts temporaires et fidéicomis.....	25,000 00	8,400 34	33,400 34	.....	43,000 00	43,000 00	.....	9,361 42	33,638 58	67,038 92	42,038 92	.....
“ fonds d'amortissement et rachat de titres.....	85,214 12	.....	26,878 60	58,335 52	.....	27,480 85	.....	0 01	27,480 84	54,359 44	.....	30,854 68
Frais d'administration.....	7,101 97	.....	3,262 74	3,839 23	.....	3,839 23	.....	982 40	2,856 83	6,119 57	.....	982 40
Législation.....	217,960 00	9,214 52	138,749 38	88,425 14	21,437 22	109,862 36	29,557 33	.....	139,419 69	278,169 07	60,209 07	.....
Gouvernement civil.....	185,420 00	.....	115,052 34	70,367 66	7,430 19	77,797 85	1,053 87	.....	78,851 72	193,904 06	8,484 06	.....
Administration de la justice.....	364,218 48	.....	238,081 16	126,137 32	10,000 00	136,137 32	18,000 00	.....	154,137 32	392,218 48	28,000 00	.....
Police.....	14,090 00	.....	8,982 25	5,107 75	750 00	5,857 75	.....	414 01	5,443 74	14,425 99	335 99	.....
Prisons et écoles de réforme et d'industrie.....	80,452 00	.....	47,777 89	32,674 11	4,000 00	36,674 11	.....	.....	36,674 11	84,452 00	4,000 000	.....
Inspection des bureaux publics.....	7,000 00	.....	3,724 34	3,275 66	.....	3,275 66	.....	727 24	2,548 42	6,272 76	.....	727 24
Instruction publique.....	348,885 00	.....	245,135 00	103,750 00	6,410 00	110,160 00	.....	.....	110,160 00	355,295 00	6,410 00	.....
Institutions scientifiques et littéraires.....	19,050 00	1,142 71	13,880 63	6,312 08	7,599 16	13,911 24	.....	3,685 08	10,226 16	24,106 79	5,056 79	.....
Arts et métiers.....	11,500 60	.....	8,250 00	3,250 00	.....	3,250 00	.....	.....	3,250 00	11,500 00	.....	.....
Agriculture.....	96,915 00	5,000 00	75,546 01	26,368 99	606 00	26,974 99	.....	13,044 78	13,930 21	89,476 22	.....	7,438 78
Immigration et repatriement.....	8,000 00	.....	4,535 74	3,464 26	.....	3,464 26	.....	.....	3,464 26	8,000 00	.....	.....
Colonisation.....	155,000 00	.....	139,500 00	15,500 00	.....	15,500 00	.....	.....	15,500 00	155,000 00	.....	.....
Travaux et édifices publics, loyers, assurances et réparations.....	56,629 00	.....	35,901 68	20,727 32	10,000 00	30,727 32	7,920 00	.....	38,647 32	74,549 00	17,920 00	.....
Inspection.....	2,000 00	.....	26 15	1,973 85	.....	1,973 85	.....	1,460 27	513 58	539 73	.....	1,460 27
Réparation des palais de justice, assurance, loyers.....	20,106 76	.....	11,360 12	8,746 64	.....	8,746 64	.....	619 55	8,127 09	19,487 21	.....	619 55
Asiles d'aliénés.....	230,000 00	.....	131,386 01	98,613 99	13,000 00	111,613 99	.....	.....	111,613 99	243,000 00	13,000 00	.....
Diverses institutions de bienfaisance.....	39,316 00	.....	39,316 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	39,316 00	.....	.....
“ “ en général.....	20,000 00	.....	11,985 80	8,014 20	.....	8,014 20	.....	2,540 75	5,473 45	17,459 25	.....	2,540 75
Agent en France.....	2,500 00	.....	1,166 66	1,333 34	.....	1,333 34	.....	.....	1,333 34	2,500 00	.....	.....
Fonds de pension des instituteurs, versement pour 6 ans, 44 Vict., chap. 22.....	.....	.....	.....	.....	6,000 00	6,000 00	.....	.....	6,000 00	6,000 00	6,000 00	.....
Fonds de pension du service civil.....	15,000 00	.....	8,713 95	6,286 05	.....	6,286 05	.....	866 21	5,419 84	14,133 79	.....	866 21
Fonds des municipalités.....	5,000 00	.....	72 00	4,928 00	.....	4,928 00	.....	4,784 00	144 00	216 00	.....	4,784 00
Fonds d'instruction supérieure catholique, écoles des sciences et des arts.....	.....	500 00	500 00	.....	.....	.....	10,216 72	.....	10,216 73	10,716 73	10,716 73	.....
Dépenses des terres de la couronne.....	136,811 00	.....	102,000 00	34,811 00	17,600 00	52,411 00	.....	300 00	52,111 00	154,111 00	17,300 00	.....
Deschamps, <i>Liste des paroisses</i> .....	2,000 00	.....	2,000 00	.....	.....	.....	5,000 00	.....	5,600 00	7,600 00	5,600 00	.....
Gazette officielle de Québec.....	14,500 00	.....	6,249 60	8,250 40	.....	8,250 40	.....	.....	8,250 40	14,500 00	.....	.....
Timbres, licences.....	12,000 00	.....	6,402 73	5,597 27	.....	5,597 27	.....	2,680 44	2,916 83	9,319 56	.....	2,680 44
Aide aux pêcheurs en détresse, de la rive nord du Saint-Laurent.....	.....	6,000 00	6,000 00	.....	3,500 00	3,500 00	.....	.....	3,500 00	9,500 00	9,500 00	.....
Commission royale re chemin de fer de Québec, M. O. & O.....	.....	5,881 25	5,881 25	.....	5,000 00	5,000 00	1,119 21	.....	6,119 21	12,000 46	12,000 46	.....
Chemins de fer, inspection.....	1,000 00	.....	525 00	475 00	.....	475 00	.....	100 00	375 00	900 00	.....	100 00
Q. M. O. & O., frais d'exploitation.....	18,000 00	.....	2,500 000	15,500 00	.....	15,500 00	.....	14,625 35	874 65	3,374 65	.....	14,625 35
Pour mettre en force l'acte des manufactures, Québec.....	1,000 00	.....	.....	1,000 00	.....	1,000 00	.....	1,000 00	.....	.....	.....	1,000 00
Chemin macadamisé, Saint-Barthélemi.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2,000 00	.....	2,000 00	2,000 00	2,000 00	.....
Quai et mur de revêtement, Saint-Justin.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,600 00	.....	1,600 00	1,600 00	1,600 00	.....
Fonds de bâtisse et des jurés et percepteurs du revenu provincial.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	28,748 62	.....	28,748 62	28,748 62	28,748 62	.....
Agrandissement du palais de justice de Montréal, achat de terrain.....	.....	.....	.....	.....	18,000 00	18,000 00	.....	.....	18,000 00	18,000 00	18,000 00	.....
	\$3,090,173 55	36,138 82	1,945,959 10	1,180,353 27	174,332 57	1,323,831 17	105,815 76	57,191 52	1,372,455 41	3,318,414 51	296,920 64	68,679 68
Nouvel hôtel du parlement.....	54,420 00	.....	54,306 09	113 91	130,000 00	130,113 91	.....	122 00	129,991 91	184,298 00	129,878 00	.....
Nouveau palais de justice de Québec.....	73,700 00	.....	70,876 85	2,823 15	120,000 00	122,823 15	.....	487 58	122,335 57	193,212 42	119,512 42	.....
Licences de mariage.....	.....	7,794 00	7,794 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	7,794 00	7,794 00	.....
Comptes de construction du chemin de fer Q. M. O. & O. impayés.....	15,000 00	.....	4,000 00	11,000 00	.....	11,000 00	.....	7,000 00	4,000 00	8,000 00	.....	7,000 00
Subsides aux compagnies de chemins de fer.....	250,000 00	372,464 90	622,464 90	.....	486,000 00	486,000 00	.....	371,568 20	114,431 80	736,896 70	486,896 70	.....
	\$3,483,293 55	416,397 72	2,708,400 94	1,194,290 33	910,332 57	2,073,768 23	105,815 76	436,369 30	1,743,214 69	4,448,615 63	1,041,001 76	75,679 68

En ajoutant cette somme ou cet excédent au déficit prévu,  
on arrive au résultat suivant :

Déficit prévu.....	\$370,842 06
Excédent sur les évaluations.....	12,676 59

Déficit réel pour ces cinq mois.....	\$ 383,518 65
--------------------------------------	---------------

D'après les évaluations de février 1887, les opérations de  
tout l'exercice devaient se solder par un déficit de.. \$370,842 06

A ce déficit prévu, il faut ajouter le budget  
supplémentaire..... \$39,190 57

Moins les articles de ce budget restant im- payés le 30 juin 1887.....	7,100 00	32,090 57
		<u>402,932 63</u>

Il faut aussi ajouter les mandats spéciaux... \$35,737 22

Moins ce qui restait impayé sur ces mandats le 30 juin 1887.....	2,096 59	33,640 63
---	----------	-----------

Ce qui porte le chiffre apparent du déficit à..... \$436,573 26

Mais il faut retrancher de ce déficit apparent l'excédent  
des recettes sur les prévisions du mois de fév. \$35,947 65

Les dépenses sont restées au-dessous du  
chiffre de l'évaluation et des mandats spé-  
ciaux..... \$57,191 52

Moins les dépenses suivantes  
non couvertes par le budget :

Commission royale *re* chemin  
de fer Q. M. O. & O...\$ 1,119 21

Fonds de pension  
des instituteurs..... 10,216 73

Fonds de bâtisse et des jurés....	28,748 62
	<u>40,084 56</u>

17,106 96	53,054 61
	<u>\$883,518 65</u>

Ce qui corrobore le déficit tel qu'établi plus haut.

En faisant l'évaluation des recettes et des dépenses pour l'exercice 1886-87 et classifiant séparément les recettes et les dépenses ordinaires de celles qui ne le sont pas, on trouve les résultats suivants :

Montant total des dépenses.....	\$3,289,697 78
“ “ recettes.....	2,965,446 62
Déficit.....	<u>\$ 324,251 16</u>
Evaluation des recettes.....	\$2,984,622 80
Montant réel reçu.....	2,965,446 62
Déficit.....	<u>\$ 19,176 18</u>
Evaluation des dépenses.....	\$3,090,173 55
Montant réel des dépenses.....	3,289,697 78
Surplus des dépenses sur l'évaluation..	<u>\$ 199,524 23</u>

La différence entre le déficit prévu et le déficit réel s'explique par les variations qui se sont produites dans les recettes et les dépenses, comparativement aux chiffres de la prévision, savoir :

Les recettes ont donné en moins.....	\$ 106,596 35
Et en plus.....	87,420 17
Découvert net.....	<u>\$ 19,176 10</u>

Les dépenses accusent l'excédent suivant :

Montant dépensé en plus.....	\$ 236,366 82
“ “ en moins.....	36,842 59
Surplus net.....	<u>\$ 199,524 23</u>

En comparant ces différents montants avec la différence dans l'évaluation des recettes et des dépenses, on arrive au résultat suivant :

Evaluation des dépenses.....	\$3,090,173 55	
“ des recettes.....	2,984,622 80	
	<hr/>	\$ 105,550 75
Montant reçu en moins.....		19,176 18
“ dépensé en plus.....		199,524 23
		<hr/>
Déficit.....		\$ 324,251 16
		<hr/>

Québec, 8 mars 1883.

**TABLEAU faisant voir le produit net des emprunts antérieurs et ce qu'ils auraient dû produire comparativement au nouvel emprunt.**

Emprunt.	Taux de l'intérêt.		Produit net.		Montant qu'il aurait dû produire.	
1874....	5%	.....	\$ 94 95	.....	\$113 44	
1876....	5%	.....	100 00	.....	113 44	
1878....	5%	.....	95 16	.....	113 44	
1882....	5%	$\frac{1}{2}$	100 00	.....	113 44	
1882....	5%	$\frac{3}{8}$	99 16	.....	113 44	
1880....	4 $\frac{1}{2}$	.....	88 26	.....	106 08	

**TABLEAU faisant voir ce qu'aurait rapporté chacun de ces emprunts, s'il eût été placé à 4% au lieu de 5%, en calculant sur la même base.**

Emprunt.	Taux de l'intérêt.		Produit net.	Egal à 4%.	Montant réalisé 1888.	Supériorité de 1888.
1874....	5%	.....	\$ 94 95	\$ 80 02	\$ 96 50	16 43
1876....	5%	.....	100 00	84 55	96 50	11 95
1878....	5%	.....	95 16	80 90	96 50	16 60
1882....	5%	$\frac{1}{2}$	100 00	84 55	96 50	11 95
1882....	5%	$\frac{3}{8}$	99 16	83 81	96 50	12 61
1880....	4 $\frac{1}{2}$	.....	88 23	79 92	96 50	16 58

TABLEAU des emprunts contractés par la province de Québec, de 1867 à 1887.

Montant autorisé.	Taux d'intérêt.	Montant de l'émission.		Escompte, commission et intérêt perdu.	Produit net.	Intérêt net.	Percentage net
		£	\$ cts	\$ cts	\$ cts		
Emprunt de 1874, en vertu de l'acte 37 Vict., ch. 2, émis à Londres.....	5%	800,000	3,893,333 34	269,100 57	3,624,232 77	5 37	93 07½
Emprunt de 1876, 39 Vict., chap. 4, Londres. . . .	5%	860,000	4,185,333 33	9,009 27	4,176,324 06	5 01	99 78
Emprunt de 1878, 41 Vict., chap. 1, New-York.....	5%	.....	3,000,000 00	197,634 01	2,802,365 99	5 35	93 40
Emprunt de 1880, 41 Vict., chap. 1, Paris.....	4½%	878,600	4,275,853 34	582,265 55	3,693,587 79	5 21	86 38
Emprunt de 1882, 45 Vict., chap. 18, Québec.....	5%	.....	1,066,500 00	2,593 11	1,063,906 89	5 01	99 76
Emprunt de 1882, 45 Vict., chap. 18, Londres.....	5%	500,000	2,433,333 33	38,311 67	2,395,021 67	5 04	99 21
			\$18,854,353 34	1,098,913 98	17,855,439 17	30 99	571 60
Moyenne de l'intérêt.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 16½	.....
do du pourcentage.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	95 26



EXTRAITS DU STATESMAN'S YEAR-BOOK POUR 1888, CONCERNANT LA COLONIE DE VICTORIA.

Cette colonie a une étendue de 87,884 milles ou 56,245,760 acres en superficie, ou environ la trente-quatrième partie de toute l'Australie.

L'augmentation de la population, telle qu'indiquée par les recensements de dix périodes successives et par évaluation pour le 31 décembre 1886 et le 30 juin 1887, est donnée dans le tableau suivant :

Date de l'énumération	Hommes	Femmes	Total
8 nov. 1836 ...	186 ...	38 ...	224
12 sept. 1838 ...	3,080 ...	431 ...	3,511
2 mars 1841 ...	8,274 ...	3,464 ...	11,738
2 mars 1846 ...	20,184 ...	12,695 ...	32,879
2 mars 1851 ...	46,202 ...	31,143 ...	77,345
26 avril 1854 ...	155,887 ...	80,911 ...	236,798
20 mars 1857 ...	264,334 ...	146,432 ...	410,766
7 avril 1861 ...	328,651 ...	211,671 ...	540,322
2 avril 1871 ...	401,050 ...	330,478 ...	731,528
3 avril 1881 ...	452,083 ...	410,263 ...	862,346
31 déc. 1886 ...	531,452 ...	471,591 ...	1,003,043
30 sept. 1887 ...	545,423 ...	482,326 ...	1,027,749

Sur la population totale de 1881,—108,919 personnes étaient directement dans l'agriculture, 13,731 dans la vie pastorale. 23,559 dans le commerce, 36,066 dans les mines, 41,712 dans les hôtels et la confection des hardes, il y avait 46,883 entrepreneurs, artisans et mécaniciens, 24,723 domestiques et 9,901 dans les affaires publiques. A peu près la moitié de la population de Victoria est agglomérée dans les villes. La population urbaine était de 361,356 en 1871 et de 434,467 en 1881. En 1886, la densité de la population était en moyenne de 8,5 par mille carré.

Pour l'année 1886, la valeur des principaux articles d'exportation a été comme suit, en livres sterling :

Or (y compris les espèces monnayées) . . .	£ 1,954,326
Laine . . . . .	4,999,662
Bétail . . . . .	393,516
Cuir et articles fabriqués avec le cuir . . .	281,477
Céréales . . . . .	559,437
Thé (importé) . . . . .	322,299
Sucre (raffiné à Victoria) . . . . .	144,631
Vêtements et friperie . . . . .	218,012
Suif . . . . .	120,900
Tous autres articles . . . . .	2,801,061

Total . . . . . £11,795,321

ou \$57,325,250 06, ce qui fait à peu près \$57.18 par tête. Au Canada, les exportations pour la même année n'ont été que d'environ \$19.00 par tête.

La quantité d'or extraite dans les mines de la colonie de 1851 à 1886 est évaluée à 54,393,000 onces, valant £217,572,000 sterling, ou environ \$1,057,399,920.00, ce qui fait une moyenne de \$30,211,426.00.

A la fin de l'année 1886, il y avait dans la colonie 4,094 milles de lignes télégraphiques et 10,111 milles de fils de télégraphe et 420 stations.

Dans la colonie de Victoria, tous les chemins de fer appartiennent au gouvernement. A la fin de juin 1887, il y avait 1880 milles de chemins de fer finis et 316 milles en voie de construction. Les lignes terminées se répartissaient comme suit :

Réseau	Longueur en milles
Northern . . . . .	576
Western . . . . .	683
North-Eastern . . . . .	384
Eastern . . . . .	221
Melbourne et Hobson's Bay . . . . .	16
	<hr/>
	1,880

Le coût total de toutes les lignes, non compris les approvisionnements et les matériaux en magasin était de £26,479,206 sterling—somme provenant toute d'emprunts—à l'exception de £2,400,000 donnant une moyenne d'environ £13,400 sterling par mille de chemin de fer en exploitation. Pour l'année 1886-87, les recettes brutes ont été de £2,453,078 sterling et les dépenses de £1,427,116, ou 58.18% des recettes brutes. Le profit réalisé sur l'exploitation de ces chemins de fer a été de £1,025,962 sterling, équivalant à 3.88% du coût total de ces chemins ou à 4.86% sur le capital emprunté, qui porte intérêt à un taux moyen de 4.27%. Le nombre des voyageurs transportés en 1886-87 a été de 49½ millions et le poids des marchandises et du bétail s'est élevé à 2,972,761 tonnes, chiffres qui accusent une augmentation de près de 25% sur ceux de l'année précédente.

Le revenu et la dépense de la colonie de Victoria pour les cinq ans compris entre 1883 et 1887 ont été comme suit :

	Revenu		Dépense
1883 .....	£ 5,611,253	.....	£ 5,651,885
1884 .....	5,934,687	.....	5,715,293
1885 .....	6,290,361	.....	6,140,356
1886 .....	6,481,021	.....	6,410,356
1887 .....	6,733,867	.....	6,665,863
	<hr/>		<hr/>
	31,051,189		30,583,753
	30,583,753		
	<hr/>		

Excédent du revenu. £367,436 ou \$1,785,738.96, ce qui fait une moyenne de \$393,147.79 par année.

Pour l'année finissant le 30 juin 1887, les revenus et les dépenses ont été comme suit :

REVENUS

Douanes. ....	£2,132,361
Accise.....	120,701
Taxe foncière.....	124,742
Droits sur les successions.....	114,909
Taxes sur billets de banque.....	28,104
Droits de timbre.....	160,000
Licences d'affaires.....	17,989
Droits de tonnage.....	34,921
Chemins de fer.....	2,453,345
Postes et télégraphes.....	418,295
Terres de la couronne.....	587,100
Autres revenus.....	541,400

---

£6,733,867

DÉPENSES

Dette publique.....	£1,272,591
Frais d'exploitation des chemins de fer.....	1,364,400
Autres travaux publics.....	887,827
Postes et télégraphes.....	578,451
Terres de la couronne.....	179,222
Instruction publique.....	670,856
Institutions de bienfaisance....	260,361
Administration de la justice....	204,135
Police,et prisons.....	294 763
Douanes., havres, etc.....	126,402
Défense.....	158,647
Autres dépenses.....	668,208

---

£6,665,863

C'est-à-dire que le revenu a été de \$32,726,593.62 et la dépense de \$32,396,094.18, ce qui laisse un surplus de recettes de \$330,499.44.

La dette de Victoria, encourue pour construire des travaux publics, s'élevait à la fin de juin 1887 à £33,119,164, ou \$160,953,137.04, dont £25,404,847 ou \$123,467,556.42 furent empruntés pour construire des chemins de fer, £5,004,791 pour aqueducs et irrigation, £1,105,557 pour construire des maisons d'école et £1,603,969 pour autres travaux publics. Tout le montant de la dette publique, à l'exception de 1½ million, a été emprunté à Londres.

La valeur de la propriété sujette aux taxes était en 1886 de £125,878,748 ou \$611,770,715.28 et la valeur du revenu annuel était portée à £9,621,135 ou plus de \$45,000,000.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président, je n'ai pas l'intention de discuter pour le moment, l'exposé budgétaire que vous venez d'entendre. Il est assez difficile de répondre sur le champ à un discours préparé de longue main, roulant sur des chiffres, qu'il est presque impossible de saisir au vol de la parole, et qui a pour but d'élucider des questions très compliquées de leur nature. Nous pourrions bien, il est vrai, contredire immédiatement certaines conclusions générales que l'honorable trésorier a tirées du groupement particulier de chiffres qu'il a fait ; nous pourrions réfuter certaines accusations qu'il a lancées, au cours, je ne dirai pas de son improvisation — car il était facile de voir qu'il n'a guère improvisé—mais de son long, laborieux et, j'ajouterai, douloureux travail financier. Mais à quoi bon ? Peut-être l'honorable trésorier, est-il au fond moins coupable qu'il n'en a l'air.

Comme nous avons donné certains signes d'incrédulité pendant que l'honorable trésorier nous lisait son discours,

on doit s'attendre à ce que nous nous expliquions davantage dans une prochaine séance. Cependant, je ne puis laisser passer cette occasion sans faire une remarque ou deux sur les points qui m'ont le plus frappé.

L'honorable trésorier se félicite de l'état de nos finances ; à cela, il n'y a pas grand'chose à redire, seulement j'ai remarqué avec surprise et regret, que cet état prospère provient plus de l'augmentation de la taxe, au moins de la taxe sur le commerce de bois et sur les corporations commerciales, que de l'application d'une politique vigoureuse et bien raisonnée. Pourtant c'étaient des économies qu'on nous promettait et non pas des augmentations de taxes. Si on a tant crié contre nous autrefois ce n'est pas parce que nous ne taxions pas assez, ah ! non certes, c'était parce que, disaient ces messieurs, nous étions trop extravagants, et que nous ne savions pas économiser les deniers de ce pauvre peuple. L'économie, l'économie, voilà quelle était leur grande panacée, leur remède à tout maux. Où est-elle leur économie maintenant ? J'ai eu beau écouter avec soin l'honorable trésorier, je ne l'ai pas entendu nous en indiquer une seule. Par contre, j'ai compris les embarras fréquents qu'éprouvait l'honorable ministre pour nous expliquer certaines augmentations de dépenses dont l'utilité me paraît très contestable.

Du reste, le tableau des mandats spéciaux, émis dans le cours de la vacance, nous montre un état de choses qui est loin d'être favorable au gouvernement. Pour ne citer qu'un point, l'an dernier on nous disait que les employés sessionnels étaient, il est vrai, plus nombreux que d'habitude, mais que grâce à la prévoyante sagesse du gouvernement, la dépense n'était pas augmentée. Maintenant nous voyons, au contraire, que cette dépense a été beaucoup plus considérable que d'habitude. Pourquoi ne nous a-t-on pas dit la vérité et toute la vérité, l'année dernière ? Nous reviendrons

sur ce sujet dans une prochaine séance. Nous nous proposons de faire une étude loyale mais sévère de l'administration du gouvernement. Nous comparerons son programme, ses promesses, ses déclarations, avec ses actes d'aujourd'hui. Nous avons déjà assez d'indices pour nous permettre d'affirmer que nous ferons une ample moisson de contradictions.

L'honorable M. Mercier—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—M. le président, l'honorable chef de l'opposition a commencé par dire qu'il fallait attendre pour avoir le discours budgétaire imprimé, ainsi que les états qui l'accompagnent, avant d'être en position de faire une étude raisonnée de ce discours et de la situation financière de la province. En cela il a raison. Mais tout en disant une chose raisonnable en soi, l'honorable député a trouvé moyen de critiquer l'exposé financier de manière à jeter dans le public une impression défavorable sur le travail de mon honorable ami le trésorier de la province.

Mais avant d'aborder la critique du chef de l'opposition, qu'il me soit permis de féliciter l'honorable trésorier sur ce travail. Jamais je n'ai vu un exposé budgétaire aussi bien fait. (Marques de désapprobation sur les bancs de l'opposition.)

Je vois que mes honorables amis de l'opposition donnent des signes de désapprobation. Cela ne me surprend pas, il y a toujours eu de ces esprits rebelles à la vérité sous quelque forme qu'elle se manifeste. Nous sommes dans un pays libre où il est permis d'avoir tort quand même. Mes honorables amis n'ont pas à craindre l'application de la fameuse maxime de Mahomet : " Crois ou meure. " Tout le châtiment qu'ils recevront ce sera d'être relégués longtemps dans les froides régions où les a refoulés le courroux populaire. Ils ont beau nier, les faits sont là. Le peuple ne se

paiera pas de paroles creuses ni de déclamations vides de sens. Personne n'entreprendra, j'en suis bien certain, de démolir ces tableaux si rigoureusement conformes à la vérité. Comme de raison, il faudra que l'honorable chef de l'opposition et ses amis critiquent, c'est dans leur rôle, mais leurs attaques tomberont d'elles-mêmes.

Il pourra arriver qu'ils aient raison sur des détails, car l'honorable trésorier n'a pas la prétention d'être prophète. Nous ne disons pas que la situation financière de la province soit parfaitement ce que nous voudrions quelle fût, mais nous prétendons qu'elle est bien améliorée. Le trésorier, avec le sens pratique des affaires qui le distingue, administre les finances de la province d'une manière habile et énergique. S'il lui arrive de faire murmurer ses amis et même le public, c'est avec regret, mais il fait son devoir quelqu'en soient les conséquences.

L'honorable chef de l'opposition a dit qu'il regrettait de voir que le trésorier était en état de montrer plutôt une augmentation de recettes que des économies. Une augmentation de recettes prouve, il me semble, une direction énergique dans toutes les branches du service public.

Nous avons fait notre devoir. Pourquoi avons-nous retiré au-delà d'un demi million des corporations commerciales ? \$125,000 de Montréal et \$100,000 de la province d'Ontario, sinon parce que nous avons pris des mesures énergiques pour faire faire ces rentrées au trésor. Croit-on que nous aurions eu toutes ces sommes, si nous n'avions pas fait notre devoir ? Toutes ces perceptions, qui auraient pu être faites par nos prédécesseurs, ne l'ont été que grâce à notre énergie. Tout cela doit être une preuve pour les gens intelligents, que nous avons fait mieux que nos adversaires.

La sagesse administrative ne consiste pas seulement à faire des économies plus ou moins heureuses, plus ou moins



réussies, mais elle consiste surtout à ne pas dépenser inutilement et à faire payer les sommes dues. Que dirait-on d'un père de famille qui ne se ferait pas payer ce qui lui est dû et qui emprunterait pour vivre, tout en se vantant de laisser un gros héritage à ses enfants, sous forme de créances plus ou moins réalisables. Cet homme ne jouirait certes pas de la réputation d'un bon père de famille. C'est exactement la position peu enviable qu'occupent nos adversaires.

Je suis de l'opinion de l'honorable chef de l'opposition, et comme lui je regrette qu'il n'y ait pas plus d'économies à signaler. Cependant je suis heureux d'être en position de dire que l'année en cours montre une situation plus satisfaisante. Pourquoi cela, me demandera-t-on ? La raison en est bien simple, c'est que la première année d'administration d'un gouvernement présente nécessairement une foule de difficultés. En premier lieu, nous ne pouvions pas prévoir ce qu'un examen attentif des affaires administratives fait à la source même des renseignements officiels, c'est-à-dire dans les départements, nous a fait découvrir. Nous ne pouvions pas prévoir que nos adversaires, pour montrer un budget en équilibre, une situation florissante, demandaient beaucoup moins d'argent à la Chambre qu'il ne leur en fallait réellement pour payer toutes les dépenses qu'ils faisaient. Ainsi comment se fait-il que, dans mon ancien département, celui des officiers en loi de la couronne, j'aie trouvé une foule de comptes de frais judiciaires qui n'étaient pas payés et qui étaient en souffrance ? Les amis politiques de ces messieurs de l'opposition sont venus me trouver, et m'ont supplié de régler ce que le département leur devait et j'ai réglé.

Dans le département des terres de la couronne, cet état de choses s'accusait encore d'une façon plus sensible. Il y avait une foule de vieilles réclamations. Dans le département des travaux publics, c'était la même chose ? Franchement,

nos adversaires sont trop justes pour prétendre qu'ils nous ont transmis là un état de choses satisfaisant. Il y avait des travaux commandés à la journée. Comment nous y prendre pour suspendre ces travaux au milieu de la saison rigoureuse, pendant l'un des hivers les plus pénibles qu'ait eu à traverser la classe ouvrière de la capitale ? La charité, quand bien même il n'y aurait pas eu d'autres motifs, nous obligeait de ne pas priver une foule de familles du plus strict nécessaire, le pain de chaque jour. Nous ne pouvions donc pas suspendre ces travaux.

Comment pouvions-nous prévoir tout cela à la dernière session ? On se rappelle du peu de temps qui s'est écoulé depuis le jour où nous avons été assermentés et l'ouverture de la session de 1887. Il nous a fallu subir une réélection, nous préparer à rencontrer les Chambres, tout cela dans le court espace de quelques semaines. Je ne surprendrai donc personne en disant que nous n'avons pas eu le temps nécessaire pour nous renseigner. Quand bien même nous aurions voulu travailler jour et nuit, il était physiquement impossible d'examiner la situation comme nous devions le faire et comme nous l'avons fait depuis, dans une certaine mesure. C'est avec intention que j'ajoute : dans une certaine mesure, car j'avoue que malgré tous nos efforts, nous n'avons pas encore tout fait. Ce que nous connaissons nous indique clairement que nous ne sommes pas encore au bout de notre tâche. Je ne dirai pas que les employés ont agi avec l'intention de nous cacher toute ou partie de la vérité. Je ne serais peut-être pas juste en disant cela à l'égard d'hommes honorables et désireux d'accomplir fidèlement leur devoir. Cela faisait partie ou était la conséquence rigoureuse, fatale pour ainsi dire de la bureaucratie qui régnait en souveraine. C'était la faute d'un système de lenteur décourageante paralysant ou à tout le moins, alourdissant tous les rouages de la machine administrative. D'après cette peinture, faite à la hâte, on ne doit pas être surpris si nous n'étions pas complè-

tement renseignés à la dernière session, et si nous ne le sommes pas encore comme nous voudrions l'être.

Pourtant, je le dis avec orgueil comme sans fausse vanité, il est difficile de trouver des hommes qui aient plus travaillé que les ministres actuels. La besogne ne nous fait pas peur et nous savons l'aborder avec courage. Si le jour ne suffit pas, nous prenons la nuit, nous n'y regardons pas. Avec ce système-là, le travail se fait à temps. Je ne veux pas accuser nos adversaires, car je veux agir avec la plus grande courtoisie à leur égard, mais je puis dire que nous décidons aussi promptement que nous le pouvons toutes les questions qui se présentent et Dieu sait si elles sont nombreuses. Nous ne nous contentons pas d'enregistrer les affaires au fur et à mesure qu'elles se présentent sans les régler. Nous comprenons que le peuple nous paie non pour enregistrer dans des in-folio les lettres que nous recevons, les questions qui nous sont soumises. Il faut que les affaires se fassent aussi rapidement que possible et nous ne regardons pas à la fatigue quand il s'agit de les faire.

L'honorable chef de l'opposition a aussi parlé des mandats spéciaux pour l'année courante, et il a fait remarquer que ces mandats sont considérables. Oui, ils sont considérables, je l'admets, mais ces montants font partie des dépenses de l'année courante. Ces mandats sont couverts par les crédits demandés pour l'exercice en cours, de sorte que ces crédits ne doivent pas être ajoutés aux mandats spéciaux, ce qui serait compter deux fois les mêmes sommes. Vous pouvez critiquer l'application que nous avons faite du principe en jeu, mais vous ne pouvez pas en justice, compter deux fois les mêmes montants.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de la session de 1887, et il trouve certaines dépenses extraordinaires. Loin de partager son avis, je trouve moi, que l'on doit se féliciter de s'en être tiré à aussi bon marché. J'ai néanmoins été

très sévère. J'avoue que je craignais que ces dépenses seraient plus élevées qu'elles ne l'ont été, car nous étions dans des conditions spéciales, comme je l'ai dit à mainte et mainte reprises.

Quant à ce qui concerne l'indemnité, mon honorable ami me permettra bien de lui signaler une différence considérable entre notre conduite et la sienne. Au moins nous, nous votons contre toute augmentation de l'indemnité, tandis que nos adversaires n'ont pas repoussé cette mesure. Pourquoi alors nous faire des reproches puisque la Chambre a été unanime à voter cette indemnité additionnelle. Je ne crois pas en définitive, malgré les reproches qu'on nous a faits, que je doive regretter d'avoir consenti à cette augmentation. La décision prise alors était justifiée à tous égards. Ainsi on sait qu'à la session de 1887 les députés ont dû faire plusieurs voyages à la capitale et encourir par la même des dépenses additionnelles. Nos adversaires, qui n'ont pas dénoncé l'acte du gouvernement, ont cependant jugé à propos de le critiquer devant le corps électoral. J'ai le droit de dire ici que l'on a été bien injuste en rapport avec cette dépense. Dans le comté de Laprairie, on entendait certains députés de la gauche nous faire des reproches devant le peuple de cette division électorale, et cependant ces mêmes députés étaient venus me voir pour m'engager à consentir à l'augmentation de l'indemnité. Je ne me plains pas de l'honorable chef de l'opposition ; il a parlé de ce sujet en termes convenables. Mais d'autres ont tenu une triste conduite à cet égard. Je ne mentionnerai pas de nom ; on sait de qui je veux parler, mais que l'on sache que j'ai vivement ressenti ces attaques, car je les considère comme injustes.

M. le président, nous accueillerons avec bienveillance les critiques raisonnables que l'on fera. Si on nous montre des retranchements à faire, des économies à effectuer, non-seu-

lement nous accepterons ces avis avec bienveillance, mais aussi avec reconnaissance.

Dans notre système de gouvernement parlementaire, le rôle de l'opposition est un beau rôle, quand il est bien compris et bien rempli. C'est le devoir de l'opposition de critiquer le gouvernement, et je suis certain qu'avec l'intelligence qui distingue nos honorables amis de la gauche, et notre travail, nous réussirons à faire quelque bien à la province de Québec.

Je demanderai maintenant à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir consentir à laisser adopter deux ou trois crédits, entre autres celui pour payer les dépenses des élections. Voici pourquoi je mentionne cet article en particulier : Il y a eu beaucoup plus d'élections que nous ne nous y attendions, de sorte que le crédit mis à notre disposition l'année dernière est épuisé et que nous avons en mains des comptes que nous ne pouvons acquitter, faute de fonds.

Il y aussi un autre montant considérable pour le service de la Chambre. Nos honorables amis pourront critiquer cette dépense tant qu'ils le voudront à une autre phase de la procédure, mais il est nécessaire que nous ayons le vote de la Chambre afin de pouvoir payer les comptes en souffrance.

L'honorable M. **Taillon**.—A propos de la question de l'indemnité, je n'ai pas introduit ce débat au cours des luttes électorales pendant la vacance, mais je me suis permis de rétablir les faits chaque fois que quelques-uns de mes adversaires semblaient vouloir fausser la vérité. Ainsi quand on disait que la session de 1887 avait été beaucoup plus longue que d'habitude, j'ai toujours nié, et j'ai dit que toute la différence qu'il y avait eue avec les autres sessions, c'était un voyage de plus.

S'il n'est pas mal de donner deux cents piastres de plus à un député maintenant que nous avons un gouvernement

libéral, pourquoi nous l'avoir reproché, lorsque nous avons fait la même chose ? Ce qui n'était pas une bonne mesure avant 1887, ne pouvait le devenir l'année dernière.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.* — Nous avons été unanimes à voter ces deux cents piastres additionnelles, et si nous avons été sollicités par quelques-uns de prendre cette mesure, c'est bien par les députés de la gauche.

Au reste il y a une différence notable dans les circonstances qui caractérisent l'action de nos adversaires et la nôtre. Lorsqu'ils ont augmenté l'indemnité, ils venaient de vendre un chemin de fer pour la moitié de sa valeur, et ils empruntaient pour payer les dépenses courantes. Nous, au contraire, nous avons un surplus, et les faits prouvent aujourd'hui l'existence de ce surplus.

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières, procureur général.* — Quant à moi, M. le président, je serais enchanté si la Chambre avait le courage, une fois pour toutes, de fixer l'indemnité à huit cents piastres par session. Je crois que c'est là le désir unanime de toute la Chambre.

M. **Desjardins** — *député de Montmorency.* — Je n'ai pas sollicité l'indemnité additionnelle, mais j'en ai pris la responsabilité, et je n'en ai pas honte maintenant. Je crois que nous avons bien fait.

J'ai cru que c'était là un acte de justice envers les députés qui représentent des comtés éloignés de la capitale. Ce n'est pas la première fois que cette question vient sur le tapis. On m'en a fait un reproche jusque dans mon comté. Je n'ai pas fui la discussion sur ce point, au contraire, j'ai dit carrément à mes électeurs que s'ils croyaient que mes services ne valaient pas cette somme, je resterais chez moi. Au reste je dois ajouter qu'une seule fois l'on m'a entraîné sur ce terrain, et que l'accueil a été si peu

sympathique, que mes adversaires ne sont pas revenus à la charge.

La Chambre siège en comité des subsides.

Les crédits suivants sont adoptés :

*Législation.—Assemblée législative :*

Dépenses contingentes, traitements, commis surnuméraires, papeterie, etc. ....	\$ 15,050 00
Pour impression du rapport du secrétaire de la province. ....	1,000 00
Pour payer le solde dû par l'ancien gouvernement à la <i>Montreal Gazette Printing Co.</i> ....	1,038 85

*Bibliothèque de la Législature :*

Pour faire face à des demandes pressantes et à des paiements dus en vertu de contrats ....	2,500 00
--	----------

*Frais d'élections :*

Pour faire face aux dépenses des élections récemment faites. ....	5,000 00
---	----------

*Gouvernement civil.—Dépenses contingentes :*

Instruction publique, pour payer ce qui est dû.	500 00
Département du registraire de la province, pour acquitter ce qui était dû à I. P. Déry avant janvier 1887. ....	345 14
Dépenses contingentes spéciales, abonnements aux journaux, échus ou pr's, avant janv. 1887.	874 57

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du samedi, le 16 juin 1888.*

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

**M. Lafontaine**—*député de Napierville*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, deux projets de loi :

Le premier, pour modifier l'article 637 du code municipal.

Le second, pour modifier l'article 858 du code municipal.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibération et renvoyés au comité du code municipal.

Les deux projets de loi suivants sont renvoyés au comité de législation :

Projet de loi à l'effet de valider certaines ventes de biens de mineurs.

Projet de loi pour modifier l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880.

La séance est levée.



## ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

*Séance du lundi, le 18 juin 1888.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets de loi.—Proposition de M. Duplessis concernant les réclamations de Joseph Reynar, de Trois-Rivières : MM. Duplessis, Turcotte, Flynn, Taillon, Mercier, Casgrain, Gagnon, Blanchet, Robidoux et McShane.—Proposition de M. Trudel concernant la somme de \$150, dépensée sur le pont de la coulée Gendron dans Ste-Anne de la Pérade : MM. Trudel, Taillon et Turcotte.—Délibération sur le projet de loi pour modifier et refondre les lois de la pêche en cette province : MM. Flynn, Duhamel et Lynch.—Délibération sur les propositions relatives aux terres publiques : MM. Duhamel et Rochon.—Délibération en comité sur les articles du budget : MM. Flynn, Shehyn, Gagnon, Taillon, Lynch et Mercier.

**PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.**

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

**M. de Grosbois**—*député de Shefford*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

**M. Tessier**—*député de Portneuf*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 1325 du code de procédure civile.

Ce projet de loi est adopté en première délibération et renvoyé au comité de législation.

### LA RÉCLAMATION DE JOSEPH REYNAR.

**M. Duplessis**—*député de Saint-Maurice*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur

le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance, arrêté du conseil, certificats d'hypothèques, actes de cautionnement, contrats, titres, comptes, quittances, état des frais d'arbitrage, demande de pétition de droit, et tous autres documents concernant la réclamation de Joseph Reynar, de la cité de Trois-Rivières, relativement aux terrains où se trouve le terminus du chemin de fer des Piles, dans le canton de Radnor, dans le comté de Champlain.

Le règlement de ces réclamations me paraît avoir été fait dans des circonstances tout à fait particulières.

Le terrain en question appartenait antérieurement à Benson Bennett, qui sont tombés en banqueroute. Je ne sais trop comment, mais enfin un jour, M. Joseph Reynar s'est cru propriétaire de ces terrains. Il s'est empressé de transmettre sa réclamation au gouvernement qui, lui, ne s'est pas fait tirer l'oreille pour la payer. Mais pendant le temps où on mettait tant de bonne volonté à régler la prétendue ou vraie réclamation de Joseph Reynar, il y avait une cause devant les tribunaux, par laquelle d'autres réclamaient la propriété de ces terrains. Si ces renseignements sont exacts, le jugement du conseil privé—jugement final conséquemment—serait à l'effet que les vrais propriétaires de ces terrains ne seraient pas M. Joseph Reynard, que le gouvernement a payé en beaux deniers. Par ma proposition, je désire savoir quelle est la véritable situation des choses et si la province est à l'abri des conséquences de ce jugement c'est-à-dire, quelle est la nature des titres qu'elle s'est fait donner.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Je n'ai pas besoin, je crois, d'entrer dans aucun détail pour le moment. Les papiers demandés donneront tous les renseignements voulus. La cause a été soumise à des arbitres, qui ont accordé un certain montant comme prix du terrain en question. L'affaire n'est pas compliquée

du tout comme on le verra par les documents que nous nous empresserons de déposer sur le bureau de la Chambre aussitôt qu'ils seront copiés.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Le point principal sur lequel l'honorable député de Saint-Maurice a particulièrement insisté, ne me paraît pas avoir attiré l'attention de l'honorable procureur général. Ce qu'il s'agit de savoir est ceci : Le gouvernement aurait-il payé une somme de... à M. Joseph Reynar, lorsqu'il n'était pas propriétaire du terrain pour lequel il recevait cet argent. Voilà le point essentiel soulevé par l'honorable député de Saint-Maurice. Je me rappelle avoir étudié cette question lorsque j'étais commissaire des chemins de fer. Je me rappelle aussi que dans les documents s'y rapportent, il ne paraissait pas y avoir de titre pour établir la propriété de Reynar sur ce terrain. J'ai vu aussi qu'il y avait une réclamation d'une certaine maison de banque. Il apparaîtrait donc à première vue que le gouvernement aurait réglé avec Reynar, avant que les tribunaux eussent rendu jugement sur le litige.

L'honorable procureur général a parlé de l'intervention des arbitres, mais ces arbitres n'ont pu se prononcer que sur la valeur du terrain, et non sur la validité des titres. De sorte que le gouvernement se trouverait obligé de payer deux fois ce terrain, s'il n'a pas pris de mesures pour se protéger contre cette éventualité.

L'honorable M. **Tureotte**.—Les souvenirs de l'honorable député ne sont pas exacts ; sans doute que les arbitres ne se sont prononcés que sur la valeur du terrain. Du temps de nos honorables amis, il y avait eu deux inspections de faites par l'ingénieur du gouvernement, mais la question de la réclamation était restée pendante. Nous avons cru devoir la régler, et pour cela la première chose à faire était de déterminer la valeur du terrain en question.

Pour cela nous avons emp'byé des arbitres, suivant l'habitude...

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. Reynar a-t-il demandé une pétition de droit ?

L'honorable M. **Turcotte**.—Je crois que oui, et elle lui a été refusée par le gouvernement conservateur.

J'ai pour principe, M. le président, que du moment qu'un créancier fait valoir une créance raisonnable, il doit avoir le droit d'aller devant les tribunaux pour avoir une décision si on conteste sa réclamation. Il n'est pas juste que le gouvernement décide lui-même dans sa propre cause.

M. **Duplessis**.—Il y avait deux causes dans ce cas, et celle relative au titre de la propriété a été décidée par le conseil privé.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Il y a bientôt onze ans que cette réclamation est pendante, et ces mystérieux propriétaires dont parle l'honorable député de St-Maurice, n'ont pas encore fait de réclamation contre le gouvernement. C'est curieux. Ce n'est pas à nous à dire que d'autres personnes ont des droits contre le gouvernement, quand elles ne songent pas à les faire valoir.

M. **Duplessis**.—Alors le gouvernement aura-t-il, d'après le jugement du conseil privé, payé cette réclamation à une personne à laquelle il ne devait pas un sou.

M. le **Premier Ministre**.—On dirait que l'honorable député de St. Maurice est intéressé à faire payer le gouvernement deux fois.

S'il est l'avocat de ces gens-là, qu'il plaide en leur faveur, c'est très bien, mais au moins, au saura à quoi s'en tenir.

**L'honorable M. Tallon.**—Il s'agissait dans ce cas-ci d'une question de propriété, et le gouvernement comme toute autre personne, ne devait payer qu'à ceux qui étaient les véritables propriétaires. L'honorable député de Saint-Maurice se constitue l'avocat des intérêts publics, en soulevant cette question devant la Chambre, et l'honorable premier ministre n'a pas le droit de chercher à faire croire que mon honorable ami est l'avocat de tel ou tel intérêt particulier.

Il s'agit de savoir si les affaires publiques sont bien administrées. Je trouve que la conduite de l'honorable député de St. Maurice est celle d'un bon député, et le premier ministre ne devrait pas trouver étrange qu'il s'occupe d'une question comme celle-là.

**M. le Premier Ministre.**—Ce jugement a été rendu en Angleterre, mais comme le gouvernement n'était pas partie dans la cause, il ne l'affecte nullement.

C'est contre les prétentions de l'honorable député que je proteste.

**L'honorable M. Flynn.**—Est-ce que le gouvernement n'est pas l'ayant cause de Reynar ?

**M. le Premier Ministre.**—Qu'est-ce que cela fait, du moment que le gouvernement n'a pas été mis en cause devant le tribunal ?

Est-ce que nous avons été informés qu'un tel jugement avait été rendu ?

**L'honorable M. Tallon.**—Nous prétendons que si le jugement a été rendu après le règlement de cette réclamation, le gouvernement a payé à une personne qui n'était pas propriétaire du terrain.

**M. le Premier Ministre.**—Nous ne pouvons pas deviner qu'il y avait un jugement de rendu en Angleterre.

**M. Duplessis.**—D'après mes renseignements, le gouvernement n'aurait pas eu rien à deviner, puisqu'il a pris pour caution, un nommé William Richie de Trois-Rivières.

**M. Casgrain**—*député de Québec.*—On sait très bien que le gouvernement ne peut être lié par un jugement dans une affaire où il n'a pas été mis en cause, mais nous prétendons qu'il ne doit acheter des terrains que quand il est en position d'avoir un titre certain.

L'honorable **M. Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Pour cette affaire comme pour toutes les autres, je suppose qu'on a dû avoir un rapport des officiers en loi de la couronne, et celui qui a fait ce rapport en est responsable.

Il importe donc d'attendre les papiers pour se prononcer avec connaissance de cause. Qu'est-ce que nous fait ce jugement du conseil privé ?

Si le paiement a été fait comme l'honorable député de Saint-Maurice le dit, je serai le premier à condamner le ministre qui l'a recommandé.

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce.*—Quand nous nous occupons des affaires publiques et de la manière dont elles sont administrées, personne n'a le droit de nous accuser d'être les avocats de telle ou telle partie intéressée. Bien loin de trouver à redire, on doit remercier cordialement l'honorable député de St-Maurice d'avoir saisi la Chambre de cette question.

Il ne doit y avoir qu'un seul propriétaire, et si le gouvernement a payé par erreur, à celui qui ne l'est pas, il doit se hâter d'y voir, et de prendre des mesures pour faire entrer ces fonds dans le trésor.

Le jugement du conseil privé a décidé la question de propriété entre les parties contestantes, et l'honorable député de St-Maurice a eu raison de nous communiquer un fait

aussi grave. Si le gouvernement s'est trop hâté de payer la réclamation de M. Reynar, il a commis une faute d'administration.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—Il s'agit de savoir, M. le président, si le gouvernement a agi aussi prudemment qu'il devait le faire. Jusqu'à preuve du contraire, je crois qu'il n'est pas en défaut. Si la réclamation avait été soumise aux tribunaux, il n'y a pas de doute que M. Reynar, aurait eu gain de cause, s'il avait été le seul réclamant. Dans les affaires pour expropriation pour les chemins de fer, tout ce que l'on peut exiger, c'est une caution si on craint d'être troublé dans sa propriété, or c'est ce qu'a fait le gouvernement dans ce cas-ci. Donc à quelque point de vue que l'on se place, le gouvernement ne peut être blâmé d'avoir réglé cette réclamation.

**M. Duplessis**.—Je trouve que cet homme là a retiré beaucoup d'argent du gouvernement. Dans une autre affaire où il s'agit du *loop-line*, il a été assez heureux de convaincre les ministres que la province lui devait quelque chose. Nous croyions que cette question était réglée depuis longtemps. Comment se fait-il donc que le gouvernement ait payé à M. Reynar, six ou sept mille piastres d'extra, en rapport avec la construction du chemin de fer de ceinture à Trois-Rivières? Ce chemin a été construit en 1878, époque mémorable. Il me paraît assez curieux qu'il ait attendu aussi longtemps pour se faire payer.

L'honorable **M. Turcotte**.—Si l'honorable député le désire, il sera parfaitement renseigné sur toutes ces transactions.

M. Reynar était créancier du gouvernement depuis un grand nombre d'années. Malheureusement ce monsieur n'est pas un bon tory.

A l'époque dont parle l'honorable député de Saint-Maurice, et qu'il qualifie de mémorable, j'ai lutté pour faire un

peu de bien à la cité de Trois-Rivières, et je me suis permis de favoriser cette entreprise du *loop-line*. Aujourd'hui mes plus chauds adversaires sont forcés d'admettre que c'est une bonne affaire. Pourtant dans le temps on la trouvait bien mauvaise. Tous les hommes d'affaires reconnaissent que ces travaux ont été d'un avantage immense pour Trois-Rivières car ils lui ont assuré un havre. C'est ce chemin de fer qui a donné l'idée de faire des quais qui offrent tant d'avantage pour la navigation.

Dans l'intervalle le gouvernement a été renversé, et M. Reynar a présenté sa réclamation au nouveau cabinet. Quand j'ai dit tout à l'heure que M. Reynar avait demandé la pétition de droit pour le terrain du terminus du chemin de fer des Piles, je faisais erreur, je voulais parler de sa réclamation en rapport avec le *loop-line*. J'ai demandé cette pétition de droit et on m'a refusé. Nous voulons rendre justice à tous les citoyens, et nous ne voulons pas faire souffrir personne de nos rancunes politiques. Nous avons nommé des arbitres qui ont fait l'examen le plus minutieux possible ; ils ont visité les lieux, ils ont interrogé les témoins et étudié tous les papiers en rapport avec cette réclamation ; ils ont aussi apprécié les prix payés pour les matériaux, et ils en sont arrivés à la conclusion que M. Reynar avait droit à la somme que nous lui avons accordée. Le gouvernement a cru que ce monsieur avait une réclamation juste, basée sur des faits, et il a payé. Pourquoi continuer ce système de ne rien régler, et de laisser souffrir des citoyens qui ont parfaitement droit à leur argent ?

Quand nous réglons de ces affaires, nous ne regardons pas à la couleur politique des réclamants ; nous ne regardons qu'à la valeur des demandes qui nous sont faites. Le *loop-line* a été une entreprise publique qui a fait le bien de Trois-Rivières, et je suis bien vengé des injures que l'on m'a dites, en voyant aujourd'hui mes adversaires reconnaître l'utilité de ces travaux.



L'INDEMNITÉ AUX PROPRIÉTAIRES DES ANIMAUX QUI ONT  
PÉRI DANS L'INCENDIE QUI A EU LIEU PENDANT  
L'EXPOSITION DE L'ASSOCIATION AGRICOLE  
DES CANTONS DE L'EST.

**M. McIntosh**—*député de Compton*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre l'association agricole des cantons de l'Est ou aucun de ses membres, concernant une demande d'aide pour indemniser les propriétaires des animaux de grande valeur qui ont péri dans l'incendie qui a eu lieu durant la dernière exposition de l'association agricole, tenue en octobre 1887.

M. le président, cette association a fait des pertes considérables lors de cet incendie. Des députations se sont rendues auprès de l'honorable premier ministre pour obtenir que le gouvernement accordât une certaine indemnité à ceux qui avaient souffert de ces pertes. Des animaux importés, valant aux moins vingt mille piastres, ont péri dans les flammes. C'est véritablement une calamité publique, et la province devrait faire quelque chose pour venir au secours des propriétaires de ces animaux, vu surtout que plusieurs sont presque totalement ruinés par ces pertes. Les comtés de Chateauguay et de Jacques-Cartier sont aussi intéressés dans cette question d'indemnité, et j'espère que leurs représentants m'aideront à faire accepter cette demande.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—M. le président, dans le cours de l'automne 1887, il a été tenu une exposition provinciale par l'association agricole des cantons de l'est. Dans les derniers jours de l'exposition, un incendie s'est déclaré, qui a causé des pertes évaluées à environ vingt-cinq milles piastres. Il y avait là de magnifiques chevaux de race importés à grands prix. Il y avait des exposants de toute la province, et le comté de Chateauguay pour sa

fois dans cette Chambre que le système d'arbitrage était ruineux pour le gouvernement, et qu'il fallait renvoyer ces questions aux tribunaux. Ce n'est donc pas sans étonnement que j'ai vu l'honorable premier ministre applaudir les paroles du procureur général.

L'honorable M. Turcotte. — L'honorable premier ministre n'a pas changé d'opinion. Il a toujours exigé le jugement des tribunaux lorsqu'il y avait procès.

L'honorable M. Flynn. — Je me rappelle fort bien que l'honorable premier ministre était contre l'intervention des arbitres, et l'honorable procureur général dans le temps a été aussi surpris que moi de cette expression d'opinion.

L'honorable procureur général a dit que l'ancien gouvernement ne s'était pas assez hâté de régler ces réclamations. Je le mets en garde contre des décisions trop hatives, s'il ne veut pas être obligé de payer deux ou trois fois la même chose, car il arrive souvent que des réclamations sont absolument nulles. Dans toute l'administration gouvernementale il n'y a pas de matières plus compliquées que ces affaires-là. Chaque fois que j'ai ordonné le paiement d'une réclamation de ce genre, je ne l'ai fait qu'en tremblant et en prenant les plus grandes précautions. En tenant la ligne de conduite que l'on nous reproche, nous avons réussi à mieux protéger les intérêts publics.

Un mot au sujet des arbitrages. Mon expérience m'engage à dire que les arbitres ne nous offrent guère de garantie. Chaque fois que nous avons été en appel sur les décisions des arbitres nous avons gagné. Je dis donc qu'il eut été préférable de renvoyer ces causes aux tribunaux excepté dans les cas où l'affaire est parfaitement claire. Puisque je parle de ce sujet, on me permettra bien de poser une question au gouvernement, à propos de l'affaire McGreevy.

On me dit que le gouvernement ne procède pas dans

cette cause ; est-ce son intention de soumettre cette question à des arbitres ? Je ne sais jusqu'à quel point c'est vrai, mais enfin on répète partout que des négociations ont été faites dans le but d'abandonner les causes contre MM. McGreevy et McDonald.

Je termine en répétant de nouveau que jamais nous n'avons songé à régler ces questions d'après les couleurs politiques des réclamants, et j'espère que l'honorable procureur général pourra dire que ce n'est pas ainsi que j'ai agi chaque fois que l'occasion s'en est présentée.

L'honorable M. Gagnon. — Règle générale, le gouvernement est assez malheureux quand il plaide devant les tribunaux ; cependant on nous blâme parce que nous n'avons pas recours à ce moyen.

Nos adversaires nous critiquent parce que nous consentons à des arbitrages. Ils oublient donc ce qu'ils ont fait. Ne sont-ce pas ces messieurs qui ont payé \$14,000 à un membre de la Chambre, M. Robillard, dans des conditions plus ou moins suspectes ?

Quand il s'agit d'une question de droit, je comprends que l'intervention des tribunaux est indispensable ; mais quand il s'agit d'une question de fait, ce n'est plus la même chose. Les tribunaux eux-mêmes, renvoient ces questions à des arbitres. Dans le cas que nous discutons, il y a eu arbitrage. C'était une simple affaire départementale.

En allant devant les tribunaux on s'expose à faire des frais énormes pour rien.

A moins que l'opposition prouve que l'arbitre nommé par le gouvernement n'était pas compétent, ou n'a pas agi honnêtement, on ne peut pas nous blâmer.

L'honorable député de Gaspé a parlé de l'affaire McGreevy, et d'une autre cause. Je ne suis pas prêt à répondre à

ces questions. Qu'il donne avis d'une interpellation, et nous lui répondrons.

Cette discussion est oiseuse, car on ne saurait blâmer le gouvernement sans avoir les documents demandés.

Je l'ai déjà dit et je le répète : Si on me démontrait qu'un de mes collègues a abusé de sa position, je serais le premier à sortir du gouvernement et à le blâmer. Jusqu'ici la transaction dont on se plaint m'a l'air parfaitement loyale et honnête.

Quand le gouvernement est prêt à donner tous les renseignements que l'on désire, pourquoi donc insister tant pour prolonger cette discussion ? Il faudra y revenir plus tard, car l'opposition aura toutes les chances possibles de mettre ses vues devant la Chambre et devant le public. Si alors on me démontre qu'il y a eu malversation, je connais mon devoir et je saurai le remplir.

L'honorable M. **Tailleur**.—M. le président, malgré mon désir de ne jamais prolonger la discussion sur une proposition du genre de celle-ci, je ne puis laisser sans réponse les remarques malveillantes de l'honorable procureur général.

Je ne sais pourquoi il a dit que si nous n'avions pas réglé la réclamation de M. Reynar, c'était à cause des opinions politiques de ce monsieur. Nous aurions bien le droit de lui retourner le compliment, et de prétendre que s'il a admis si facilement les prétentions de M. Reynar, c'est parce qu'il est l'un de ses plus chauds partisans.

Jamais nous n'avons agi par favoritisme et la même règle a été appliquée à tous ceux qui se sont présentés devant nous. Mais d'un autre côté, nous n'avons pas cru devoir accéder facilement aux demandes qui nous étaient faites dans des circonstances suspectes.

Comment se fait-il donc que l'on revienne avec des comptes pour la construction du *loop-line* quand, dans le mois d'août 1879, M. Joly déclarait au nom du gouvernement qu'il n'y avait plus que huit ou dix mille piastres de dues....

L'honorable M. **Turcotte**.—L'honorable premier ministre d'alors se trompait, voilà tout.

L'honorable M. **Taillon**. — L'honorable procureur général a dit que nous avons agi par esprit de parti. Si nous avons les yeux bouchés, comme quelqu'un l'a dit sur les bancs du trésor, nous avons tout de même pu voir les fameuses lettres que le procureur général a écrites à l'honorable juge Mathieu. Nous n'avions pas perdu la vue alors...

L'honorable M. **Turcotte**.—Vous avez perdu le cœur...

L'honorable M. **Taillon**. — Comme vous n'en avez jamais eu, vous ne pouvez ni le perdre ni le retrouver ; si le procureur général avait eu du cœur il ne serait jamais revenu ici....

L'honorable M. **Turcotte**.—Et les électeurs de Trois-Rivières, qu'en faites-vous ? Ce sont eux qui m'ont renvoyé ici.

L'honorable M. **Taillon**.—On sait comment les choses se sont passées ; et si le procureur général est fier de ce succès, cela prouve qu'il ne faut pas grand'chose pour le satisfaire. D'ailleurs nous aurons des nouvelles de cette élection avant peu ; qu'on se le tienne pour dit.

L'honorable secrétaire de la province a dit que le gouvernement était malheureux dans ses poursuites devant les cours de justice. Il n'est peut-être pas aussi heureux que les particuliers le sont dans les mêmes cas, il faut l'admettre. L'expérience ne justifie que trop ce que l'honorable ministre a dit....

L'honorable M. **Gagnon**.—A part les cas où il s'agissait d'un point de droit constitutionnel, je voudrais bien que l'on me citât une seule cause où le gouvernement a réussi.

L'honorable M. **Taillon**.—Pourtant nous n'avons pas été malchanceux dans le cas de M. McGreevy....

L'honorable M. **Gagnon**.—Oh ! là, il s'agissait d'une question de droit.

L'honorable M. **Taillon**.—Oui, mais M. McGreevy veut arriver à soulever le mérite même de sa réclamation.

M. McDonald ne paraît pas bien confiant dans sa cause. D'un autre côté le gouvernement ne paraît pas très pressé de pousser la poursuite contre ces messieurs.

L'honorable M. **Gagnon**.—Il ne s'agit pas de comptes soumis à des tribunaux. Tout cela ne prouve pas que le gouvernement ait été chanceux dans ses poursuites judiciaires.

L'honorable M. **Taillon**.—La loi relative à la pétition de droit n'a été passée qu'en 1883 ; or l'affaire McGreevy a été réglée par arbitrage en 1882, c'est-à-dire un an avant l'adoption de la loi. C'est afin d'éviter autant que possible au gouvernement le danger qui résulte pour lui, du système de l'arbitrage, que le cabinet Mousseau avait soumis cette loi à la Législature. Dans le cas de MM. Caron et Robillard, ces messieurs avaient gagné leur cause devant les arbitres....

L'honorable M. **Mercier**.—Le reproche que nous faisons à l'ancien gouvernement était d'avoir permis à ces messieurs, lorsqu'il leur avait payé \$14,000 en acompte sur cette sentence arbitrale—sentence qu'ils avaient acceptée—de porter leur cause devant les tribunaux.

L'honorable M. **Tailon**.—Ils n'avaient pas refusé ; ils étaient disposés à accepter les conditions faites par les arbitres. Mais le gouvernement voulait bénéficier des circonstances difficiles où se trouvaient MM. Caron et Robillard, pour forcer ceux-ci à régler pour \$14,800, une sentence qui leur en accordait \$21,000. †

Je me rappelle qu'il fut un temps où l'honorable premier ministre ne voulait pas entendre parler de règlement à l'amiable, ni d'arbitrage. Quoiqu'il en soit, la majorité de la Chambre a accepté notre manière de voir dans le temps, et je n'ai aucune raison de regretter ce qui a été fait.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, je n'ai qu'un mot à dire. Je ne suivrai pas l'honorable chef de l'opposition dans toutes ses remarques. Cela ne nous avancerait en rien, et ce genre de discussion ne relève pas, tant s'en faut, la dignité de la Chambre. Il me semble que l'honorable chef de l'opposition devrait y regarder à deux fois avant de parler de trahison, car il y a à côté de lui quelqu'un dont la conscience n'est pas précisément tranquille sous ce rapport, puisque ce quelqu'un a laissé son parti dans des circonstances qui ont provoqué les commentaires les plus variés et dont la plupart n'étaient rien moins que flatteurs.

Ces attaques déloyales contre mon honorable collègue le procureur général ne font que nous le rendre sympathique et nous prouver davantage toute l'estime que nous devons avoir pour ses talents. J'ai le plus grand respect pour le député de Trois-Rivières. Il a réussi à se faire élire par la plus forte majorité qui ait jamais été donnée dans cette ville. De plus il occupe une position honorable dans le gouvernement de sa province et il remplit honorablement ses devoirs.

Je suis surpris que l'on fasse une discussion aussi longue à propos d'une demande de documents que nous accordons. Quand les papiers seront devant la Chambre, si nous méritons d'être blâmés pour l'acte auquel on fait allusion, la Chambre pourra nous censurer tout à son aise. Mais si nous avons agi comme des administrateurs sages et prudents, la Chambre sera assez impartiale pour nous venger des accusations que l'on porte contre nous.

On nous demande : " Qu'avez-vous fait dans les causes de McGreevy et McDonald ? " Nous sommes tout à fait à l'aise pour répondre à votre question. Nous avons essayé de faire marcher la procédure dans ces causes, mais à notre grand regret nous n'avons pas beaucoup réussi. C'est dû peut-être au fait que nous n'avons pas remplacé les avocats choisis par nos prédécesseurs.

Il y a une question qui d'après les juges doit être renvoyée à l'examen d'un expert. Nous avons essayé de nous conformer à cet avis, mais rien encore n'a été fait. En face de ses délais, j'ai pris un moyen énergique, moyen que je ne dois pas communiquer à la Chambre, pour la meilleure sauvegarde des intérêts de la province.

Nous sommes obligés de pousser les avocats, mais il me paraît difficile d'en finir avec tous ces atermoiements. J'ai pleine confiance dans Messieurs Bossé et Mailhot, puisque je leur ai laissé les causes. J'ai cru que je ne pouvais remplacer ces avocats sans faire injure à des hommes qui occupent une position considérable au Barreau.

La preuve, M. le président, que je m'occupe de ces causes, c'est que l'autre jour encore j'ai eu le plaisir de rencontrer M. Bossé et sur la question que je lui faisais il m'a dit qu'il considérait l'une de ces causes comme virtuellement finie. Je lui ai répondu que le gouvernement entendait que tous ces délais prissent fin au plus tôt possible, que nous



voulions en finir. Il m'a assuré qu'il allait pousser la chose suivant notre désir.

Si on n'est pas satisfait de cela, il ne reste plus qu'un moyen bien simple. Si on veut faire destituer les avocats parce que les causes ne marchent pas assez vite, qu'on le dise et nous pourrions les mettre de côté.

L'honorable député de Gaspé, avec le talent de fendeur de cheveux que tout le monde lui connaît—et c'est peut-être l'un des traits qui le distingue le plus, si on excepte sa *procrétaire* fidélité à ses amis—nous a parlé de la différence qui existe entre la version donnée par l'honorable procureur général et la mienne. Cette divergence d'opinion ne sera pas, qu'il se rassure, le point de départ d'une crise ministérielle. Cela n'opposera pas le gouvernement de marcher, et de continuer à recueillir des succès qui, évidemment, troublent le sommeil de l'honorable député de Gaspé. Il peut y avoir de légères différences dans les détails, cela ne tire pas à conséquence.

“Pourquoi renvoyer cela à des arbitres?” Nous ne voulions pas nous prononcer nous-mêmes et nous avons voulu donner au public toutes les garanties désirables. Mais nos adversaires n'agissaient pas d'une manière aussi prudente. Ils ont décidé d'autres cas plus importants que celui-là sans l'intervention d'arbitres.

On veut nous faire un crime d'avoir réglé cette affaire. Pourquoi l'ont-ils donc laissé en suspend comme tant d'autres? S'ils avaient rejeté cette réclamation, nous ne nous en serions pas occupés. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé dans les bureaux publics des réclamations qui dormaient là depuis cinq ou six ans. Pourquoi le gouvernement qui règle ces questions serait-il plus malhonnête que celui qui n'ose pas les mettre formellement de côté. N'est-il pas raisonnable de dire à un créancier : “Nous ne voulons pas vous payer, et si vous voulez aller

devant les tribunaux, faire valoir votre cause, allez-y, nous vous le permettons." Maintenant, je le demande en toute sincérité à mes adversaires ; car je sais que parmi eux il y en a un bon nombre qui sont honnêtes et loyaux dans la lutte qu'ils font au gouvernement,—je leur demande de me dire si nous avons payé plus devant les arbitres que si nous avions été devant les tribunaux ? Si quelqu'un le prétend par aventure, est-il en mesure de le prouver ?

Il peut se faire que nous aurions eu à payer beaucoup plus. Dans tous les cas quand les documents demandés seront devant la Chambre, on pourra mieux apprécier la position dans laquelle le gouvernement se trouvait placé, et la sagesse de ses décisions.

Nos honorables amis de l'opposition veulent imiter l'exemple que nous leur avons donné pendant que nous siégeons à gauche ; mais ils oublient une chose importante c'est que quand nous avons critiqué, nous avons prouvé que nos critiques étaient fondées, et la preuve c'est que le peuple a changé de gouvernement. Quand nos adversaires auront réussi à prouver que nous ne faisons pas notre devoir, le peuple nous remplacera. Mais nous croyons que le peuple sera d'opinion que nous faisons notre devoir et qu'il nous conservera sa confiance aussi longtemps que nous continuerons à suivre honnêtement le programme que nous nous sommes tracé en arrivant au pouvoir.

L'honorable M. **Turcotte**.—Je regrette que l'honorable chef de l'opposition ait rappelé les souvenirs de 1878. Quoiqu'il en soit de son opinion personnelle je me flatte d'avoir gardé le respect de mes électeurs. J'ai fait un acte qui n'a pas porté préjudice au gouvernement de mon pays.

Quand le temps est venu, je me suis adressé à mes juges naturels. Une première fois j'ai été battu, mais ensuite j'ai toujours réussi à me faire réélire. Il y en a bien d'autres qui

m'ont injurié et vilipendé et qui n'en pourraient pas dire autant. ۲ ۲ ۱

L'honorable chef de l'opposition a rappelé l'existence d'une certaine lettre. Si M. Mathieu, qui était mon ami personnel, a réussi à m'extorquer une lettre avec laquelle on m'a tant fait de mal depuis, cela ne m'a pas empêché de vaincre tous mes adversaires les uns après les autres.

Quant à cette fameuse lettre, on me l'a volée, je le dis à la face de cette Chambre, et à la face du pays. M. Mathieu me l'a extorquée, par des moyens inavouables, et ces messieurs devraient être les derniers à parler de cette affaire.

Il y a des amis de l'opposition dont le rôle n'a guère été honorable en 1878. M. Caron qui avait promis d'appuyer le gouvernement Joly, a renié ensuite sa parole. Ses électeurs viennent de lui enlever le mandat dont il s'est montré si peu digne, et ils ont bien fait.

L'histoire dira que j'ai eu le respect de mes électeurs de Trois-Rivières, et que toujours et quand même j'ai fait mon devoir. On parle sans cesse de ces souvenirs de 1878. Pourquoi ? si ce n'est pour jeter de la boue sur mon nom et sur mon honneur. Je défie mes adversaires de me faire perdre l'estime de ceux que je représente ici. Quand l'histoire s'écrit je n'aurai pas honte de la part qu'elle m'attribuera dans ses événements.

Une chose dont je m'enorgueillirai toujours c'est de la large part que j'ai prise dans la défaite du gouvernement qui a refusé de se faire l'interprète de l'indignation populaire et qui a été le complice de la trahison de Régina.

L'honorable M. **Tailon**. — Le procureur général a parlé de trahison, comme ce mot va bien dans sa bouche !... Avec un courage digne de lui, il a attaqué deux absents. M. Caron est sorti de la Chambre temporairement, mais comme il pourra y revenir bientôt, je lui laisse

la tâche de se défendre. Quant à l'autre, il est juge, et sa position ne lui permet plus de s'abaisser à faire de ces luttes de la politique. Je laisse au procureur général l'honneur douteux d'avoir attaqué un juge et un absent.

M. Caron, avait été élu comme conservateur, et quand il est arrivé ici, il savait ce qu'il devait faire. Il avait dit que si le gouvernement Joly avait une majorité sans lui, il se croirait obligé de l'appuyer d'une manière indépendante. Il a agi loyalement, et avant de prendre position publiquement, il a fait savoir au député de Trois-Rivières qu'il se considérait comme dégagé de sa promesse, vu que le gouvernement Joly n'avait pas la majorité. Les injures qui viennent de lui être adressées ne sont donc pas méritées.

L'honorable M. Gagnon.—S'il y a un parti qui ne devrait pas parler de toutes ces affaires-là, c'est bien celui de l'opposition, car plusieurs de ses membres sont loin d'avoir fait preuve d'une inaltérable fidélité à leurs principes.

Puisqu'on parle de 1878, qu'on me permette une remarque; ce sera autant de donné à l'histoire. Je me rappelle que dans le temps, MM. Mathieu et Turcotte avaient convenu de ne pas voter sur la question de l'élection du président. Comme M. Mathieu, en votant, avait rompu cet engagement, M. Turcotte crût devoir en faire autant. Que l'on retranche les votes de MM. Mathieu et Turcotte, et ce dernier se trouverait élu quand même par une voix de majorité.

Quant à M. Caron, je me rappelle qu'il m'a dit plusieurs fois, presque à chaque vote, qu'il allait appuyer le gouvernement, et il ne le faisait jamais. Voilà comment il a tenu sa parole.

La proposition est adoptée.

M. Duplessis.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur,

Je prie de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance, arrêtés du conseil, comptes, quittances, sentence, arbitrage, état des frais de l'arbitrage et de tous autres documents concernant la réclamation de messieurs Roger et Reynar, en rapport avec la construction du loop-line à Trois-Rivières.

Cette proposition est adoptée.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

#### LE PONT DE LA COULÉE GENDRON.

**M. Trudel**—*député de Champlain*.— J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état donnant des détails sur la somme de \$150,00 dépensée à même les fonds de la colonisation, sur le pont de la coulée Gendron, dans Ste-Anne de la Pérade, comté de Champlain, par le conducteur Roch Montreuil, avec la liste des personnes employées et les rôles de paie.

M. le président, je trouve dans une réponse à un ordre de la Chambre, déposée dans le cours de cette session, qu'une somme de \$150 a été dépensée sur un pont situé au milieu de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade. Roch Montreuil, dont le nom est mentionné en rapport avec ces travaux, n'y a jamais pris part. D'après les renseignements qui m'ont été transmis, il paraîtrait que ce pont a été donné à l'entreprise par le conseil municipal de la paroisse, et qu'il le conseil aurait fait payer le prix de ces travaux par les intéressés. J'ai ici un certificat du conseil qui prouve que jamais il n'a reçu d'aide pour la construction de ce pont.

Ce conducteur de travaux n'a jamais fait de rapport au département ; il paraîtrait même qu'on n'a rien fait sur ce pont avec cet argent.

Quand bien même cette somme aurait été réellement employée à construire ce pont, il ne s'en suivrait pas pour

cela, que le gouvernement Ross ne serait pas blâmable. Au contraire, jamais cet argent n'aurait dû être pris sur les fonds votés pour la colonisation, Il n'y a pas plus de colonisation là que sur la main.

Il s'agit donc de savoir ce que sont devenues ces \$150. J'attire l'attention de l'honorable premier ministre sur ces faits et j'espère qu'il pourra me dire un jour ou l'autre où cette somme est allée.

Cet argent a été dépensé en 1886, et ce monsieur Montreuil était le principal agent électoral du gouvernement dans Ste-Anne de la Pérade. Je ne serais pas surpris d'apprendre que cet argent a été employé pour me combattre, comme la chose a été faite ailleurs, car le gouvernement Ross n'était pas scrupuleux quand il s'agissait de vaincre les candidats nationaux.

L'honorable M. Taillon—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Cet argent a été dépensé en 1886 pendant les élections, dit-on. Il n'y a rien d'étonnant à cela, il fallait bien qu'il en fut ainsi, puisque ces fonds n'avaient été votés qu'à la session de 1886, quelques mois auparavant.

M. Trudel.—Mon reproche ne porte pas précisément sur l'époque à laquelle les travaux ont été faits, mais bien sur la manière dont cet argent a été employé.

La proposition est adoptée.

#### PROJET DE LOI CONCERNANT LA PÊCHE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier et refondre les lois de la pêche de cette province.

L'honorable M. Flynn—*député de Gaspé*.—On propose, dans ce projet de loi de déroger au principe de la vente à l'enchère. En 1872 ce système a été introduit dans nos lois après une longue discussion. Pour d'autres raisons

encore, je crois que ce projet de loi est dangereux. Ceux qui sont en faveur du principe de la vente à l'enchère publique ne peuvent accepter cet amendement. Les libéraux entr'autres qui ont combattu si longtemps en faveur de ce principe ne peuvent voter ce projet de loi.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Le changement en question a une certaine importance. Il arrivera cependant très rarement que le commissaire ait l'occasion de se servir de ce pouvoir nouveau, car il est dans l'intérêt public de décourager ces ventes privées. Ce qui a engagé le gouvernement à proposer cette modification, c'est l'expérience acquise. Ainsi à chaque vente il faut faire publier des annonces très dispendieuses ; or nous voulons que le produit de la vente ne soit pas absorbé par ces frais. Il arrive quelques fois que de bons acquéreurs se présentent et nous voulons profiter des offres qu'ils nous feront.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Dès 1883, j'ai essayé le système de la vente privée, mais il m'a mis tant d'embarras sur les bras que j'ai demandé l'année suivante à la Législature de changer la loi.

L'article 4 du projet dit :

“ Si une personne, sans la permission du locataire ou ses représentants, pêche, fait pêcher une autre personne, ou l'aide à pêcher dans les eaux en front d'un terrain sous bail, elle n'a aucun droit au poisson ainsi pris, lequel peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire et est, en outre, passible de l'amende ou de l'emprisonnement mentionné dans l'article 18 de cet acte.”

Cette clause suscitera beaucoup de trouble.

Je ne vois pas la nécessité de l'article 5. Il me semble que les articles 3 et 4 pourvoient à tous les cas.

La disposition relative aux améliorations faites ne me paraît pas très claire. Est-ce que le locataire devra perdre les dépenses qu'il a faites ?

L'article 13 dit :

“ Les propriétaires ou possesseurs de terrains bordant des lacs ou des rivières doivent se conformer aux lois et règlements provinciaux et fédéraux, concernant la pêche, tout comme les porteurs de baux accordés par la couronne dans cette province, et sont sujets aux mêmes pénalités, en cas de contravention.”

Nous n'avons pas le droit de faire une telle disposition, car les propriétaires de l'eau où il y a de la pêche, et qui le sont devenus en vertu de titres antérieurs au jugement rendu sur cette question, ont autant de pouvoirs que nous, et nous ne pouvons faire des lois que pour ce qui regarde notre propriété.

J'attire l'attention de l'honorable commissaire des terres de la couronne sur ces points, car ils sont fort importants.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération, et renvoyé au comité général.

Les résolutions concernant le même sujet soit définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

#### LES TERRES PUBLIQUES.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions relatives aux terres publiques, et aux bois et forêts.

L'honorable M. Duhamel — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.*— J'ai l'honneur de proposer que ces résolutions soient maintenant adoptées en deuxième délibération.

Je ne vois guère la nécessité de faire de longs commentaires, car ces résolutions s'expliquent d'elles-mêmes. Elles



abolissent les réserves forestières ; en second lieu nous nous proposons de supprimer aussi la réserve de pins qui était faite en faveur de la couronne.

A l'avenir nous n'aurons plus besoin du consentement du marchand de bois, le département sera libre dans ses décisions comme, du reste, il doit l'être. Nous nous proposons aussi de réserver vingt pour cent sur chaque lot pour le bénéfice exclusif du colon. Nous considérons que c'est une mesure de prudence excessivement favorable au colon lui-même.

**M. Rochon—député d'Ottawa.** — De quelle manière ces vingt par cent seront-ils pris sur le lot du colon ? Il faudrait, à mon point de vue, fixer l'endroit où cette réserve devra être faite, car autrement si chacun choisit à sa guise, un propriétaire pourra dans le cours de ses opérations de défrichement, mettre le feu à la réserve de son voisin. Il faudrait donc y voir.

Les résolutions sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

L'honorable **M. Duhamel.** — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant les terres publiques, les bois et les forêts.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

#### LE BUDGET.

La Chambre siège en comité du budget.

Article 7. Prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie ; pour finir l'année, \$6,000.

L'honorable **M. Flynn—député de Gaspé.** — Pourquoi ce crédit ?

L'honorable M. **Shehyn** — *député de Québec-est, trésorier de la province.*—C'est parce qu'il y a eu plus d'enfants que nous le prévoyions.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Les demandes d'admission sont devenues tellement nombreuses que ça dégénéré en abus ; cela est devenu intolérable. D'un autre côté, il est extrêmement difficile d'exercer un contrôle efficace. Il est très pénible pour moi de voir venir, presque tous les jours, dans mon bureau de pauvres veuves pleurer pour obtenir l'admission de leurs enfants dans ces maisons de refuge. Je ne puis consentir car la loi me le défend. Voyant qu'on ne peut y réussir de cette façon, on fait voler les enfants afin qu'ils soient condamnés à la prison de réforme.

Pourquoi la loi dit-elle que ces enfants ne peuvent être admis avant l'âge de sept ans ? Il faudrait changer cela, et laisser au ministre un certain pouvoir discrétionnaire.

Il me semble que la loi ne devrait pas être aussi sévère ; on devrait aussi la changer pour les cas où les enfants deviennent orphelins de père, et où la mère a une mauvaise conduite. Ces enfants laissés ainsi entre mauvaises mains, finissent toujours par devenir mauvais sujets, et à la fin ils coûtent plus cher au trésor, que s'ils étaient bien élevés dès leur bas âge. Assurément je ne voudrais pas rendre la loi trop large dans son application, car il y aurait encore là un danger au point de vue de la dépense.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition.*—L'honorable secrétaire de la province a bien deviné le mal qu'il y avait, en rendant les admissions trop faciles. Nous nous sommes nous aussi rendu compte de ces dangers. Je conseille au gouvernement d'envoyer ces enfants à l'orphelinat de Wentworth ; là, lorsqu'ils auront atteint l'âge de douze ans, ils ne seront plus à la charge du pays.

L'honorable M. **Gagnon**—A Lévis on se plaint que le revenu diminue, bien qu'on ait fait de grandes dépenses pour bâtir.

L'honorable M. **Tailon**—Les autorités de la maison de Lévis ne peuvent se plaindre d'être prises au depourvu. Les inspecteurs de prisons les ont averties dans le temps de l'intention qu'avait le gouvernement de suivre le mode dont je viens de parler.

Je viens de mentionner l'orphelinat de Wentworth; en France, ces établissements ont fait merveille; pourquoi n'en serait-il pas ainsi dans la province?

Pour éviter les difficultés qui se sont produites à propos des asiles d'aliénés, nous avons déclaré que le contrat avec cet orphelinat prendrait fin sur l'avis de l'une ou de l'autre des parties. Ici encore comme dans le cas des asiles, il se trouve deux maîtres sous le même toit.

On a parlé plusieurs fois dans cette Chambre, de faire de nos écoles de réforme, des établissements agricoles. Quelques-uns faisaient des objections sérieuses; on disait qu'enseigner l'agriculture à des enfants qui devaient nécessairement retourner dans les villes, n'était pas sage, puisque ces enfants se trouvaient par là même sans moyen de vivre en ne pouvant utiliser leurs connaissances en fait d'agriculture. Cette objection ne manquait pas de plausibilité. Si on veut faire l'expérience, on le peut, en se servant de l'orphelinat de Wentworth. Il ne s'agit pas de ruiner les autres maisons, mais même dans le cas où elles devraient en souffrir quelque peu, cette considération ne devrait pas nous arrêter. Après tout c'est une question où les plus graves intérêts publics et nationaux sont en jeu.

L'honorable M. **Gagnon**. — Je remercie l'honorable chef de l'opposition pour ses bienveillantes remarques; elles sont véritablement dans l'intérêt public.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*. — Quelle est la proportion des dépenses entre les écoles d'industrie et de réforme?

L'honorable M. **Gagnon**. — On ne peut le dire au juste, mais la proportion est bien diminuée. La dépense pour les écoles d'industrie a été considérablement réduite.

Le crédit est adopté.

Article 8.—Inspection des bureaux publics, \$600.

L'honorable M. **Flynn**. — Pourquoi cette augmentation? On a demandé \$7,000, et maintenant on sollicite un nouveau crédit de \$600.

L'honorable M. **Shehyn**. — C'est pour payer la balance du salaire de M. Geoffrion.

L'honorable M. **Flynn**. — C'est-à-dire, que c'est pour payer le remplaçant de M. Hervieux, auquel nous avons décidé de ne pas donner de successeur. C'est ce qui explique cette différence en plus,

L'honorable M. **Tailon**. — C'était notre intention de profiter de la disparition de l'un des inspecteurs et de le remplacer par un homme chargé de l'inspection des bureaux d'enregistrement. Nous avions à Montréal, dans le bureau des terres de la couronne, M. Didace Tassé, qui a une grande connaissance sur ce sujet, et nous nous propositions d'utiliser ses services pour faire l'inspection des bureaux d'enregistrement. Nous ne l'aurions pas remplacé, seulement nous aurions donné \$300 environ de plus à M. Landry qui aurait pu faire tout l'ouvrage. Par cet arrangement, nous aurions fait une économie de \$1200 au bureau des terres à Montréal et nous aurions en même temps épargné \$1600, montant du salaire d'un inspecteur additionnel, puisque nous aurions profité d'une vacance pour nommer M. Tassé. Voilà ce que nous voulions faire.

Le crédit est adopté.

Article 10.—Immigration, pour payer des arrérages, \$1,800.00.

L'honorable M. **Lynch**.—Pourrait on nous expliquer pourquoi on demande ce supplément de crédit ?

Je vois aussi que l'on demande plus loin \$1,500 pour une autre dépense encore en rapport avec le service de l'immigration.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—On sera peut-être heureux d'apprendre qu'il y a à l'heure qu'il est tout un mouvement considérable d'émigration en France parmi la classe agricole, vers le Canada. Pendant que j'étais en France, M. Fabre m'informa que les demandes de renseignements à son bureau devenaient tellement nombreuses qu'il serait à propos de profiter d'un mouvement qui semblait sérieux, et de prendre des mesures pour s'assurer des dispositions de ceux qui pourraient émigrer. M. Foursin-Escande, avantageusement connu au Canada, fut chargé de visiter les communes rurales où l'élan paraissait le plus considérable. A son retour il fit un rapport fort brillant sur les perspectives d'une émigration sérieuse. Il régnait une véritable fièvre d'émigration dans certaines communes de Bretagne, et des centaines de personnes désiraient venir tenter fortune au Canada.

Voyant cela j'avais consenti, vu l'urgence, à prendre sur moi la responsabilité de la dépense d'une certaine somme. Je dois dire qu'il y a eu erreur à propos de ces \$1,500. Comme je viens de le dire, je n'avais autorisé qu'une très faible dépense. Mais après mon arrivée ici, M. Fabre m'a écrit que le mouvement était tellement irrésistible qu'il lui était impossible de se tenir dans les limites fort modestes que je lui avait tracées au point de vue de la dépense. Je m'empresai de lui répondre pour lui dire que puisqu'il en était ainsi,

de ne nous envoyer au moins que des jeunes gens, car ce sont là les meilleurs sujets comme immigrants.

Ce qui a donné l'élan à ce mouvement d'émigration au sein d'une classe de personnes aussi peu disposées à sortir de leur patrie que les paysans français, c'est une lettre d'un M. Gentilhomme, qui est venu de France il y a quelques mois et dont la famille est maintenant établie à Montmagny, je crois. Dans cette lettre écrite à des parents là-bas, M. Gentilhomme donnait une description du pays, de la manière dont il s'était installé et des avantages qu'il trouvait. Cet écrit de l'un des leurs créa toute une commotion pour ainsi dire dans les communes où l'auteur était bien connu, de là ce mouvement dont j'ai parlé.

Les immigrants arrivés dernièrement se sont déclarés généralement satisfaits de la manière dont ils ont été traités. Nous les avons placés un peu partout dans la province, et depuis nous n'avons d'eux que des bonnes nouvelles. Je vous assure, M. le président, que ce sont de braves gens. C'était réellement beau de les voir sitôt arrivés ici, se mettre de suite et résolument au travail dans les différentes parties du pays où nous les avons dirigés. Tous d'après les nouvelles que nous avons reçues se sont mis à l'ouvrage avec ardeur.

Je me propose d'utiliser les services de M. Foursin-Escande et de M. Botard, de Montréal, qui s'occupent beaucoup l'un et l'autre de cette question, d'immigration. Nous prendrons les mêmes mesures quant à ce qui concerne l'immigration qui pourrait nous venir d'Ecosse et d'Irlande.

Dans cette œuvre, je suis secondé par M. l'abbé Labelle qui ne veut avoir comme immigrants que de bons agriculteurs.

Nous n'avons pas l'intention de grouper les immigrants français qui nous arriveront. Nous voulons autant que

possible, les disperser parmi la population de nos campagnes. Nous croyons que c'est le meilleur moyen de faire bénéficier nos gens des connaissances que ces immigrants possèdent en agriculture. Voilà ce que nous voulons faire et nous comptons avoir le concours de la Chambre pour mener la réalisation de ces projets à bonne fin.

L'honorable M. **Flynn**.—Je comprends qu'il y a ici un cas exceptionnel et que le gouvernement ne se propose pas de continuer cette dépense à l'avenir. Le ministère se propose-t-il de maintenir le crédit voté les années dernières ?

M. le **Premier Ministre**.—Les dépenses pour salaires ne sont plus que de \$3,000. Il reste \$1,000 environ pour les frais de bureau généralement.

L'honorable M. **Tailon**.—Cette émigration française est très désirable. Elle se recrute parmi les gens qui ont les habitudes qu'avaient nos ancêtres. Ils sont économes, et c'est là une qualité qui pourrait être pratiquée ici avec beaucoup d'avantage. Les populations conservatrices de France se découragent et songent à aller se fixer ailleurs afin d'assurer leur avenir. Je me rappelle que M. Chycoine me disait un jour que la population catholique de France parlait sérieusement d'émigration. Nous pourrions bénéficier de cette disposition des esprits. Nous devons chercher à attirer ces gens ici, non pas seulement parce qu'ils sont français, mais aussi parce qu'ils sont de bons émigrants.

L'honorable M. **Gagnon**.—Cette année nous n'avons dépensé que \$5,800, et encore avons-nous payé de vieilles réclamations, et nous espérons que cela ne se renouvellera pas à l'avenir. Si nous avons pu économiser \$1800 cette année, à plus forte raison, pourrions-nous réussir à réduire cette dépense de \$1800 pour l'année prochaine.

Entr'autres mesures d'économie, nous avons fermé le bureau de Sherbrooke, et M. Lespérance qui était employé

à Montréal a été congédié. Nous avons aussi réduit les salaires des autres employés, entr'autres ceux de MM. Desbarats et Lebel, et nous avons renvoyé le messenger employé au bureau de Lévis.

L'honorable M. **Flynn**. — Le gouvernement fédéral devrait supporter une partie de cette dépense. L'émigration est plus favorable aux intérêts fédéraux qu'aux intérêts locaux, car chaque émigrant donne un revenu additionnel au trésor du Canada.

Je comprends que M. Fabre, notre représentant à Paris, est aussi l'agent du gouvernement fédéral ; de cette manière la dépense portera à l'avenir sur les deux gouvernements.

Le crédit est adopté.

Article 13. — Asile des aliénés : pour terminer l'année \$11,000.

L'honorable M. **Tailon**. — Est-ce le nombre des aliénés qui a augmenté, puisque vous demandez \$11,000 de plus ?

L'honorable M. **Shehyn**. — Oui le nombre des patients s'est accru d'une façon as-*ez* notable.

L'honorable M. **Gagnon**. — Après l'adoption de la loi qui met à la charge des municipalités, la moitié des frais de l'entretien des aliénés, les maires faisaient beaucoup plus d'attention lorsqu'ils signaient des demandes d'admissions aux asiles. De là un moment d'arrêt dans l'accroissement de la population de ces mai-*sons*. Mais depuis quelques mois, on n'y regarde pas de si près.

L'honorable M. **Tailon**. — Souvent on se passe de la signature du maire et on ne demande que celle de deux conseillers.



L'honorable M. **Cagnon**.—Cela s'est fait sans mon consentement, car j'avais donné des ordres contraires.

Article 9.—Livres de récompense, pour solder les anciens comptes : \$1,484.80.

Pour payer les frais de voyage et l'établissement des immigrants venus de la Bretagne et d'autres parties de la France : \$1.500.

Ces crédits sont adoptés

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du mardi, le 19 juin 1888.*

SOMMAIRE : Délibération en comité général sur le projet de loi concernant la pêche.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### PROJET DE LOI CONCERNANT LA PÊCHE.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier et refondre les lois de la pêche en cette province.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général, pour examiner le projet de loi pour amender et refondre les lois de la pêche en cette province.

Cette proposition est adoptée.

La Chambre siège en comité général.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne.*—J'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant à l'article 4 :

“ Cependant tout colon, occupant ou propriétaire dans le  
“ ou les cantons où se trouvent situées telles eaux, pourra,  
“ en tout temps où la pêche n'est pas prohibée par les lois  
“ de cette province, et quelque soit le propriétaire riverain  
“ de ces eaux, pêcher à la ligne et non autrement, le poisson  
“ nécessaire à sa subsistance et à celle de sa famille, pourvu  
“ que telle pêche n'ait aucun objet de trafic ou de spécula-  
“ tion. ”

L'article que je désire ainsi amender, se lit comme suit :

“ Si une personne, sans la permission du locataire ou ses représentants, pêche, fait pêcher une autre personne, ou  
“ l'aide à pêcher dans les eaux en front d'un terrain sous bail  
“ elle n'a aucun droit au poisson ainsi pris lequel peut-être  
“ confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire  
“ et est, en outre passible de l'amende ou de l'emprisonnement mentionné dans l'article 18 de cet acte (46 Vict. Chap. 8 s. 9.)

Sur objection de l'honorable M. Gagnon, que cet amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'il tend à aliéner certains droits de la couronne, et parce que, d'après Todd, une mesure de cette nature doit originer en comité général sur des résolutions auxquelles le consentement du Lieutenant Gouverneur a dû être préalablement annoncé à la Chambre, M. le président du comité décide que cette objection est fatale et que la proposition de M. Nantel est irrégulière.

M. Nantel en appelle à la Chambre, de cette décision.

Le comité général lève sa séance et M. le président reprend le fauteuil.

La procédure faite en comité général ainsi que la décision rendue par M. Laliberté, président du comité, est soumise à la Chambre. Voici la décision de M. le président :

L'honorable M. **Marchand**—*député de Saint-Jean, président de l'Assemblée législative.*—Objection est faite à cet amendement : 1. parce qu'il tend à aliéner certains droits de la couronne ; 2. parce que d'après Todd, une mesure de cette nature doit originer en comité général sur des résolutions auxquelles le consentement du Lieutenant Gouverneur a dû être préalablement annoncé à la Chambre.

L'article 109, de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, décrète que toutes les terres, minéraux et réserves

royales appartiennent aux différentes provinces . . . . . dans lesquelles ils sont situés.

Bourinot, à la page 472, dit que le consentement de la couronne à un projet de loi est toujours nécessaire dans les matières impliquant les droits de la couronne, son patronage, ses propriétés ou ses prérogatives.

Dans une décision reproduite dans les journaux de cette Chambre du 22 février 1883, mon prédécesseur l'honorable M. Taillon, établissant la règle parlementaire relative aux questions identiques à celle-ci, cite les autorités suivantes :

May, *Parliamentary Practice*, 1879, page 486 dit : " Certain classes of Bills are required to originate in a Committee of the Whole House ; " . . . et il cite à la page 487 l'Ordre Permanent du 20 mars 1707 : " This House will not proceed upon any petition, motion or bill for granting any money, for releasing or compounding any sum of money owing to the Crown, but in a Committee of the Whole House."

" A première vue, dit l'honorable M. Taillon, ni cette règle, ni les autres que je viens de citer n'atteignent le *bill* . . . " mais je trouve dans un ouvrage intitulé : *The practice and privileges of the two Houses of Parliament* " par Alpheus Todd, publié à Toronto en 1840 :

" No motion for public money will be received, unless recommended from the Crown and if no such recommendation be signified, the Speaker must decline to put the question. The standing order of the 11th June 1713, requiring this in terms, extends only to petitions but in its spirit and practice it applies to all applications for public money or for alienating any estate or the revenues of the Crown.

" Ne peut-on pas, ajoute M. Taillon, raisonner *a pari*, pour les cas où il s'agit de savoir si certains *bills* doivent com-

mencer en comité général de la Chambre.... “ Je suis donc porté à croire qu’il eût été plus conforme à l’esprit de nos règles de pratique de commencer cette législation en comité général de la Chambre.”

. Il résulte des autorités ci-dessus, telles qu’interprétées par mon prédécesseur, que toute législation sur les matières qui impliquent les droits de la couronne, son patronage, sa propriété et ses prérogatives, ainsi que toute mesure pour l’application des argents publics ou pour l’aliénation des biens ou des revenus de la couronne doit prendre son origine, conformément à l’esprit de nos règles de pratique, en comité général de la Chambre avec le consentement de la Couronne.

Il me paraît évident que l’amendement en question comporte l’aliénation des droits, du patronage et de la propriété de la Couronne, et l’abandonnement de certaines réserves royales qui lui appartiennent ; qu’elle nécessite en conséquence les formalités ci-dessus indiquées et que ces formalités n’ayant pas été observées à son égard, elle est irrégulière.

La Chambre siège de nouveau en comité général, M. Laliberté préside le comité.

**M. Casgrain**—*député de Québec*.—J’ai l’honneur de proposer en amendement à l’article 4, les mots suivants :

Et quant aux lacs ou rivières qui sont sous bail, les colons occupant, ou propriétaires dans le ou les cantons où sont situées les dites eaux pourront y pêcher à la ligne pour pourvoir à la subsistance de leurs familles seulement et non dans un but de spéculation ou de commerce, et dans le temps permis par la loi.

L’honorable M. Gagnon formule la même objection qu’à l’amendement précédent, et M. le président du comité confirme sa décision antérieure.

Appel de cette décision est pris à la Chambre, et M. le président déclare : Cette amendement implique le même principe que le précédent et se trouve en conséquence irrégulier.

La Chambre siège de nouveau en comité général,

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer en amendement que les mots suivants dans la section 14 savoir ? “ qui ne sont pas sous bail, ” soient retranchés, et les mots suivants ajoutés : “ pour leur subsistance ou leur usage domestique.”

L'honorable M. Gagnon formule la même objection qu'aux amendements précédents, et M. Laliberté, président du comité, confirme ses décisions précédentes.

Appel est pris à la Chambre.

La séance du comité est levée.

M. le président reprend le fauteuil.

L'honorable M. **Marchand**—*député de Saint-Jean, président de l'Assemblée législative*.—Cet amendement implique encore les mêmes principes que les précédents et leur donne même plus d'extension, en soumettant à son effet les lacs et rivières qui sont sous bail lesquels étaient omis dans les deux précédents amendements. Je déclare donc que la décision du président du comité était bien fondée.

La Chambre siège de nouveau en comité général, M. M. Laliberté préside le comité.

M. **Nante**—*député de Terrebonne*.—Objecte à l'article 14, lequel se lit comme suit : “ Les personnes domiciliées dans la province de Québec n'ont pas besoin de permis pour faire la pêche à la ligne dans les eaux des lacs et des rivières qui ne sont pas sous bail.”

Cet article n'est pas dans l'ordre en vertu des décisions qui viennent d'être rendues.

M. le président du comité renvoie l'objection. Appel de cette décision est pris à la Chambre.

Le comité lève sa séance.

M. le président reprend le fauteuil.

L'honorable M. **Marchand** — *député de Saint-Jean, président de l'Assemblée législative.*—On objecte à cette clause parce qu'elle n'est pas mentionnée dans les résolutions qui ont servi de base au dit *bill*, et qu'elle implique la concession des droits, du patronage et de la propriété de la Couronne.

A première vue j'étais porté à croire que cette objection n'était pas fondée parce que la clause à laquelle elle s'applique ne paraissait être que la reproduction d'une loi existante, 46 Victoria, chapitre 9, section 15, et qu'elle n'impliquait aucune nouvelle concession de la part de la Couronne ; mais, comme on vient de me faire observer que les deux clauses ne sont pas identiques et que celle du dit *bill* à laquelle il est fait objection a une plus grande étendue en autant qu'elle donne le pouvoir de pêcher toutes espèces de poissons dans les lacs et les rivières, tandis que le statut existant excluait de ce privilège la pêche dans les rivières fréquentées par le saumon, je déclare, sans révoquer la décision du président du comité, qui n'a pas été appelé à décider sur ce point, que cette extension n'étant pas mentionnée dans les résolutions qui ont servi de base au dit *bill*, la dite clause 14 n'est pas régulière.

La suite de la délibération en comité général est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du mercredi, le 20 juin 1888.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets de loi.—Proposition de M. Nantel, relativement à la position d'inspecteur des mines : MM. Nantel, Blanchet, Faucher de Saint-Maurice et Duhamel.—Proposition de M. Lafontaine, au sujet de l'octroi d'une subvention à l'Université-Laval : MM. Lafontaine, Flynn, Mercier, Casgrain, Déchène (de l'Islet), Faucher de Saint-Maurice et Gagnon.—Proposition de M. Poupore, au sujet de la protection des forêts contre le feu : MM. Poupore, Tessier, Lynch, Flynn et Duhamel.—Résolution concernant la protection des forêts contre les incendies : M. Tessier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

**M. Casgrain**—*député de Québec*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Ce projet de loi m'est demandé par des chasseurs émérites dans mon comté.

**M. Beauchamp**—*député de Deux Montagnes*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi relatif aux voitures d'hiver.

C'est encore la même question qui est déjà venue plusieurs fois devant la Chambre. J'espère cette fois-ci donner une solution satisfaisante aux difficultés dont on se plaint dans la région du pays que j'habite.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibération.



**M. Legris**—*député de Maskinongé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi à l'effet de modifier l'article 615 du code municipal.

Ce projet de loi est adopté en première délibération et renvoyé au comité spécial du code municipal.

#### L'INSPECTEUR DES MINES.

**M. Nantel**—*député de Terrebonne*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie des correspondances, arrêtés du conseil et tous autres documents se rapportant à la position d'inspecteur des mines pour cette province.

M. le président, je n'ai pas l'intention de critiquer la nomination de M. O'Balski qui aurait été faite par le gouvernement de cette province. C'est une charge nécessaire et je suis l'un de ceux qui croient que l'industrie de l'exploitation des mines aura, à l'avenir, une grande importance pour la province. Je crois donc que l'on a bien fait de s'assurer les services d'un homme aussi savant et aussi distingué que l'est M. O'Balski.

M. le président, je suis convaincu, d'après les quelques études que j'ai faites, que nous avons dans notre province des mines excessivement riches. Ce qui a manqué jusqu'à aujourd'hui, ce n'est pas tant s'en faut ce que j'appellerai la matière première de cette industrie, car elle existe en gisements considérables dans plusieurs endroits de notre territoire, c'est une organisation forte, une impulsion énergique, propre l'une et l'autre à inspirer confiance aux capitaux qui pourraient s'engager dans cette exploitation.

Nous pourrions organiser pour cette fin, un département spécial qui deviendrait en peu d'années, l'un des plus im-

portants de l'administration publique. Il n'y a pas de doute que c'est là une amélioration à laquelle il nous faudra songer sérieusement plus tôt que nous le pensons.

Malheureusement je déplore certaines dispositions dans nos lois, dispositions que nous ne trouvons nulle part ailleurs dans les autres pays, où l'exploitation des mines occupe un rang considérable dans les industries nationales. Les résultats généraux recueillis par quelques uns de ces pays, résultats que nous pouvons étudier aux sources authentiques, nous présentent un état de choses vraiment prodigieux sous tous les rapports. Aux Etats-Unis, il y a eu de grandes régions qui plus tard sont devenues des provinces florissantes et qui n'ont été colonisées que grâce à l'exploitation minière. La Californie, le Colorado, et d'autres Etats encore sont des exemples que l'ont peut citer à l'appui de mon assertion.

Aussi si vous étudiez la législation de ces Etats, vous vous convaincrez rapidement du soin jaloux qu'apportait le législateur, à donner à l'exploitation minière toutes les facilités et tous les avantages possibles.

J'ai parlé tout à l'heure de nos lois, et j'ai déclaré qu'elles me paraissaient défectueuses. Entr'autres choses, qu'on me permette de signaler en passant, une anomalie que je voudrais voir disparaître. Je veux parler de la clause établissant le droit régalien. Cette clause se lit comme suit : " Il est déclaré par le présent acte que le lieutenant gouverneur en conseil, peut, s'il le juge à propos, et d'après les conditions et formalités qu'il croit convenables, réclamer en tout temps, le droit régalien dû à la couronne, sur toute terre déjà vendue, concédée ou autrement aliénée ou qui pourra l'être à l'avenir. Ce droit régalien, à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettres patentes ou autres titres de la couronne, consiste en une somme de deux et demi par cent sur le poids brut de l'or ou de l'argent recueilli, et cinquante pour et par chaque tonneau de phosphate de

“ chaux à l'état de matière brute aussi recueilli.” Plus loin à l'article 16, la loi ajoute ceci : “ Pour plus de sûreté en faveur “ de toutes telles personnes, sociétés ou compagnies, ayant “ comme susdit des droits de mines déjà acquis, tout exploi- “ tant doit fournir mensuellement un état sous serment prêté “ devant l'inspecteur de la division minière qu'il appartient “ du montant de minerai recueilli et payer le susdit droit de “ trois par cent à la personne, société ou compagnie, ou “ leurs agents, dans le cas de la section 14, et au trésorier “ de la province, dans le cas de la section immédiatement “ précédente, ” c'est-à-dire que cette clause force les exploi- tants à donner un état de leurs travaux et des bénéfices qu'ils leurs assurent.

Les deux dispositions que je viens de lire sont funestes à l'industrie minière, pour la bonne raison qu'elles ont pour effet d'empêcher la spéculation qui est entr'autres l'un des éléments les plus puissants pour aider au développement de cette industrie. C'est la spéculation plus souvent que l'exploitation des mines elles-mêmes, qui donne l'élan créateur. Or si vous forcez le propriétaire d'une mine à donner un tableau de ses opérations, vous tuez toute spéculation ; en effet si son exploitation n'est pas heureuse, s'imagine-t-on qu'il pourra vendre le lot qu'il possède ? J'espère que le gouvernement verra à opérer la réforme voulue.

Je lisais dernièrement un article paru dans l'*Electeur* de Québec, qui donne une idée de la richesse de nos mines, et qui est par là même un magnifique argument en faveur de la réforme que je sollicite.

J'ai parlé du droit régalien : lorsqu'il a été établi, on espérait un revenu plus considérable que celui qu'il a donné. Ainsi cette année, ce droit n'a rapporté que \$28, et sa perception a coûté au-delà de \$2,000. Comme l'autre disposition, ce droit gêne beaucoup l'exploitation minière et a par conséquent un effet désastreux.

Je voudrais aussi que l'on prendrait les moyens d'encourager ceux qui font des recherches pour découvrir des mines. La loi de 1880 y a songé, voici ce que dit l'article 22 : " Toute personne, société ou compagnie, peut, en dehors d'une division minière, faire des explorations et recherches pour la découverte des mines et minerais, sur les terres publiques non déjà occupées comme *claims* miniers ou autrement, en vertu d'une permission écrite et accordée à cet effet par le commissaire des terres de la couronne."

Ceci est défectueux. Non-seulement celui qui fait des explorations ne devrait pas être obligé de demander cette permission, mais on devrait de plus le récompenser, comme cela se pratique aux Etats-Unis. Là on lui donne un *claim* entier, sans qu'il ait un seul sou à payer. Je voudrais aussi une réforme dans l'arpentage des terrains miniers. Ceux qui découvrent des mines devraient pouvoir les faire arpenter et compter que le département des terres de la couronne décrèterait que cet endroit là est un district minier.

Du reste, la loi que je critique, est très bien faite, mais il faudrait qu'elle fût modifiée sur les trois points que je viens de signaler. Si nous nous décidions à entrer résolument et hardiment dans la voie des réformes, nous aurions ici les résultats que nous voyons aux Etats-Unis, car de l'aveu de tous ceux qui s'y entendent, nos mines sont très riches.

Je tenais à soulever cette question afin de donner l'avantage à ceux qui s'intéressent à cette industrie et qui en veulent le développement, de suggérer les meilleurs moyens d'améliorer la situation.

Je sais que le gouvernement actuel est un gouvernement de progrès, aussi je serai très heureux de lui donner mon appui dans toutes les mesures qu'il présentera pour le bien général de la province, et pour l'encouragement de ses industries.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—L'une des réformes qui serait la mieux accueillie, serait la création d'un département minier. Nos mines offrent de grands avantages à l'exploitation et sont d'une richesse considérable, mais le malheur est qu'elles ne sont pas assez connues.

Il y a déjà un grand nombre d'années que les géologues qui ont visité notre territoire et qui ont fait des rapports, qui malheureusement sont enfouis dans la poussière de nos bureaux publics, nous ont fait connaître les richesses immenses que nous possédons et que nous laissons dormir au fond de la terre. Il n'y a pas de doute que cette apathie provient du fait que ces rapports de géologues sont à peu près inconnus. Il importe donc beaucoup de les porter à la connaissance de ceux qui voudraient se livrer à l'exploitation minière. Ceux qui connaissent cette industrie prétendent que nos mines sont aussi riches et aussi belles que celles des Etats-Unis. On peut se faire par là même une idée de la richesse et des avantages qui en résulteraient pour la province, si des mesures énergiques étaient prises, et si une politique raisonnée et intelligente était adoptée pour développer cette industrie.

Dans une conférence faite au club canadien de New-York par un M. McDougall, je vois que les mines de la Nouvelle-Ecosse ont déjà produit plusieurs millions de piastres, et celles de la Colombie Anglaise plus de cinquante millions.

Nous avons ici à notre porte, un district minier qui est l'un des plus beaux, sinon le plus beau du Canada. Il n'y a pas d'exagération à dire que plus de vingt millions de piastres en valeur peuvent être extraites chaque année de nos mines. Pour vingt ans cela donne quatre cent millions de piastres, pour les métaux précieux seulement. On peut se faire par là une idée de l'immense accumulation de richesses que nous

recueillirions de cette industrie, si elle était en pleine activité ; et ici je ne parle pas du fer, car nous en avons aussi. Nos gisements de fer sont aussi beaux que ceux de la Norvège, et pourraient être aussi facilement exploités. Les circonstances seraient favorables pour l'industrie du fer, car on sait que le gouvernement fédéral a frappé l'importation de cet article d'un droit protecteur.

Il est temps que le gouvernement étudie cette question, en vue de faciliter l'exploitation de nos mines.

J'ai parlé d'une organisation pour faciliter l'établissement et le développement de cette industrie sur un plus grand pied. Une chose qui ne coûterait que très peu d'argent, serait la création d'un bureau principal, chargé de recueillir et de mettre à la portée de tous ceux qui désireraient les avoir, tous les renseignements possibles sur notre richesse minière. Dans ce bureau on pourrait aussi organiser un système d'analyse afin de connaître la valeur des minéraux que l'on trouve en abondance dans plusieurs endroits de la province ; mais il faudrait que ces analyses soient faites gratuitement. Si les échantillons analysés indiquaient une richesse exceptionnelle dans le gisement, les officiers du gouvernement préposés à cette fin, pourraient faire une visite sur les lieux et recueillir tous les renseignements que des recherches scientifiques leur procureraient.

Je crois que l'honorable député de Terrebonne a eu raison de dire qu'il faut autant que possible faire disparaître les obstacles qui arrêtent ou gênent l'exploitation de nos mines. Un excellent moyen d'encourager cette industrie, serait de donner un *claim* à ceux qui découvrent des mines. Il y a des gens qui ont travaillé pendant des années et des années pour découvrir et connaître autant que possible, les richesses de nos gisements miniers, il ne serait donc que juste qu'ils aient une récompense.

Avec un bureau comme celui dont je parlais tout à l'heure, on attirerait davantage l'attention des capitalistes ; et ce qui nous manque surtout, ce sont les capitaux, car aujourd'hui l'exploitation minière exige des dépenses énormes en matériaux de tout genre.

L'honorable député de Terrebonne voudrait voir disparaître le droit régalien. Je ne suis pas prêt à dire que le gouvernement devrait abandonner ce droit ; je crois qu'il n'est que juste que ceux qui exploitent nos richesses du sol, payent quelque chose au trésor pour la protection qu'il leur accorde. Quant à moi, je voudrais qu'une fois que le lot est vendu, qu'il n'y eut plus d'obstacle dans la voie de celui qui se livre à cette exploitation ; par exemple, je ne voudrais pas qu'on fasse payer une licence par chaque homme qui travaille à la mine.

Il arrive souvent que ceux qui découvrent des gisements miniers, sont de pauvres gens qui n'ont pas le sou. Il doivent travailler deux ou trois ans pour ramasser l'argent qu'il leur faut pour acheter un *claim*, ou pour payer la licence exigée. Par là on arrête le zèle de ces pauvres travailleurs, et on retarde grandement l'exploitation de nos mines. \*

Que le gouvernement donc se contente de vendre ses terrains et accorde toutes les facilités possibles à ceux qui se livrent à ce travail. Jusqu'ici on a essayé un mode qui n'a pas réussi, je comprends qu'en l'absence d'une expérience pratique, on a pu faire des tentatives infructueuses ; mais aujourd'hui que l'expérience est venue nous éclairer, nous ne serions plus justifiables de maintenir un état de choses qui n'a pas produit de bons résultats. Notre devoir est donc d'améliorer notre législation.

Faisons tout en notre pouvoir pour attirer ici des capitaux étrangers, et les hommes qui ont acquis de l'expérience dans cette industrie. L'expérience est un capital considérable en toute chose, et principalement dans ce cas ci.

Je crois que les idées exprimées par mon honorable ami le député de Terrebonne, méritent l'attention du gouvernement. En résumé, comme première mesure de réforme, il nous faudrait une loi claire et simple, qui ne frapperait les mineurs d'aucun impôt.

**M. Faucher de Saint-Maurice** — *député de Bellechasse*.—Il y a quelques jours, j'avais l'honneur de poser une interpellation au gouvernement à propos de cette même question de l'exploitation de nos mines. Elle m'avait été suggérée par une étude remarquable, publiée dans la *Canada-Français*, et qui est due à un homme aussi modeste que distingué, M. l'abbé Laflamme. Ce monsieur est un savant qui honore le Canada.

Voici ce qu'écrivait M. Laflamme dans la livraison de janvier dernier du *Canada-Français* :

“ L'aluminium, découvert par Woehler en 1825, est resté sans applications sérieuses jusqu'à ce que Sainte-Claire Deville, en 1854, ait trouvé un moyen pratique et relativement économique de l'extraire. Depuis cette date, il est entré dans le domaine de l'industrie, grâce à ses propriétés vraiment remarquable. Cependant, il se vend encore près de dix piastres la livre, et malgré cela, son usage se généralise de plus en plus. Il a un éclat assez vif, une grande sonorité, une densité très faible, il est à peu près inaltérable, et il forme avec le cuivre des bronzes qui sont beaucoup employés dans la bijouterie, vu la ressemblance qu'ils ont avec l'or.

“ Toutes ces applications datent du jour où son extraction est devenue relativement économique. Or on peut affirmer, sans crainte d'erreur, que plusieurs autres métaux rares ont également des qualités précieuses encore inconnues, parce qu'il a été impossible jusqu'ici de les extraire en quantité suffisante. Par conséquent la métallurgie de ses métaux réalisée en grand, est sans aucun doute de nature à



amener de remarquables changements dans certaines branches de l'industrie.

“ Qui sait, par exemple, si le titanium, dont nous avons des montagnes dans la province de Québec, ne jouit pas, comme l'aluminium, de qualités qui le mettraient en mesure de nous rendre plus d'un service ? Sans doute, il serait téméraire d'attendre de lui le tour de force qu'a fait Sainte-Claire Deville avec l'aluminium, et il ne pourra peut être jamais servir à faire à lui seul toutes les parties d'une montre depuis le boîtier jusqu'au ressort. Mais tout de même, du moment qu'on l'extraira en quantité notable, nous serons agréablement surpris de son mérite réel. Jusqu'ici il ne sert qu'à préparer l'émail des dents artificielles ; il devra faire plus un jour.

“ C'est pour cette raison que le procédé Cowles, je veux dire, le traitement électrique des minerais, doit surtout nous intéresser. Commencer avec des minerais de zinc en 1886, le procédé a été étendu ensuite à l'extraction du calcium, du magnésium, du potassium, du sodium, du silicium, du bore, et même du titanium. Mais c'est surtout dans l'extraction de l'aluminium que M. Cowles a concentré tous ses efforts. La haute valeur de ce métal, les nombreuses applications qu'on en peut faire, rendaient son extraction économique importante à tous les points de vue. Le savant américain a réussi au-delà de toute espérance, et, dans quelques années, le prix de l'aluminium sera tombée de dix piastres à quelques cents la livre.”

Maintenant voici comment dans mon interpellation, je résumais tout cet important travail :

“ Est-ce l'intention du gouvernement de créer une nouvelle industrie minière qui plus tard, pourrait rapporter de gros bénéfices, en faisant faire, par des hommes compétents des essais sérieux sur les alliages du fer et du titanium et sur l'affinité qu'a ce dernier métal pour l'azote.”

“ Dans le cas où ces essais réussiraient, est-ce l'intention du gouvernement de concéder une certaine quantité de terres qui se trouvent dans le voisinage des mines de fer titané? ”

Et le gouvernement m'a répondu que cette importante question était à l'étude.

Je tenais à mettre devant la Chambre une étude remarquable faite par l'un de nos savants les plus distingués et dont la haute réputation fait le plus grand honneur à la province de Québec. D'ailleurs cette étude avait sa place toute trouvée dans un débat comme celui-ci.

Je crois que l'honorable député de Terrebonne a fait preuve d'une grande sollicitude pour les intérêts de la province, en soumettant cette question à la Chambre. C'est un sujet de la plus haute importance.

Notre sol est riche et nous avons tout ce qu'il faut pour créer une grande industrie minière ; nous avons l'or, l'argent, l'amiante, le fer titanique et le gaz naturel. Aux Etats Unis ce gaz a donné du carbone représentant une valeur de dix millions de piastres.

Dans mon comté, on dit qu'il y a des gisements considérables de cuivre. Toutes ces richesses attendent l'énergie et les bras d'un peuple industrieux et entreprenant.

Nous avons aussi à notre service un ingénieur distingué dans la personne de M. O'Balski ; il sort de la meilleure école du monde ; profitons de sa science pour organiser un service digne de la province.

Au Labrador nous avons les plus beaux marbres du monde, et cependant nous en importons des pays étrangers.

Travaillons tous ensemble au développement de cette grande industrie, et nous aurons fait beaucoup pour la prospérité générale de la province. Que le gouvernement se mette à l'œuvre, et d'avance il peut compter sur notre concours.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Nous sommes prêts à faire notre devoir, et nous serons toujours disposés à prendre les mesures les plus favorables à l'industrie minière en cette province. Le gouvernement étudie cette importante question et toutes les suggestions que l'on voudra bien lui faire seront accueillies avec plaisir et reconnaissance. Il n'y a pas de doute que le temps est arrivé de se mettre à l'œuvre et de prendre les moyens d'établir solidement et de faire fleurir cette industrie dans le pays.

La proposition est adoptée.

#### L'UNIVERSITÉ LAVAL.

M. **Lafontaine**—*député de Napierville*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre l'Université Laval et le gouvernement de cette province au sujet d'une subvention.

M. le président, jusqu'ici nous avons vu sur l'ordre du jour des questions de finance, de chemins de fer, d'agriculture et de colonisation, quelques-unes même de récrimination de partisanerie, en inscrivant sur le feuilletton une demande pour la production de la correspondance échangée entre le gouvernement et l'Université Laval et en me faisant l'humble avocat de l'enseignement universitaire, je crois avoir le droit de dire avec le poète : “ *Paulo majora canamus*. ” Dans une matière aussi importante, je ne veux offrir ni mes humbles opinions ni ma faible expérience, je ne saurai être que l'écho des maîtres que j'ai consultés.

La question de l'éducation, par l'influence vitale qu'elle a sur un pays s'impose en premier lieu à l'attention non-seulement du législateur mais de tout citoyen éclairé, aimant véritablement son pays. C'est là une proposition que je n'ai

pas besoin d'appuyer par des arguments, tant elle est évidente par elle-même. Laissez-moi seulement, M. le président, invoquer le témoignage, soit des personnes versées dans les choses de l'éducation, soit d'illustres penseurs et hommes d'état auxquels je viens de faire allusion. " Donnez-moi l'instruction pendant un siècle, disait Leibnitz et je changerai le monde. "

L'éducation, est l'empire : disait M. Thiers. Son illustre adversaire, Mgr Dupanloup ajoutait : " Oui c'est l'éducation qui par l'influence profonde qu'elle exerce sur l'individu et sur la famille, éléments primitifs de toute société, fait les mœurs publiques, forme les vertus sociales et prépare des miracles inespérés de civilisation intellectuelle morale et religieuse."

" Oui c'est l'éducation qui fait la grandeur des nations, qui maintient leur splendeur, qui prévient leur décadence et qui au besoin les relève de leur chute.

" Platon, dans son livre des lois, avait dit : Le législateur ne donnera pas à l'éducation le dernier ni même le second rang dans sa pensée, il n'oubliera jamais que si les générations sont élevées dans la vertu, le vaisseau de l'Etat ne chancelle pas, mais que si . . . . Je m'arrête, je ne veux pas effrayer ceux qui dans un état naissant, craindraient de sinistres présages."

Cette question de l'enseignement qui s'impose ainsi à notre attention fait plaisir à traiter dans cette enceinte, où les deux partis rivalisent de zèle, d'intelligence et de dévouement pour l'avancement du pays. A cause de son importance, je me flatte aussi de trouver un écho favorable dans le cœur du gouvernement, et un puissant encouragement de la part des amis de l'éducation dans cette Chambre, savoir de tous les députés avec lesquels j'ai l'honneur de siéger. Cependant ce n'est pas de l'éducation indistinctement dont je veux parler mais de cette partie qui a pour effet l'*enseignement universitaire*.

Occupant la première place dans la hiérarchie, ce qu'on a dit de l'enseignement et de l'éducation en général doit s'appliquer à plus forte raison à l'enseignement universitaire, appelé aussi enseignement supérieur.

Cet enseignement en effet par son objet, les personnes auxquelles il s'adresse et le rôle qu'elles doivent jouer dans la société prime tous les autres, de là son nom d'enseignement supérieur.

Pour justifier cette proposition il suffit de connaître ce que c'est que l'enseignement universitaire. A cette question je réponds avec l'illustre évêque d'Orléans s'adressant à l'assemblée nationale devant laquelle il plaidait la cause des universités catholiques :

“ C'est le savoir humain dans sa dignité la plus haute,  
“ c'est par conséquent la plus haute éducation, la plus haute  
“ culture de l'intelligence humaine ; c'est par conséquent  
“ la forme la plus distinguée, l'expression la plus solide et la  
“ plus brillante de la civilisation intellectuelle d'un pays. ”

“ Et s'il faut le définir plus précisément, l'enseignement  
“ supérieur, ce sont d'abord les lettres dans ce qu'elles ont  
“ de plus noble, de plus élevé et de plus exquis et je l'ajou-  
“ terai de plus religieux et de plus civilisateur ; les lettres  
“ qui renferment avec les littératures anciennes et modernes,  
“ l'étude des langues, de la philosophie, de l'histoire et de  
“ cette géographie qu'on nous accuse tant de ne pas savoir  
“ assez. ”

“ Ce sont encore les sciences, les sciences si belles en elles  
“ mêmes et dans leurs grandes théories et si fécondes en  
“ inventions et en application de toutes sortes à l'industrie, à  
“ l'agriculture et au commerce. Et parmi elles, il faut distin-  
“ guer avec honneur les sciences médicales, qui forment les  
“ hommes habiles dans l'art de guérir ; il faut distinguer  
“ aussi ces belles études du droit, du droit dont le nom  
“ seul est un honneur et une force, du droit qui forme les

“ grands magistrats, les jurisconsultes, les administrateurs,  
“ les hommes politiques, les législateurs et tous ces hommes  
“ que je nommerais volontiers les fils aînés des nations,  
“ parce qu’elles les envoient pour se rencontrer sur les hau-  
“ teurs sociales et quelquefois dans des assises solennelles  
“ comme les vôtres, messieurs, parler s’ils le peuvent la même  
“ langue, s’expliquer et s’entendre sur les intérêts généraux  
“ de l’humanité.”

Le trait distinctif de cet enseignement, c’est donc l’Université, il comprend la science universelle ; *studium generale*, *studium universalis*. De là le nom d’universités aux institutions où se donne cet enseignement universel.

J’en ai assez dit je crois pour faire comprendre l’importance d’un tel enseignement. Il est important pour la religion —on l’a dit, peu de science éloigne de la religion beaucoup y ramène et les grands savants pour la plupart ont été de grands croyants. Ai-je besoin de nommer Copernic, Euler, Newton, Pascal et Buffon, et dans une époque plus rapprochée, Amper, Walter, et LeVerrier. Il est important pour la société, puisque l’université donne la vie intellectuelle, qu’elle a pour objet de former l’esprit et le cœur de tous ceux qui sont appelés à y jouer un rôle et qui sont les âmes dirigeantes d’un pays, puisqu’elle est, pour employer l’expression d’un grand homme, le complément et la plus haute expression de la civilisation (Mgr. Conroy.)

Aussi un fait qui frappe tout observateur c’est l’attention constante des gouvernements pour l’enseignement supérieur et l’encouragement puissant que les universités ont toujours reçu.

D’abord, c’est l’Université de Paris la plus ancienne avec ses 20 à 25,000 étudiants divisés en quatre nations et chacune d’elle en tribus ou provinces. Telle est la sollicitude qu’on lui prodigue, les présents qu’on lui fait, les dotations

dont on l'enrichit, qu'elle est appelée la fille aînée des rois de France et elle prend place après les princes du sang.

Les plus illustres étrangers y viennent suivre les cours. Ils tenaient à honneur d'avoir étudié à Paris, dit Michelet. D'autres y vont prendre le titre de docteurs et Petrarque fut aussi fier de la couronne que lui décerna l'Université que de celle du capitol. On y vit un roi lui-même assister aux concours et le prince de Conti briguer les palmes universitaires avec son père le grand Condé à ses côtés.

Si l'on passe en Angleterre, on voit Oxford à certaine époque avec 15 à 20,000 étudiants, ses nombreux collèges, Cambridge, Dublin, Londres et d'autres encore. Toutes ces institutions ont été et sont l'objet constant de la sollicitude et de la générosité des gouvernements et des particuliers.

En France le budget de l'enseignement universitaire s'élève à au delà d'un million sans compter les sommes fournies par la générosité individuelle. Oxford a un revenu annuel de \$300,000. La célèbre université de Louvain est l'œuvre de la générosité des catholiques de la Belgique qui l'ont fondée et la maintiennent. Aux Etats-Unis les universités sortent toutes dotées comme par enchantement et dernièrement encore lorsqu'il s'est agi de la fondation d'une université catholique une seule personne, une jeune fille, a donné \$300,000. Au Chili l'enseignement universitaire coûte au gouvernement \$125,000. Lors des nouveaux arrangements financiers entre le gouvernement fédéral et Manitoba 150,000 acres de terre ont été cédées et mises à part pour l'établissement de l'Université de Manitoba. Ainsi dans tous les pays on a compris et on comprend que le progrès d'un pays je dirai plus, son existence même tenait essentiellement à l'existence des universités et à leur situation florissante.

J'en arrive maintenant à notre pays. Certes, on ne peut pas dire que la cause de l'éducation soit négligée et que

l'instruction n'y soit pas répandue. Les statistiques démontrent la place honorable que nous occupons parmi les autres nations beaucoup plus anciennes, plus riches et plus avancées que nous. Ceci est vrai non-seulement de l'éducation commune mais aussi de l'éducation secondaire.

De nombreux collèges—trop nombreux même peut-être—reçoivent continuellement l'enfant du peuple et lui ouvrent le chemin des professions libérales, des beaux arts et des plus hautes fonctions dans la société.

Les noms de leurs fondateurs sont présents à la mémoire de tous et passeront à la postérité. Mais chose assez extraordinaire, à part d'heureuses exceptions trop limitées que je mentionnerai tantôt, là se sont arrêtés ces magnifiques dévouements, ces grandes générosités, ces puissants efforts des particuliers et des gouvernements.

L'éducation commune et l'éducation collégiale ou classique ont été le *nec plus ultra*.

On s'est imaginé que le jeune homme de vingt ans qui sort du collège et est jeté dans le mouvement social n'avait plus besoin ni de leçons, ni de maître, et que son intelligence devait suffir à tout.

Il est vrai qu'elle ne manque pas cette intelligence et il est extraordinaire que nous ayons pu maintenir notre position avec d'aussi faibles ressources. Mais c'est une étrange erreur. Personne n'a la science infuse. Pour le jeune homme le livre du Digeste ou des Pandectes, la coutume et le code présentent autant de difficultés que l'*Epitome* et le *De Viris* à l'enfant. Il faut au jeune homme des maîtres qui lui expliquent les secrets de la science. Il lui faut des bibliothèques, des musées, des laboratoires. Il faut des concours pour stimuler son courage et développer son intelligence. Pour lutter avec avantage il doit être mis au courant des découvertes de la science et l'amour du travail doit être



développé chez lui par l'exemple. Où trouvera-t-il tout cela s'il n'a pas d'université ?

Nos concitoyens d'origine anglaise toujours pratiques, dès 1821, jetaient les bases de l'Université McGill. Depuis cette époque, les élèves sont accourus, non-seulement protestants *mais catholiques*, l'institution s'est agrandie, elle s'est enrichie, les donations y arrivent de tout côté. C'est par douzaine que l'on compte ses bienfaiteurs ; ce sont les Redpath, les Molson, les Torrance, les Mackay, les McDougall, les Morrice, les Smith, les Ferrier ; j'en passe et des meilleurs. On a compris qu'elle était le rampart le plus assuré de la nationalité anglaise, et le dernier Anglais fournira son dernier sou pour assurer son existence. On a compris que la supériorité des richesses ne suffit pas, et que la supériorité intellectuelle est le plus sûr moyen de prédominer sur ses voisins.

Pour nous avec une population moins riche mais beaucoup plus nombreuse dans une proportion de 7 contre 1, ce n'est qu'en 1852 que nous avons eu notre université. Comme toujours dans l'histoire de notre pays, cette fondation était due à l'initiative, au zèle et à la générosité de notre clergé. Honneur et reconnaissance lui soient rendus. Honneur et reconnaissance au Séminaire de Québec qui s'est mis à la tête d'une telle entreprise. C'est avec orgueil que nous voyons cette belle institution qui a nom l'Université Laval et que nous la montrons à l'étranger. Elle a porté notre nom au delà des mers, à l'étranger, et sans elle nous aurions subi plus d'un affront en face de l'étranger qui aurait vainement cherché ici ce que l'on trouve dans tous les autres pays : une université, parce-qu'elle tient à l'existence et au progrès d'un pays.

L'Université Laval depuis sa fondation n'a pas fait seulement notre honneur comme peuple, elle a fait du bien. Personne ne le niera. Elle a élevé le niveau intellectuel,

elle a donné une impulsion aux lettres, et à quoi peut-on attribuer, sinon à son heureuse influence, la supériorité intellectuelle de Québec sur Montréal, qui se contente de la supériorité commerciale.

Ce résultat est encore plus visible pour nous qui pouvons déjà toucher du doigt l'heureuse influence de la succursale établie à Montréal depuis dix ans, dans les circonstances et avec les difficultés que l'on connaît, et où tous s'accordent à reconnaître l'impulsion qu'elle a donné aux études professionnelles et le bien qu'elle a fait à la jeunesse.

Je puis en parler, car je n'ai été pour rien dans ce résultat. Si l'Université Laval a fait du bien dans sa courte existence avec les difficultés qu'elle a rencontrées, les épreuves qu'elle a subies, les luttes qu'elle a eu à soutenir, combattant depuis le lendemain même de sa fondation pour son existence, quels magnifiques résultats n'eut-elle pas atteint s'il en eut été autrement ? Cela tient à notre caractère, qui sait mieux critiquer et détruire qu'édifier. Je tire un voile sur cette triste page de notre histoire. Quand il y a péril en la demeure, ce n'est pas le temps de discuter. Mais ceux qui ont des sympathies pour l'Université comme ceux qui l'ont attaquée ou qui demeurent indifférents, le public en général et le gouvernement gardien des institutions du pays se sont-ils jamais demandé ce qu'elle a coûté de générosité et de dévouement à ses fondateurs et à ceux qui l'ont maintenue ? S'est-on jamais informé des besoins d'une telle institution, s'est-on jamais rendu compte des sommes dépensées pour l'établissement de l'Université, ses bibliothèques, musées, laboratoires, a-t-on jamais réfléchi que l'Université Laval a été établie sans dotation ni revenus, que l'enseignement a été une œuvre de dévouement, sans rémunération suffisante et adéquate, que la fondation et l'entretien ont été l'œuvre d'une seule institution, le Séminaire de Québec, qui y a dépensé un million de piastres, que chaque année il y a

dans les affaires de l'Université, un déficit de \$10,000 au moins, et que le Séminaire de Québec avec la régularité d'une pendule, a, chaque année, comblé ce déficit. Il a pratiqué à tel point le précepte de l'Evangile que la main gauche doit ignorer les bienfaits de la main droite, que le pays a pu croire que ces grandes choses se faisaient d'elles-mêmes ou par la vertu d'une baguette magique.

Le Séminaire de Québec qui a été le pourvoyeur inconnu n'a pas à sa disposition les mines du Pérou. La nouvelle va réjouir ceux qui ont travaillé contre l'institution sans se demander comment ils pourraient la remplacer. Il ne peut continuer son œuvre si l'on ne vient à son secours.

Ce n'est pas à moi de dicter au gouvernement son devoir, j'ai voulu faire connaître la situation à cette Chambre et au pays qui fera à chacun sa part de responsabilité.

Nous avons, M. le président, un pays vaste, notre race est forte, vigoureuse et industrielle. Sauvée de la révolution par la conquête, elle y a résisté et est devenue victorieuse à son tour. Elle a résisté à l'écrasement, elle a résisté à l'absorption. Elle a résisté à l'annexion, elle a résisté à la centralisation. Sa religion, ses institutions et ses lois ont été sauvegardées : l'autonomie du pays ne sera pas violée.

A ce pays déjà si vaste, le gouvernement va donner de nouveaux territoires. Ce n'est pas sans un but que la Providence nous a sauvés des nombreux dangers. Les nations comme les individus ont une mission. Certes, le peuple canadien a une destinée, il a une mission et son accomplissement est pour lui une question de vie ou de mort, car les nations comme les individus ont aussi leurs devoirs, et les nations infidèles disparaissent. Qui nous conduira vers cette destinée, qui préparera les cœurs et les esprits pour l'accomplir, qui réunira tous les enfants du sol dans une idée et une pensée commune, qui enverra dans toutes les parties du pays, dans chaque localité des apôtres qui, comme

des flambeaux, indiqueront à la foule la voie à suivre ? Ce sera l'Université par ses élèves. Ce sera l'Alma Mater qui seule pourra réunir tous ses enfants.

J'ai fait ma tâche, celle du gouvernement commence.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*.—M. le président, je présente mes plus vives félicitations à l'honorable député de Napierville. Il a traité cette question avec une habileté de maître et, je le dirai, d'une manière magistrale. Bien qu'il ait à peu près épuisé le débat au point de vue où il s'est placé, je crois néanmoins devoir faire quelques remarques, dans le but d'exposer plus longuement les causes qui ont engagé l'Université Laval à faire la demande qui nous occupe. Cette institution traverse une période critique et les circonstances qui la forcent à s'adresser à la province pour obtenir une aide pécuniaire méritent d'être sérieusement étudiées.

La Chambre a appris avec un sentiment de regret et de chagrin la nouvelle que Laval se verrait dans la pénible nécessité de fermer ses portes si on ne venait pas à son secours. Il n'y a pas de doute que ce serait un grand malheur pour la cause de l'éducation supérieure.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Université Laval sollicite une aide. Dès 1885, une demande de ce genre fut faite par Mgr Hamel, laquelle fut renouvelée en 1886 par le même, mais cette fois la demande était accompagnée d'une pressante recommandation des évêques de la province. En 1887 et en 1888 Laval a continué ses instances. Je vois par une lettre en date du 1er décembre 1887, de l'honorable député de Trois-Rivières agissant comme premier ministre intérimaire, que le gouvernement se déclare prêt à faire droit à cette demande dès qu'il trouvera un moyen de le faire.

Voici cette lettre :

Québec, 1<sup>er</sup> décembre 1887.

A Mgr. B. PAQUET,

Monseigneur,

Le premier ministre, l'honorable M. Mercier, m'a mis au courant des démarches faites par l'Université Laval, dans le but d'obtenir du gouvernement de Québec une subvention annuelle de \$25,000 ou \$30,000 durant vingt ans. Je suis heureux de pouvoir vous dire que le gouvernement se fera un plaisir d'acquiescer à la demande de l'Université dès qu'il trouvera un moyen de le faire.

Veuillez accepter l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

(Signé,)

ARTHUR TURCOTTE,

Le premier ministre intérimaire.

M. le président, la raison de l'insuffisance des ressources financières de la province, a été le motif qui a empêché le gouvernement dont je faisais partie d'accéder à la demande de Mgr. Pâquet.

Je constate par la lettre que je viens de lire que le gouvernement était, le 1<sup>er</sup> décembre dernier, disposé à venir en aide à l'Université Laval et que ce n'était plus qu'une question de voies et moyens....

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—.... Et de temps.

L'honorable M. **Flynn**.—Pardon.... je crois, d'après le texte de cette lettre, que ce n'était plus qu'une question d'argent, c'est du moins ce que je comprends....

Le Séminaire de Québec a été fondé en 1663 et l'Université Laval en 1852, le 8 décembre. Le Séminaire compte donc 225 années d'existence et l'Université, 36 ans. L'une

et l'autre de ces institutions ont rendu d'immenses services au pays en formant la jeunesse et en répandant autant qu'il était en leur pouvoir, les bienfaits de l'éducation chrétienne. A ce propos qu'on me permette de rappeler ces vers de notre poète national, M. Crémazie :

Mais bientôt s'arrêtant au milieu de sa course.  
Des saints enseignements il vient ouvrir la source  
Et fonde la maison ce foyer immortel,  
Qui verse encore sur nous ces torrents de lumière ;  
Où des saintes vertus suivant la règle austère,  
On apprend à servir la patrie et l'autel.

Et plus loin, ces autres vers adressées aux messieurs du Séminaire :

Si nous avons gardé pur de toute alliance,  
Des pionniers français l'héroïque héritage,  
Notre religion, notre langue et nos lois ;  
Si dans les mauvais jours de notre jeune histoire,  
Nous avons, avec nous, vu marcher la victoire,  
Nous vous devons encore ces glorieux exploits.

Je n'ai pas besoin, je crois, de parler plus longuement des services que ces maisons ont rendus au pays. Mon honorable collègue le député de Napierville les a signalés d'une manière si éloquente qu'il est inutile d'y revenir. D'ailleurs, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'insister davantage vu que la plus grande unanimité règne ici sur ce point.

Si l'Université Laval a fait depuis trois ans de telles démarches c'est qu'elle se trouve dans une pénible situation financière. Jusqu'ici le Séminaire s'était toujours imposé la lourde tâche de subvenir à tous les besoins de cette institution, en prenant sur ses revenus les sommes requises pour couvrir le déficit annuel. Mais le Séminaire ne se trouve plus en position de continuer ces sacrifices. Tout le monde sait que la valeur des biens immobiliers a considérablement diminué

depuis quelques années. On sait aussi qu'il y a des propriétés de la couronne dans les environs de Québec qui ont perdu de leur valeur dans la proportion de vingt cinq à trente pour cent. J'ai constaté la chose moi-même lorsque j'étais commissaire des terres de la couronne. Ce qui est arrivé pour le gouvernement et pour les particuliers, s'est aussi produit au détriment du Séminaire de Québec. Aujourd'hui je n'hésite pas à dire que ses revenus sont à peine suffisants pour le maintien du grand et du petit séminaire.

Voilà en quelques mots pourquoi on s'adresse au gouvernement pour obtenir une subvention en argent.

L'honorable député de Napierville a parlé éloquemment des sacrifices faits par l'Université Laval pour donner à la population les inappréciables bienfaits de l'éducation supérieure. Si on ne considère que la modicité des ressources mises à la disposition de cette maison, on ne peut s'expliquer comment elle a pu arriver à un aussi merveilleux résultat. Mais en allant au fond des choses, en se rendant compte de la rigoureuse économie qui a toujours présidé au fonctionnement de cette institution, on comprend le secret de succès aussi considérables.

Laval ne s'est maintenue qu'au prix de plus grands sacrifices de la part de ceux qui composaient son personnel, je parle des prêtres surtout. On ignore généralement ce qui se passe dans cette maison. M. Hubert LaRue, un écrivain distingué, un esprit supérieur, a décrit sur le vif pour ainsi dire l'état de choses qui constitue le secret du maintien de cette Université. D'après les données réunies avec le plus grand soin par M. LaRue, on voit que le salaire des prêtres ne représente qu'une somme tellement insignifiante qu'on hésite à la croire vraie. En réalité, on peut dire que là l'instruction est donnée gratuitement.

Voyons maintenant ce qu'en dit M. Chauveau, un homme dont la haute compétence n'est mise en doute par personne.

Voici ce que je trouve dans son ouvrage sur l'instruction publique au Canada :

“ C'est à ces deux vénérables institutions (le Séminaire de Québec et celui de St-Sulpice) que la jeunesse canadienne doit de ne pas avoir vu s'éteindre complètement le flambeau des sciences et des lettres ; c'est là que se sont recrutés pendant longtemps le clergé et la classe professionnelle ; là aussi s'est formé le germe des nombreux collèges classiques qui se sont ouverts plus tard sur divers points de cette province.”

En effet, pour ne citer que quelques noms, les Brassard, les Girouard et les Painchaud, respectivement fondateurs des collèges de Nicolet, St-Hyacinthe et Ste-Anne, sont sortis du Séminaire de Québec. Je m'exposerais à retenir la Chambre trop longtemps si je donnais tous les noms de ceux qui ont dans la suite occupé une position distinguée dans notre province et qui avaient leurs connaissances dans cette institution.

L'honorable député de Napierville a dit une grande vérité lorsqu'il a affirmé que jusqu'ici nous n'avons rien fait pour l'enseignement universitaire. En effet, le gouvernement n'a pas subventionné les universités qui ont pris naissance dans la province depuis au-delà d'un quart de siècle. Je me trompe, M. le président, on a aidé quelques-unes de ces institutions et cette aide a été prise à même les fonds mis à la disposition de l'éducation supérieure. Ainsi McGill et une ou deux autres maisons ont reçu une subvention à même ces fonds. Mais jamais il n'a rien été donné au Séminaire de Québec ni à celui de Saint-Sulpice. Il est vrai que depuis trois ou quatre années on a donné quelque chose à la faculté de droit de l'Université Laval à sa succursale à Montréal.

Ces institutions, dans les autres pays, sont fondées par l'Etat ou bien largement dotées par de riches particuliers désireux de favoriser la cause de l'enseignement supérieur,



ou à un point de vue d'intérêt religieux. J'ai en mains des chiffres sur le mouvement de l'enseignement universitaire dans les principaux pays étrangers tant en Amérique qu'en Europe. Ces chiffres sont bienéloquents et nous donnent à réfléchir sérieusement sur ce que nous devons faire pour atteindre le niveau où ces pays étrangers sont arrivés. Voyons d'abord ce que la France a fait pour cet enseignement.

Si vous lisez le budget français, vous y verrez, M. le président, que l'on y inscrit une somme de 11,709,214 francs, je parle du budget de 1886-1887. En France on ne compte pas moins de seize facultés des lettres, seize facultés de sciences, quatorze facultés de droit et six de médecine. Comme je l'ai dit, ces facultés reçoivent annuellement une subvention du trésor français de plus de onze millions et demi de francs.

La Belgique, est l'un des pays qui s'est placé au premier rang, si l'on tient compte de son étendue et de sa population. Elle compte quatre universités : Celles de Gand et de Liège sont des institutions créées et maintenues aux frais de l'état. Celles de Bruxelles et de Louvain sont des institutions libres fondées par de riches particuliers.

La Prusse compte dix universités maintenues aux frais de l'état. Et l'empire d'Allemagne, qui comprend aussi le royaume de Prusse depuis 1871, a vingt-et-une universités. L'Italie a vingt-et-une universités, dont quatre libres.

Passons maintenant en Amérique. Aux Etats-Unis, ces institutions ont été fondées et maintenues grâce à la généreuse libéralité de riches particuliers. Cependant l'état n'a pas reculé devant son devoir, et le gouvernement de certains Etats, le gouvernement central de la république ont favorisé cet enseignement.. Ainsi, l'Université du Michigan a été aidée par le gouvernement de l'Etat, et par celui de Washington. Dans tous les cas, ces universités sont abondamment dotées pour leur subsistance.

Le gouvernement du Chili a accordé de cent à cent vingt-cinq mille piastres par année pour l'éducation supérieure.

Au Brésil, le gouvernement maintient deux écoles de droit et une de médecine.

En Australie, la colonie de Victoria possède une institution de ce genre. Elle est située dans la ville de Melbourne et elle porte le nom de " Melbourne University. " Elle a été fondée le 22 janvier 1853 par une loi provinciale. En 1859 une chartre royale lui fut accordée, lui permettant de donner des degrés dans les facultés, sauf celle de théologie. Le gouvernement de la colonie de Victoria donne une subvention annuelle de 0 ze mille louis sterling, ou cinquante cinq mille piastres ; cependant la population de Victoria n'est que de 862,346 tandis que celle de la province de Québec est de 1,359,027, ou une population catholique de 1,170,718, laissant pour la population protestante 188,309. Ne devrions-nous pas imiter cette libéralité dans la mesure du possible ?

Dois-je, M. le président, faire ici une démonstration sur la nécessité d'une université ? Laval a fait depuis longtemps cette démonstration. Du reste, l'histoire de l'Europe et de notre propre province prouve cette nécessité au-delà de tout doute.

La civilisation consiste non-seulement dans le progrès industriel, dans le développement des forces matérielles mais il faut aussi et surtout cultiver les facultés intellectuelles. Pour que cette culture soit faite dans les conditions indispensables pour en assurer tout le succès, il faut avoir un système d'enseignement supérieur fortement et solidement établi. A ce propos, l'honorable député de Napierville a cité les paroles d'hommes illustres et très compétents à donner une opinion précieuse en ces matières. A mon tour, M. le président, permettez-moi de vous donner l'opinion de M. Guizot,

un homme d'état et un écrivain dont la haute autorité n'est contestée par personne.

Voici comment il s'exprime sur la nécessité de l'enseignement supérieur :

“ C'est là non-seulement le besoin intérieur d'un pays, c'est sa dignité, c'est son crédit dans le monde. Sans la grandeur cultivée des esprits, il n'y a pour les peuples, point de prépondérance durable ; les esprits ne deviennent grands qu'en se formant, dès l'enfance à goûter les chefs-d'œuvre, à recueillir les trésors du passé.”

Voyez, M. le président, ce qui s'est passé chez les peuples où on a compris cette nécessité de premier ordre. La France et les autres pays qui ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire du monde, se sont fait gloire d'encourager de toutes les manières possibles l'enseignement supérieur, qui est la dernière expression de la civilisation moderne. La culture intellectuelle a placé la France au premier rang. Il me suffirait de citer l'exemple du peuple français pour donner à ma cause le plus puissant argument qui puisse être invoqué. C'est grâce à sa supériorité intellectuelle que ce pays a joué si longtemps le rôle d'arbitre parmi les nations européennes.

L'époque célèbre entre toutes dans l'histoire moderne, n'est-elle pas celle où régnait Louis XIV ? Et pourquoi ce règne est-il resté toujours si illustre et si glorieux, si ce n'est grâce au fait qu'il y avait alors en France un grand nombre d'hommes illustres et savants, dans la littérature, dans les sciences et dans les arts. Ces écrivains, ces savants qui entouraient le trône du grand monarque, ont, plus que tout le reste, apporté à la France, une auréole de gloire qui ne s'effacera jamais.

On l'a dit plusieurs fois, M. le président, la province de Québec peuplée des descendants de la race française est

appelée à jouer sur ce continent, le rôle que la vieille France a joué en Europe.

Il n'y a pas à nier que certaines circonstances nous imposent en quelque sorte l'accomplissement de cette mission. En effet nous sommes entourés de groupe nationaux dont les aptitudes, dont les tendances les entraînent à se livrer plutôt à l'exercice de forces qui visent à la conquête des richesses matérielles qu'aux triomphes plus nobles et plus élevés de la science dans toutes ses manifestations. Le peuple canadien français doit donc se mettre en position d'accomplir efficacement ses destinées s'il veut rester fidèle à ses traditions.

Ceci dit, quel est le devoir du gouvernement dans les circonstances ? L'honorable député de Napierville a répondu déjà à cette question. Je ne viens pas demander au gouvernement de suivre en tout et partout l'exemple des pays dont j'ai mentionné les noms au cours de mes remarques, car on sait qu'en Europe, par exemple, l'état s'est emparé exclusivement de cet enseignement. Je ne voudrais pas que le gouvernement s'empare du monopole de l'enseignement universitaire. Non. M. le président, je ne viens pas demander que l'état contrôle cette branche de l'éducation. Je le prie tout simplement d'aider, de doter convenablement une institution nationale, non pas celle qui se donnera seulement ce titre mais celle qui montrera par ses états de services qu'elle mérite ce nom.

Jusqu'ici l'Université Laval a eu l'appui cordial et sincère de tous. Tous les personnages distingués qui ont visité ce pays en ont fait la louange. Ainsi tous les gouverneurs généraux que nous avons eus se sont plus à rendre hommage à cette institution et pour s'en convaincre on n'a qu'à lire les réponses aux adresses qui leur ont été présentées par le corps dirigeant de cette maison.

Il y a une autorité, M. le président, qui prime toutes les autres pour nous catholiques, c'est celle du Souverain Pontife. On sait que le Pape a attaché une importance toute particulière au maintien de l'Université Laval. Son illustre prédécesseur, Pie IX, a accordé beaucoup d'avantages à cette institution, et il a, chaque fois qu'il en a eu l'occasion, comme Léon XII, recommandé tout spécialement l'œuvre de Laval aux évêques de la province. Tout récemment encore, à l'occasion de la création d'une chaire nouvelle, don d'un généreux citoyen, le Pape recommandait l'Université Laval à la sollicitude de tous les citoyens. De plus, j'ai en main l'annuaire de Laval, et j'y lis un mandement de Son Eminence le Cardinal Taschereau invitant les catholiques à venir au secours de cette institution. Ce document est admirablement bien fait et expose avec une lumineuse clarté les motifs qui doivent engager les citoyens à aider l'enseignement supérieur en lui fournissant par des dotations ou autrement, les ressources nécessaires.

En terminant ces quelques remarques je citerai les paroles de Sa Grandeur Monseigneur Racine prononcées lors de la célébration de la Saint-Jean-Baptiste en 1880. On se rappelle quel spectacle grandiose nous fut donné à cette occasion. Plus de quarante mille personnes étaient réunies sur les plaines d'Abraham, écoutant, recueillies, les paroles toutes vibrantes de patriotisme, que l'on trouve dans le livre intitulé, " Fête nationale des Canadiens-Français. "

Voici ce que disait Mgr. Racine à propos de l'éducation supérieure et plus particulièrement de l'Université Laval :  
" Nos espérances se fondent . . . sur le patriotisme éclairé  
" de nos maisons d'éducation sur toutes ces âmes pures et  
" saintes qui ne manqueront jamais à notre pays.

" Et ces espérances ne peuvent que s'affermir lorsque  
" nous arrêtons notre pensée sur cette grande institution  
" qui porte le nom immortel de Laval. Dieu nous a donné

“ l'Université Laval pour rallumer et développer le flambeau de la science dans notre patrie ; il a mis cette grande institution dans nos mains pour fournir à toutes les intelligences désireuses de se livrer à la culture des sciences, des lettres et des arts, l'occasion et l'opportunité de s'en rendre facilement maîtresses. Le Saint Siège l'a sanctionnée par sa voix souveraine ; l'épiscopat la protège ; tous ceux qui aiment leur pays la désirent grande et forte.

“ Le vénérable Séminaire de Québec, marchant sur les traces de son saint fondateur, a édifié seul sans le secours d'autrui, cette université pour laquelle il a consacré plus d'un million de piastres.

“ A la jeunesse studieuse du pays, il offre ses précieux musées, ses riches bibliothèques, ses cours publics, ses facultés, ses prix et ses bourses fournis par la munificence de ses bienfaiteurs.

“ Une maison qui s'impose de tels sacrifices n'a-t-elle pas droit au respect, à la reconnaissance, au généreux concours de tous les hommes de bien ? n'a-t-elle pas surtout le droit de demander qu'on ne l'empêche pas de poursuivre l'œuvre éminemment religieuse et patriotique qu'elle a si bien commencée ? ”

M. le président, je n'ai qu'un mot à ajouter :

N'a-t-elle pas droit aussi à l'appui généreux de notre gouvernement ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, la proposition qui est devant la Chambre est bien simple ; on nous demande copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et l'Université Laval au sujet d'un subside en faveur de cette institution. Il ne peut y avoir d'objection à accorder cette demande.

Les honorables députés qui ont soumis cette proposition ne se sont pas contentés de rester dans les limites d'une demande aussi modeste : ils ont voulu aller plus loin, et ils nous ont parlé en termes très éloquents de la grande cause de l'instruction supérieure. L'honorable député de Naperville avec les talents qui le distinguent, nous a dit que le sujet qu'il traitait était non-seulement une question d'éducation, mais que c'était aussi une question nationale. Vu les proportions données à ce débat, je crois que je manquerais à mon devoir si je ne faisais pas quelques remarques sur ce sujet.

M. le président, la question peut être envisagée à trois points de vue : au point de vue des finances, au point de vue de la cause de l'éducation et au point de vue national.

Mais avant d'entrer dans les considérations que comporte ce sujet étudié à ces différents points de vue, il est bon que la Chambre sache exactement où en est la question d'après les documents demandés par cette proposition, et connaisse bien les faits qui ont suivi cette échange de correspondance.

Cette correspondance a commencé le 30 mars 1885, par une lettre de M. le grand vicaire Hamel, transmettant un mémoire qui se lit comme suit :

Université Laval, Québec, 30 mars 1885.

“ L'honorable JEAN BLANCHET,

Secrétaire provincial,

1 Québec.

“ MONSIEUR LE MINISTRE,

“ J'ai l'honneur de vous adresser la requête ci-incluse du  
“ Séminaire de Québec à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur en conseil, vous priant de la soumettre le plus tôt possible au gouvernement.

“ Vous comprendrez sans peine l'importance de la  
“ demande que nous faisons et le besoin où nous sommes

“ d’avoir une prompte réponse, en vue des démarches ultérieures qui nous resteront à faire, si elle est favorablement accueillie.

“ Agréé, monsieur le ministre, l’hommage du profond respect avec lequel

J’ai l’honneur d’être,

Votre très humble et

très obéissant serviteur,

(Signé) THOS. E. HAMEL, Ptre.,  
Sup. Sém. Québec et R. U. L. ”

Voici la requête du Séminaire de Québec :

“ *A Son Excellence*

“ L’HONORABLE LOUIS-FRANÇOIS RODRIGUE MASSON,

“ *Membre du conseil privé du Canada, Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, en conseil.*

“ Thomas-Etienne Hamel, vicaire-général de l’archidiocèse de Québec, supérieur du Séminaire de Québec, recteur de l’Université Laval, avec l’approbation de Monseigneur Elzéar-Alexandre Taschereau, archevêque de Québec, visiteur et chancelier apostolique de l’Université Laval et l’autorisation spéciale de parler pour et au nom de l’Université Laval et du Séminaire de Québec, représente humblement ce qui suit :

“ Le Séminaire de Québec, ne peut plus, par ses seules ressources, soutenir l’œuvre de l’Université Laval. Il l’aurait même déjà abandonnée depuis quelques années, si le Saint-Siège ne s’y était opposé.

“ Confiant dans l’avenir, même trop largement, le Séminaire de Québec a engagé dans cette œuvre des capitaux considérables, eu égard à ses moyens (au-delà d’un million de piastres,) capitaux qui étaient productifs et qui mainte-



“ nant, non-seulement ne lui rapportent rien, mais encore  
“ sont devenus une source de nouvelles dépenses, à cause  
“ des constructions à entretenir, des professeurs à former  
“ et à payer, des musées et des bibliothèques à compléter,  
“ etc., etc.

“ L'année dernière, le Séminaire aurait exposé au Com-  
“ missaire apostolique qu'un secours extérieur d'au moins  
“ vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00) par année lui serait  
“ nécessaire pendant au moins vingt ou vingt-cinq ans. Le  
“ Saint-Siège, comme preuve de sa volonté formelle de voir  
“ le Séminaire continuer l'œuvre de l'université, outre les  
“ nouvelles décisions qu'il a données en sa faveur, a bien  
“ voulu lui accorder pour cinq ans, un secours matériel.  
“ Mais ce secours, précaire en lui-même tant pour sa durée  
“ que pour la somme qu'il produira, est loin d'être suffisant  
“ pour compenser le Séminaire des énormes sacrifices qu'il  
“ s'est imposés et pour maintenir une œuvre aussi considé-  
“ rable que celle de l'Université, quoique cependant les  
“ professeurs, avec un dévouement au-dessus de tout éloge,  
“ aient tous consenti à ce que leurs honoraires, déjà bien  
“ modestes, fussent diminués de moitié pour un certain  
“ temps.

“ Dès l'origine et pendant de longues années, après l'éta-  
“ blissement de l'Université Laval, le Séminaire de Québec  
“ aurait eu la plus grande confiance que le nombre des  
“ élèves des facultés laïques s'accroîtrait jusqu'au point de  
“ de le rémunérer raisonnablement des dépenses encourues.  
“ Cela explique pourquoi le Séminaire aurait construit l'Uni-  
“ versité dans d'aussi larges proportions. C'est aussi dans la  
“ même pensée que plus récemment il aurait agrandi le pen-  
“ sionnat des élèves de l'Université de manière à pouvoir y  
“ loger presque trois fois le nombre actuel des pensionnaires.

“ Mais aujourd'hui le Séminaire a perdu toute espérance  
“ de voir s'augmenter notablement à Québec le nombre des

“ élèves pour les facultés de droit et de médecine. Il est  
 “ même extrêmement probable que le nombre actuel déjà  
 “ très restreint ne peut que diminuer, tandis que les dépenses  
 “ doivent rester les mêmes ou s'augmenter encore.

“ Le tableau suivant, représentant le nombre des élèves  
 “ qui étudient dans les différentes universités de la province  
 “ *après avoir été admis régulièrement à l'étude*, fera voir que  
 “ nos calculs sont parfaitement fondés.

DROIT.	1881	1882	1883	1884	Total
I Barreau .....		32	(1) 35	(1) 35	102
II Notariat .....		18	17	9	44
Grand total .....					146
Médecine .....	42	40	56	59	197

“ Comme les cours de droit durent trois mois, il y a en  
 “ tout 146 élèves réguliers à partager entre trois écoles de  
 “ droit, c'est-à-dire 49 par école.

“ Les cours de médecine durent quatre ans, cela donne  
 “ 197 élèves réguliers à partager entre cinq écoles de méde-  
 “ cine, c'est-à-dire 39 par école.

“ En tout 88 élèves réguliers pour chaque université.

“ Il y a aussi un certain nombre d'étudiants en pharma-  
 “ cie qui ne suivent que les cours de botanique, de chimie  
 “ et de matière médicale pendant deux ans.

---

(1) Moyenne.

“ En face de ce nombre restreint d'élèves, nombre qui  
“ est cependant trop considérable pour les besoins de la  
“ province de Québec, bien qu'il soit à peine suffisant pour  
“ alimenter une seule université, on se demande s'il est  
“ bien utile de chercher à multiplier les universités, et s'il  
“ ne serait pas mieux de faire ce que la province d'Ontario  
“ travaille à réaliser maintenant.

• “ A son grand chagrin, après plus de trente années de  
“ travaux et de sacrifices pour établir l'œuvre de l'Université  
“ Laval, le Séminaire de Québec se voit menacé de l'aban-  
“ donner, afin de ne pas mettre plus longtemps en souffrance  
“ et en danger de ruine son œuvre principale, l'œuvre de  
“ son fondateur, le Grand et le Petit Séminaire.

“ Toutefois, avant d'en venir à une détermination finale,  
“ le Séminaire de Québec a voulu exposer au gouvernement  
“ de la province de Québec et au pays tout entier dans  
“ quelle position il se trouve pour avoir établi et maintenu  
“ jusqu'à présent une œuvre qui, malgré les défauts inhérents  
“ à toute institution humaine, a certainement eu sa part de  
“ mérite dans le développement intellectuel de notre popu-  
“ lation et a jeté, même à l'étranger, un certain éclat sur  
“ notre pays.

、 “ Pour toutes ces raisons, le Séminaire de Québec consi-  
“ dérant qu'un appel au gouvernement est sa dernière res-  
“ source pour sauver l'Université de la ruine, a l'intention  
“ de demander et demande officiellement, par la présente  
“ requête, au gouvernement de la province de Québec, une  
“ aide immédiate et suffisante pour le maintien et le déve-  
“ loppement de l'œuvre nationale de l'Université Laval, et  
“ sollicite humblement la faveur d'une réponse prochaine à  
“ sa demande formelle.

“ Le Séminaire de Québec s'adresse au gouvernement

“ avec d'autant plus de confiance que jusqu'à ce jour, soit  
“ avant, soit après la cession du Canada à l'Angleterre, il  
“ n'a jamais rien reçu d'aucun gouvernement, ni pour les  
“ séminaires, ni pour l'Université. L'enseignement universi-  
“ taire, tout le monde l'admettra, intéresse autant l'Etat que  
“ l'Eglise, et dans les autres pays, c'est ou le gouvernement  
“ ou toute la population d'une contrée qui contribue à la  
“ fondation et au maintien des universités.

“ Excellence, le Séminaire de Québec en s'adressant  
“ directement au cabinet de la province, sans suivre les  
“ procédés ordinaires, n'a été guidé que par la nécessité de  
“ tenir sa demande secrète jusqu'à ce que le gouvernement  
“ lui ait signifié officiellement ses intentions à ce sujet ; mais  
“ dès que les vues de votre gouvernement lui seront con-  
“ nues, le Séminaire n'aura aucune répugnance à se confor-  
“ mer à ce qui est d'usage dans les questions de ce  
“ genre.

“ Espérant, Excellence, que votre gouvernement voudra  
“ bien faire un accueil favorable à la requête du Séminaire  
“ de Québec,

“ J'ai l'honneur de me dire, avec les sentiments du plus  
“ profond respect de Votre Excellence, le très humble et  
“ très obéissant serviteur. ”

(Signé) THOS. E. HAMEL, Ptre,

Sup. Sém. Québec et R. U. L.

Voici la réponse du gouvernement, elle est datée du 13  
avril 1885.

“ Monsieur.—J'ai l'honneur, par ordre du Lieutenant-  
“ Gouverneur, de vous informer que le gouvernement de  
“ cette province a sérieusement considéré la demande du

“ Séminaire de Québec contenue dans sa requête du 30 mars dernier, d'une aide pécuniaire en faveur de l'Université Laval.

“ Malgré le profond intérêt qu'il porte à l'Université Laval, le gouvernement regrette de ne pouvoir, dans les circonstances actuelles et vu l'état des finances de la province, augmenter le montant des octrois déjà accordés pour l'éducation supérieure.

J'ai l'honneur, etc.,

J. BLANCHET,  
Secrétaire.

Comme on le voit, deux raisons sont alléguées par l'honorable député de Beauce, parlant au nom du gouvernement Ross, pour refuser la demande faite par les autorités de l'Université Laval. On dit : “ vu les circonstances et vu l'état des finances de la province. ” Je dirai un mot dans un instant de la première de ces raisons. Je reviens à la correspondance.

Le 25 septembre 1885, les évêques de la province ont envoyé la requête suivante au gouvernement :

“ *A Son Excellence,*

“ L'HONORABLE LOUIS-FRANÇOIS-RODRIGUE MASSON,

“ *Membre du conseil privé du Canada, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil.*

“ Nous Archevêque et Evêques de la province ecclésiastique de Québec soussignés, appuyons fortement la demande que fait au gouvernement le Séminaire de Québec d'un subside spécial qui lui permette de continuer l'œuvre si important de l'Université Laval, conformément

“ au désir du Saint-Siège, et nous souhaitons que ce subside  
soit aussi élevé que possible.

Québec, 25 septembre 1885.

(Signé) † E. A. Arch. de Québec.

† L. F. Ev. des Trois-Rivières.

† Jean Ev. de St-G. Rimouski.

† Edouard Chs. Ev. de Montréal.

† Antoine Ev. de Sherbrooke.

† J. Thomas Ev. d'Ottawa.

† L. Z. Ev. de St-Hyacinthe.

† Dom. Ev. de Chicoutimi.

† Zéphirin, Ev. de Cythère Vic. Apos. de  
Pontiac.

† Elphège, Ev. de Nicolet.†

François Xavier Bossé, Préfet Apost. du  
Golfe St-Laurent.

Le 13 février 1886, nouvelle lettre de M. Hamel.

*A Son Excellence*

“ L'HONORABLE LOUIS-FRANÇOIS-RODRIGUE MASSON,

“ *Membre du conseil privé du Canada, Lieutenant Gouver-  
neur de la province de Québec, en conseil.*

“ Thomas-Etienne Hamel, [Vicaire général de l'Archi-  
diocèse de Québec, Supérieur du Séminaire de Québec  
“ et Recteur de l'Université Laval, autorisé à parler au nom  
“ du Séminaire de Québec, représente humblement ce qui  
“ suit :

“ Le 30 mars dernier, le Séminaire de Québec faisait à  
“ Votre Excellence la demande d'un octroi pour l'aider à

“ soutenir l'Université Laval, ce que ses ressources pré-  
“ sentes ne lui permettent pas de faire.

“ Votre gouvernement, par l'intermédiaire de l'honorable  
“ secrétaire provincial, répondit que l'état des finances de  
“ la province ne permettait pas alors d'augmenter les octrois  
“ en faveur de l'éducation.

“ Maintenant que les ressources de la province sont dans  
“ un état assez rassurant pour que l'honorable premier  
“ ministre ait pu donner à espérer que les octrois en faveur  
“ de l'éducation et de l'agriculture seront augmentés dès  
“ cette année, le Séminaire de Québec prend la liberté  
“ respectueuse de venir solliciter de nouveau l'aide du gou-  
“ vernement.

“ Une somme d'au moins vingt mille piastres par année  
“ lui serait nécessaire pour faire face aux besoins urgents  
“ et lui permettre de soutenir l'Université Laval dans les  
“ conditions imposées par le Saint-Siège.

“ Nos Seigneurs les évêques de la province réunis à  
“ Québec le 25 septembre dernier, ont été unanimes à  
“ reconnaître et la nécessité de ce secours et l'opportunité  
“ de la demande que le Séminaire se proposait de faire,  
“ comme en fait foi le document ci-annexé de Leurs Gran-  
“ deurs.

J'ai l'honneur d'être,

avec les sentiments du plus profond respect

de Votre Excellence,

le très humble et très obéissant serviteur,

(Signé) THOS. E. HAMEL, Ptre., V. G.

Supérieur du Séminaire de Québec et Recteur  
de l'Université Laval.

Séminaire de Québec, 13 février 1886.

A cette lettre, je ne vois pas de réponse.

Le 1<sup>er</sup> juin 1886, M. Hamel écrit de nouveau :

“ Séminaire de Québec, 1 juin 1886.

“ A l'honorable J. J. Ross,

“ premier ministre de la province de Québec.

“ Monsieur le ministre,

“ J'ai eu l'honneur, le 13 février dernier, d'adresser à Son  
“ Excellence le Lieutenant Gouverneur en conseil, une deman-  
“ de d'aide pécuniaire en faveur de l'Université Laval en  
“ l'appuyant sur une recommandation unanime de NN. SS.  
“ les évêques de la province.

“ Comme la session semble toucher à la fin, nous sommes  
“ anxieux de savoir si le gouvernement se propose de faire  
“ quelque chose dans le sens de la demande.

“ Dans l'espérance d'une réponse favorable, je vous prie  
“ de croire, Monsieur le ministre, aux sentiments de profond  
“ respect avec lesquels

“ J'ai l'honneur d'être

“ votre très humble,

“ très obéissant serviteur,

(Signé)

“ THOS. E. HAMEL, Ptre.,

Recteur U. L. et Sup. S. Q.

Le lendemain il reçoit la réponse suivante :

Québec, 2 juin 1886.

“ Monsieur l'abbé T. E. Hamel,

“ Vicaire-Général,

“ Recteur de l'Université Laval.

Québec.

“ MONSIEUR LE RECTEUR,

“ Votre lettre du 13 février dernier, ainsi que la recom-  
“ mandation qui l'accompagnait, ont été l'objet d'une atten-  
“ tion spéciale de la part du gouvernement, et, après mûr



“ examen de la question, nous en sommes venus, mes collègues et moi, à la conclusion que l'état financier de la province ne permettrait pas d'ajouter à la somme déjà portée au budget de l'année courante pour l'éducation supérieure. Toutefois, si le comité catholique du conseil de l'instruction publique adoptait une résolution recommandant d'accorder à l'Université Laval une certaine somme à être prise sur l'allocation ordinaire de l'éducation supérieure, il y aurait lieu d'examiner de nouveau la question et le gouvernement ne manquerait pas de prendre en considération une demande ainsi formulée.

“ Je vous prie, monsieur le Recteur, de vouloir bien communiquer la présente à NN. SS. les archevêques et évêques de la province, signataires du document que vous avez transmis au gouvernement à l'appui de votre demande.

“ Agréez l'expression de mes sentiments dévoués et respectueux.

“ (Signé) JOHN J. ROSS.”

Voilà la correspondance jusqu'en 1886 inclusivement. Depuis, jusqu'en 1887, après notre arrivée au pouvoir, la question n'a fait aucun progrès.

Le 9 mars 1888, mon honorable ami le secrétaire de la province recevait la lettre suivante :

“ Séminaire de Québec, 9 mars 1888.

“ A l'honorable C. A. E. GAGNON, .

“ Secrétaire provincial,

“ Monsieur le ministre,

“ Le 13 février 1886, nous avons l'honneur d'adresser au gouvernement de la province de Québec, une requête dans laquelle nous demandions à la Législature une aide qui permit au Séminaire de Québec de continuer à faire fonctionner l'Université Laval à Québec et à Montréal,

“ vu que le Séminaire se trouve tellement épuisé par les  
“ dépenses extraordinaires qu'exige ce double établissement  
“ voulu par le Saint-Siège, qu'il lui est impossible de les  
“ soutenir plus longtemps seul. C'était la première demande  
“ de ce genre faite par notre Séminaire, qui aussi longtemps  
“ qu'il l'a pu, n'a voulu avoir recours qu'à ses seules res-  
“ sources. Cette demande était d'ailleurs appuyée d'une  
“ recommandation signée par les archevêques et évêques  
“ catholiques de la province civile de Québec, recomman-  
“ dation qui est encore entre les mains du gouvernement.

“ Il nous fut alors répondu que l'état des finances de la  
“ province ne permettait pas pour le moment de venir en  
“ aide à l'Université Laval.

“ L'an dernier, nous étions disposés à mettre de nouveau  
“ notre supplique devant le gouvernement, mais on nous fit  
“ observer que l'on ne voulait rien changer, pour cette  
“ année, au programme des subventions, et que notre de-  
“ mande pouvait se faire avec une grande chance de succès  
“ en 1888.

“ Dans l'espérance que les circonstances sont maintenant  
“ favorables, nous avons l'honneur de renouveler notre  
“ demande, référant au document cité plus haut des arche-  
“ vêques et évêques catholiques de la province de Québec,  
“ dont la manière de voir sur cette question n'a nullement  
“ changé.

“ Agréez l'hommage du profond respect avec lequel,

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le ministre,

Votre très obéissant serviteur,

BENJ. PAQUET, Ptre.

Supérieur du Séminaire de Québec  
et Recteur de l'Université Laval.

Le 21 mars dernier, je recevais la lettre suivante :

“ Monsieur le Ministre,

“ Je vous prie de bien vouloir accepter mes félicitations  
“ sur votre heureux retour à Québec et sur le rétablissement  
“ de votre santé.

“ Je suis très désireux de vous voir, Monsieur le Minis-  
“ tre, afin de vous parler de la subvention demandée pour  
“ l'Université Laval. Je prends la liberté de vous demander  
“ de vouloir bien m'indiquer un jour et une heure à cet  
“ effet.

“ Agréez, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon  
“ respect, et croyez-moi votre très humble serviteur,

(Signé) BENJ. PAQUET, Ptre.

Sup. S. Q.

Le lendemain je fixais l'heure et le jour de l'entrevue  
demandée :

Voici ce que j'ai dit à Monsignor Pâquet.

Je lui ai exprimé toute l'admiration que j'avais pour  
l'Université Laval, et je me suis fait un devoir de lui dire  
combien le gouvernement désirait être utile à cette institu-  
tion ; mais qu'il devait comprendre que notre position avait  
été rendue plus difficile par la décision prise par nos prédé-  
cesseurs ; qu'en effet ils avaient résolu de ne rien faire pour  
deux raisons : l'une relative aux circonstances ; et l'autre  
ayant trait à la situation financière de la province.

Je sais, lui ai-je dit, que cette question peut amener des  
complications difficiles et délicates ; je lui fis part de la  
décision que j'avais prise de mettre devant la Chambre un  
projet de règlement au sujet des biens des Jésuites, et que,  
à l'occasion de ce règlement, le gouvernement paierait une  
somme d'argent assez considérable et qu'enfin l'Université

Laval ferait valoir des prétentions à une partie de cette somme.

L'on sait que la demande de compensation au sujet des biens des Jésuites a été soumise à Rome par Son Eminence le cardinal Taschereau, et que Son Eminence a demandé qu'une somme de \$400,000 fut payée comme compensation pour ces biens confisqués au profit de la couronne ; que sur cette somme un montant de . . . que je ne veux pas mentionner dans le moment, pourrait être donné aux révérends Pères Jésuites et la balance à l'Université Laval.

Après avoir rappelé ces faits, j'ajoutais qu'il n'était pas sage d'insister pour avoir une décision définitive sur la demande qui nous était faite, et qu'il fallait attendre le règlement de la question des biens des Jésuites, car le montant qui pourrait être accordé à Laval, si aucun montant était accordé, devrait être considéré comme l'octroi demandé ; et qu'enfin, si le Pape, qui s'était spécialement réservé le droit de distribuer la somme accordée comme compensation, ne donnait rien à l'Université Laval, le gouvernement verrait alors ce qu'il y aurait de mieux à faire.

Ces explications ont été acceptées par Mon-ignor Pâquet, qui est comme on le sait un esprit supérieur. Il a compris que la position que je prenais était raisonnable.

Les honorables députés qui ont soumis cette proposition à la Chambre lui ont donné une ampleur considérable en la traitant, non pas comme une modeste demande de documents, mais à son mérite même.

C'est en effet une question très importante au point de vue financier.

A l'heure qu'il est nous sommes appelés à donner une somme de \$400,000 pour les institutions catholiques et \$60,000 pour les institutions protestantes. Voilà donc un demi million qui va sortir du trésor pour régler cette question

des biens des Jésuites, pendante depuis un grand nombre d'années. Est-il possible, au moment où l'on s'impose un sacrifice aussi considérable de voter encore une subvention annuelle de vingt ou vingt-cinq mille piastres comme on nous le demande, pour venir en aide à l'Université Laval ?

L'Université Laval est une institution respectable et respectée, et elle n'a pas un ennemi. Je veux la voir prospérer et grandir. Tous les citoyens de cette province j'en suis convaincu, le désirent comme moi. Je suis l'écho de tous en disant que la province est prête à faire des sacrifices même considérables pour placer cette maison sur un pied d'égalité avec les autres institutions du même genre dans les pays étrangers.

Cette Université porte le nom d'un des hommes les plus distingués qui aient gouverné l'église du Canada. Elle compte encore aujourd'hui comme toujours depuis sa fondation, dans son personnel enseignant, des professeurs dont les grands talents et la science sont incontestables. Ce sont autant de motifs pour nous de faire tout ce qu'il est possible pour qu'elle puisse prospérer et s'élever de plus en plus dans l'estime de tous.

Ici je suis néanmoins obligé de rappeler ce qui s'est passé il y a quelques années.

Quand l'Université Laval a été créée, on s'est adressé en Angleterre pour avoir une charte royale. C'était le Séminaire de Québec qui faisait la demande. Le Séminaire est une maison riche et puissante, et tout le monde sait qu'il a fait beaucoup de sacrifices pour la cause de l'éducation dans le pays ; que tous les biens qu'il a eus ont été employés pour les fins de l'éducation.

La charte royale obtenue en Angleterre dit ce qui suit :

“ Comme il nous a été représenté qu'il a existé durant les  
“ deux derniers siècles et qu'il existe encore maintenant

“ dans cette partie de notre province du Canada appelée  
“ Bas-Canada, un séminaire établi pour l'éducation et l'in-  
“ struction de la jeunesse, et reconnu comme corporation  
“ sous le titre de “ Le Séminaire de Québec ” ; que le dit  
“ séminaire possède une école de théologie et des classes de  
“ science et de littérature maintenant fréquentées par plus  
“ de quatre cents élèves ; que la dite corporation est ample-  
“ ment dotée, et pourvue de moyens suffisants, ” j'attire tout  
particulièrement l'attention de mes honorables collègues sur  
ces mots “ que la dite corporation est amplement dotée, et  
“ pourvue de moyens suffisants pour atteindre ses fins sans  
“ assistance de la Législature provinciale ; qu'elle possède  
“ des bibliothèques précieuses et étendues, des collections  
“ riches et coûteuses de toutes sortes d'appareils de physi-  
“ que et autres, nécessaires pour l'enseignement des sciences.

“ Et comme une humble demande nous a été faite par  
“ le très-révérend Louis Jacques Casault, supérieur du dit  
“ séminaire, et par les révérends Antoine Parent, Joseph  
“ Aubry, John Holmes, Léon Gingras, Louis Gingras,  
“ Michel Forgues, Elzéar-Alexandre Taschereau et Edward  
“ John Horan, directeurs du dit Séminaire, qu'il nous plût  
“ d'accorder notre charte royale pour autoriser la dite corpo-  
“ ration à conférer des degrés et lui donner tous les autres  
“ privilèges généralement conférés aux universités et dont  
“ elles jouissent.”

Ainsi, l'on voit que la charte a été accordée sur la représentation faite par le Séminaire de Québec que cette maison était suffisamment dotée et pourvue de moyens pour atteindre ses fins sans assistance de la Législature provinciale. Aujourd'hui on nous demande du secours, sous forme d'un octroi spécial, pendant un certain nombre d'années.

Il faut donc que l'Université Laval nous démontre que les conditions financières du Séminaire de Québec sont

changées depuis 1852, et que celui-ci ne peut plus soutenir cette Université, car c'est en déclarant que le Séminaire avait amplement les moyens de faire face aux dépenses de l'Université que la charte royale a été obtenue.

Je ne veux pas dire que cela ferme complètement la porte aux demandes de Laval. Non, car il reste toujours la question de savoir si on peut faire la preuve qu'on n'a plus les ressources indispensables au maintien de cette grande et belle œuvre de l'enseignement universitaire.

En 1880, l'Université Laval a jugé à propos d'établir une succursale à Montréal. Cette question est venue devant la Législature. Parmi ceux qui ont voté contre l'autorisation demandée par Laval, je vois entre autres, le nom de l'honorable chef de l'opposition, tandis que le mien est inscrit pour cette demande, et il y a peu d'hommes dans notre district qui l'aient repoussée, car c'était à l'avantage de Montréal. Mais quelle a été la condition essentielle mise au consentement de cette Chambre ? Cette condition a été imposée en termes formels et la voici : C'est que les charges de la succursale de Montréal seraient exclusivement supportées par Montréal. Si en 1852 le Séminaire était en position de soutenir l'Université pour laquelle il sollicitait une charte royale, et si la succursale de Montréal doit être soutenue par Montréal, le Séminaire ne peut prétendre maintenant que l'établissement de Montréal a changé ses conditions financières.

Loin d'être un embarras, je crois que cette succursale est une source de revenu et que par l'extension qu'elle a prise, elle est en quelque sorte devenue l'institution principale.

Si les conditions financières ne sont pas changées, quelles sont donc les raisons pour lesquelles nous serions appelés à dépenser vingt-cinq mille piastres par année pour venir au secours de l'Université Laval ?

Dans les documents que j'ai eu l'honneur de lire à la Chambre, on dit que si l'aide sollicitée n'est pas accordée, l'Université Laval sera obligée de fermer ses portes. Voilà une déclaration très sérieuse. Elle nous oblige à bien réfléchir avant de donner un refus définitif. Si Laval ferme jamais ses portes, ce sera un désastre national, et si pour l'éviter il fallait accorder une subvention, je serais le premier à la recommander.

C'est aussi, ai-je dit, une haute question d'éducation.

Elle a été traitée d'une manière très éloquente par les honorables députés de Napierville et de Gaspé. Le premier discours surtout, celui de mon honorable ami le député de Napierville,—sans vouloir déprécier les remarques du député de Gaspé,—a été un bijou littéraire et un chef-d'œuvre du genre, pour lequel je lui offre mes plus sincères félicitations. Ce discours prouve que l'Université Laval forme non-seulement d'excellents élèves, mais qu'elle a au service de sa cause des avocats éloquents.

Nous sommes de l'opinion de l'honorable député de Napierville, et comme lui nous disons qu'il faut donner de la haute éducation à notre peuple, si nous voulons qu'il fasse des progrès solides. Il faut assurer à l'enseignement universitaire tout l'appui possible.

Tout le monde sait que ce sont les grandes universités qui ont fait la gloire des vieux pays de l'Europe, et que c'est grâce à ces institutions que les nations de l'ancien continent sont arrivées à ce degré de splendeur où nous les trouvons aujourd'hui.

L'Irlande avait depuis longtemps, quand notre nationalité était encore au berceau, de grandes universités qui rivalisaient avec celles des nations les plus avancées du monde entier. On sait aussi que l'Irlande jouissait alors d'une influence énorme en Europe.



Les universités de France et d'Allemagne ont joué un grand rôle dans l'histoire du progrès et de la prospérité de ces deux pays. Il suffisait alors qu'un homme put se dire élève de telle ou telle université pour qu'on le respectât comme un savant et qu'on lui accorda la plus grande considération.

La république voisine a compris la nécessité de l'enseignement supérieur comme élément de grandeur et de prospérité nationales. Depuis nombre d'années des sacrifices pécuniaires considérables ont été faits dans ce sens, et l'Université de Georgetown célébrera l'année prochaine le centenaire de sa fondation.

Nous admettons que ces maisons jouent un rôle prépondérant dans l'avancement des peuples, car la science est la reine du monde. Nous sommes donc tous de la même opinion à ce sujet.

Mais nous sommes dans le moment, en face d'un problème dont la solution sollicite toute notre considération. On nous dit que l'Université Laval va fermer ses portes si on ne vient pas à son secours. S'il en est ainsi, comment va-t-elle dépenser un million de piastres pour sa succursale à Montréal, comme elle se propose de le faire ?

En face de la situation qui nous est faite, je me demande si mon vote de 1880, n'a pas été nuisible à l'Université Laval, et si en lui permettant de diviser ses forces, nous n'avons pas exposé cette excellente institution à une ruine certaine. Je me demande aussi si le jour n'est pas arrivé où elle devra concentrer toutes ses forces à Québec pour se maintenir.

La correspondance que nous allons déposer sur le bureau de la Chambre va prouver deux choses : premièrement le désir du gouvernement d'aider à cette institution ; deuxièmement l'impossibilité où se sont trouvés placés nos pré-

décesseurs de donner suite à ce désir. Les conditions sont-elles changées ? Je ne le crois pas.

Que veulent dire ces mots “ vu les circonstances ? ” Tout le monde connaît leur signification. L'honorable député de Beauce, qui signait la lettre à laquelle je fais allusion, savait ce qu'il faisait. Cette lettre était écrite à la suite d'une délibération du conseil des ministres, et l'honorable député formulait la pensée de tous ses collègues en écrivant cette réponse.

Si on se servait des mots “ vu les circonstances ”, c'est qu'alors s'élevait la question relative au règlement des biens des Jésuites. C'est qu'alors comme aujourd'hui on était en instance à Rome au sujet de la compensation à être accordée à raison de la confiscation de ces biens. Nous sommes encore aujourd'hui en présence de la même difficulté.

Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons réussi à faire faire un pas à cette question, ce que nos adversaires n'avaient pu faire, malgré toute leur habileté et tous leurs efforts. J'ai cru qu'il fallait décider cette question et qu'il n'était pas juste d'en laisser le règlement à nos successeurs. Nous avons donc pris les moyens de la régler. C'est alors que je me suis adressé à Sa Sainteté Léon XIII, et que je l'ai prié d'aider le gouvernement de Québec à donner une solution définitive à cette question. Je lui ai dit que le gouvernement était en position de la régler. La question de compensation, ai-je ajouté, en est une d'administration ; elle nous regarde, c'est à nous à la décider avec celui que Sa Sainteté voudra bien nommer comme agent.

Quant à la distribution de l'argent, Sa Sainteté la fera pour la part destinée aux catholiques et le comité protestant du conseil de l'instruction publique, la fera pour la part destinée à la minorité. Ces décisions seront souveraines, car nous ne pouvons pas régler la question des biens des Jésuites, sans donner une juste compensation aux protestants. Nous ne

pouvons pas disposer de l'argent public, sans donner aux maisons protestantes d'éducation, une somme proportionnée à celle que nous accorderons pour les biens des Jésuites.

C'est après ces déclarations que nous avons décidé de ne pas rencontrer les Chambres sans avoir à leur offrir une solution définitive de cette question. Nous sommes aujourd'hui en position d'offrir un règlement final en ce qui concerne le côté financier de la transaction. Le représentant légal des révérends pères Jésuites accepte une somme de \$400,000 à titre de compensation, et en retour il nous cède tous les droits que cette société peut faire valoir. Cette somme sera payée quand ces bons pères nous auront signifié la décision du Saint Père, quant au mode de distribution.

Nous accordons \$60,000 aux protestants, et cette somme sera distribuée comme je viens de le dire.

Or, on comprend que cette question d'une subvention à l'Université Laval est intimement liée à celle du règlement des biens des Jésuites.

Voilà ce que j'avais à dire sur cette proposition.

La discussion a pris des allures plus larges que ne le comporte généralement une simple demande de documents. Il est bon cependant que cette discussion ait eu lieu, et que l'on sache dans cette Chambre comme dans le pays que l'Université Laval n'a pas d'ennemi, que personne ne désire nuire à cette belle institution ; mais que tous, nous désirons lui venir en aide dans la mesure de nos forces, puisque nous savons apprécier les bienfaits de la haute éducation.

**M. Casgrain**—*député de Québec*.—M. le président, je ne me proposais pas de parler sur cette question mais je dois relever une ou deux remarques faites par l'honorable premier ministre.

Tout d'abord je le remercie pour les bonnes paroles qu'il a prononcées à l'adresse de l'Université Laval, et aussi pour

les conseils qu'il lui a donnés. Ces conseils seront-ils acceptés et suivis ? je l'ignore, dans tous les cas, je ne me préoccupe pas pour le moment de cette question.

L'honorable premier ministre a voulu faire croire à cette Chambre que le Séminaire de Québec, étant très riche, n'a pas besoin d'être aidé, ni de partager dans la somme accordée comme compensation pour les biens des Jésuites. Il a cité les mots suivants : " que la dite corporation est " amplement dotée, et pourvue de moyens suffisants pour " atteindre ses fins sans assistance de la Législature provinciale. "

L'honorable premier ministre s'est mépris sur le sens de ces paroles.

• L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Pardon, le sens est évident ; il suffit de lire la charte attentivement pour s'en convaincre.

"... Que la dite corporation est amplement dotée, et " pourvue de moyens suffisants pour atteindre ses fins sans " assistance de la Législature provinciale. " C'est très clair, il me semble.

M. **Casgrain**.—Je suis obligé de soutenir le contraire, car il est toujours question du Séminaire de Québec. On fait toujours allusion aux fins pour lesquelles le Séminaire a été fondé. C'est ce qui explique comment l'honorable premier ministre s'est trompé sur la signification de ces mots de la charte.

Mais en supposant qu'en 1852 l'Université Laval fut assez dotée pour subvenir à toutes ses dépenses, la position qu'elle occupe aujourd'hui est-elle la même qu'alors ? Je dis non. On peut se faire une idée, en visitant cette institution, des immenses sacrifices qui ont été faits pour la mettre sur le pied où elle se trouve maintenant. J'invite les honorables

membres de cette Chambre à aller voir ces immenses bâtisses, sa bibliothèque, la plus riche de tout le Canada, et ses musées, et ils se feront une idée de ce que tout cela représente de sacrifices !... L'Université Laval a coûté au-delà d'un million de piastres au Séminaire, et son maintien coûte une somme annuelle de vingt-cinq mille piastres, et encore, dans ces \$25,000 on néglige de compter les intérêts sur le capital engagé.

Depuis 1852, année où la charte royale a été accordée, les propriétés que le Séminaire avait à Québec ont considérablement diminué de valeur. Les seigneuries qu'il possédait en 1852 ne donnent plus le revenu qu'elles rapportaient autrefois. De plus, les autres biens que cette maison possédait à Sillery et ailleurs, n'ont plus la même valeur. On sait que la valeur de la propriété à Québec, particulièrement à la haute-ville, a diminué dans une notable proportion, et que les loyers sont tombés dans bien des cas, de plus de la moitié, sans compter que de leur côté les charges municipales ont augmenté.

Je dis donc que la position est changée et que les revenus ne sont plus les mêmes qu'autrefois.

On dit qu'en 1880 l'Université Laval a fondé une succursale à Montréal et que cette succursale est une source de revenu pour cette institution. C'est loin d'être une source de revenu pour Laval. Elle ne retire pas un seul centin de cette maison, au contraire, elle est obligée de faire des déboursés. Mais sommes-nous pour soulever de nouveau la question universitaire à Montréal, question qui a été décidée à Rome et par toutes les autorités compétentes ? Si l'Université Laval est allée à Montréal, ce n'est pas pour son bien, mais parce qu'elle y a été obligée par le Saint-Siège.

On semble d'accord à proc'amer que Laval est une institution nationale. Si c'est vrai, et si on est sincère, on doit prendre les moyens pour la maintenir sur un bon pied d'efficacité.

Peut-on, comme l'honorable premier ministre l'a fait, alléguer le doute et demander du temps pour vérifier l'exactitude de l'avancé qui est fait, à savoir que l'Université n'a plus les moyens de continuer son œuvre éminemment bienfaisante? Non, M. le président, on ne peut douter, lorsque nous avons devant nous la demande des évêques, qui nous expose que cette institution n'a plus les ressources suffisantes pour se maintenir comme par le passé, et lorsque nous voyons le Séminaire nous déclarer ne plus être en état de la soutenir comme il l'a fait jusqu'ici. Je prétends que nous devons croire ces hautes autorités qui ne voudraient pour rien au monde nous induire en erreur.

Si réellement on ne veut pas laisser tomber cette institution, que l'on prenne les moyens de lui venir en aide.

Il n'y a pas de doute que les biens donnés aux Jésuites par les rois de France, l'étaient pour les fins de l'éducation dans le pays. Dans ce cas, je dis que le revenu de ces biens doit aller à ceux qui ont pris la place des Jésuites, et qui font autant de bien qu'ils pourraient en faire.

M. le président, je profiterai de cette occasion pour relever certaine critique que l'on a faite sur ma conduite de l'année dernière relativement au projet de loi pour donner la reconnaissance civile à la société de Jésus. A ce propos, on a dit que j'étais l'ennemi des Jésuites et que même j'étais l'ennemi de la religion. Ces accusations, je les repousse avec toute l'énergie dont je suis capable. Je puis même déclarer ici que tout ce que j'ai fait, tout ce que j'ai dit dans cette enceinte, je l'ai fait, je l'ai dit avec la haute et complète approbation de Son Eminence le cardinal Tasche-reau. Je n'ai rien dit, je n'ai rien écrit qui n'ait été soumis à Son Eminence et sans qu'elle y ait donné son approbation. J'espère que cette déclaration autorisée fera cesser ces critiques aussi injustes que déloyales.

L'honorable premier ministre a jugé à propos de nous

parler prématurément de la question des biens des Jésuites. J'en dirai un mot et c'est pour attirer l'attention sur une partie très importante des résolutions qui nous ont été distribuées.

Tout en disant que le Saint Père fera la distribution de la somme accordée, c'est-à-dire \$400,000, on paie immédiatement \$16,000 d'intérêt par année aux Jésuites. Il me semble que si l'Université Laval doit partager dans le capital, elle doit aussi partager dans l'intérêt. Que l'on fasse donc la part de chacun aussi large, aussi équitable que possible.

Sans doute que le Séminaire de Québec est encore assez riche pour continuer l'œuvre pour laquelle il a été fondé, et tant qu'il s'est maintenu dans les limites de sa mission primitive il a prospéré, mais ses troubles financiers ont commencé le jour où il a été obligé de fonder une université. Et aujourd'hui, il nous déclare qu'il ne peut continuer prudemment les sacrifices qu'il s'est imposés jusqu'ici, il faut donc venir à son secours si on veut maintenir l'Université Laval comme institution de premier ordre.

**M. Déchène** — *député de l'Islet*. — M. le président, l'honorable député de Québec s'est plaint des attaques dont il a été l'objet à l'occasion de son vote de l'année dernière sur le projet de loi donnant la reconnaissance civile à la compagnie de Jésus. De mon côté, j'ai été vivement critiqué pour avoir voté pour ce projet de loi. On m'a traité de mangeur de prêtres, parce que je m'étais rallié à la demande faite par les Jésuites. Je savais bien dans le temps que c'était une arme à deux tranchants, et que quelque fut le côté que l'on prendrait on serait également attaqué. J'ai fait ce que je considérais être mon devoir, sans me préoccuper de ce qui pourrait en résulter pour ma popularité personnelle.

M. le président, je n'ai pas l'honneur d'être professeur de l'Université Laval ; je ne le serai probablement jamais, néan-

moins je suis favorable à la demande faite au gouvernement par cette institution. Je suis en faveur de Laval non pas parce que j'ai des intérêts à son maintien mais uniquement parce que je crois qu'elle a une cause juste.

Je ne parlerai pas du mérite des résolutions relatives au règlement de la question des biens des Jésuites. Le temps n'est pas arrivé de le faire. Mais je me permettrai de répondre à la remarque faite par l'honorable député de Québec sur un point particulier de ces résolutions.

L'honorable député s'est demandé pourquoi donner de suite l'intérêt aux révérends pères Jésuites, avant que la distribution soit faite par l'autorité religieuse qui s'est réservé ce partage? Oublie-t-on que ce sont leurs biens, leurs propriétés qui sont en jeu et qu'il n'est que juste qu'ils touchent l'intérêt du capital que l'on veut bien accorder à titre de compensation.

Quant à la question de distribution, j'ai pleine confiance dans l'esprit de justice de Sa Sainteté Léon XIII. Puisque c'est le Pape lui-même qui a ordonné, comme on l'affirme ici, à l'Université Laval de fonder une succursale à Montréal, je ne doute pas qu'il lui viendra en aide, et que nous pouvons en toute confiance s'en rapporter à sa haute sagesse.

Si je suis en faveur de Laval, ce n'est pas par rivalité contre les Pères Jésuites. Je suis l'un de ceux qui croient que le soleil luit pour tout le monde.

L'Université Laval n'est pas seulement un établissement privé, c'est, dans toute la force du terme, une institution nationale. Elle a formé des savants et des hommes distingués dans toutes les carrières. Si je jette un coup d'œil sur cette Chambre, je vois un bon nombre de ses élèves, qui sont arrivés aux premières charges dans l'Etat, et qui travaillent tous, suivant leur conviction dans l'intérêt du pays.

Je sais que quand l'Université Laval a été fondée le Séminaire de Québec, son unique soutien, avait des revenus



considérables ; mais je sais aussi que depuis, ces revenus sont considérablement tombés, malgré cela, loin de diminuer, leurs dépenses ont augmenté. La bibliothèque que possède Laval est la plus belle que l'on puisse trouver dans la province. Ses musées sont très beaux, et font l'admiration de tous les visiteurs.

Qu'est-ce que nous deviendrions, nous Canadiens-Français si Laval fermait ses portes ? Il suffit de poser cette question pour en faire voir toutes les redoutables conséquences, et pour en venir à la conclusion que le gouvernement ne peut se soustraire à l'obligation de venir au secours de cette institution.

Comme le disait si bien et avec tant d'éloquence, l'honorable député de Napierville cette après-midi, l'éducation supérieure, au point de vue des faveurs de l'état, a été négligée jusqu'ici dans notre province. Cependant, personne ne contestera qu'il nous faut l'éducation supérieure dans toutes ses branches. Quand il s'agit d'un tel sujet, il ne peut être question d'économie, car ici prêcher l'économie, c'est prêcher l'ignorance.

J'ai dit tout à l'heure que j'avais donné l'appui de mon vote lorsque les Jésuites sont venus l'année dernière devant cette Chambre réclamer le privilège de la reconnaissance civile pour leur ordre. Je me félicite d'en avoir agi ainsi, car c'était dans les circonstances, un acte de courage. Si j'ai voté pour les Jésuites ce n'est peut-être pas par amour pour eux, car je me rappelle un temps où ceux qui nous ont devancés dans la carrière politique ainsi que nous de la jeune génération, étions tous condamnés comme des hérétiques par ces mêmes Jésuites parce que nous étions des libéraux. Si je leur ai donné mon appui, c'est parce que je croyais qu'ils faisaient une demande juste et raisonnable.

Aujourd'hui il s'agit d'aider une institution qui a rendu des services signalés à notre nationalité. J'appuie ces démar-

ches, et je désire ardemment que ces demandes soient favorablement accueillies.

Si l'Université Laval n'avait pas besoin réellement de secours, est-ce qu'elle risquerait de voir une enquête se faire devant cette Chambre sur l'état de ses affaires ? Evidemment non. Il y a donc à première vue, toutes les raisons du monde de croire vrai ce qu'on nous dit sur l'état de ses ressources.

Je demande au gouvernement de considérer cette question avec toute la faveur qu'elle mérite, et je ne doute pas que Laval aura la justice à laquelle elle a droit.

On ne doit pas confondre la question des Jésuites avec celle de Laval, car il y a place pour les deux.

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Belchasse*.—M. le président, j'ai écouté avec plaisir la savante étude faite par l'honorable député de Napierville. Tout d'abord je dois dire que ce discours a été un véritable régal pour la Chambre. Il a su nous transporter avec lui dans les régions les plus élevées ou pénétrer cette question de l'éducation. Qu'il me permette de le féliciter chaleureusement.

Je suis heureux de voir que l'honorable député de l'Islet est cette année du bon côté. L'Université Laval en effet mérite toutes nos sympathies. Cette institution est sortie du Séminaire, et elle a été, pour l'enseignement supérieur, ce que le Séminaire a été pour l'enseignement collégial.

Laval a été placée sous la protection d'un grand nom, d'un homme qui est connu en Europe et dans le monde entier ; j'ai nommé Son Eminence le Cardinal Siméoni.

Si vous parcourez la liste du personnel enseignant de cette Université, vous y rencontrez les noms les plus distingués qu'il y ait au Canada. La faculté de théologie compte les prêtres les plus éminents de notre clergé. La faculté de droit s'honore de posséder plusieurs des hommes qui bril-

lent au barreau. La faculté des sciences, M. le président, a à sa tête un savant aussi modeste que distingué. Les travaux érudits de M. l'abbé Laffamme, l'ont placé au premier rang. Une institution qui possède un personnel comme celui-là, mérite qu'on lui vienne en aide pour lui permettre de poursuivre une carrière aussi brillamment commencée. Je ne puis croire que le gouvernement persiste à refuser la demande qui lui a été faite. Toute la province de Québec s'est identifiée avec la cause de Laval, et, en venant à son secours, le gouvernement ne fera que se rendre au vœu de toute la population.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.* — M. le président, il s'agit du dépôt sur le bureau de cette Chambre, de la correspondance qui a été échangée entre les autorités de l'Université Laval et le gouvernement, au sujet d'une subvention en faveur de cette institution. Comme l'honorable premier ministre l'a déclaré, il ne peut y avoir aucune objection à acquiescer à cette demande, et je ferai tout ce qui dépendra de moi pour hâter le dépôt de ces documents.

Dans le cours de ce débat, il a été question du règlement relatif aux biens des Jésuites. Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour faire une déclaration qui, je le crois, est de nature à rassurer les amis de l'Université Laval. Quand j'ai donné mon concours à la proposition par laquelle la Chambre sera invitée à donner \$460,000 pour arriver à un règlement de la question des biens des Jésuites, je ne l'ai fait que parce que je croyais, comme je crois encore, que Laval aura sa part dans le montant accordé.

Quant à la question de droit, je dis que les Jésuites n'ont aucun droit légal à une compensation. Quand Philippe Lebel a supprimé en France, l'ordre des Templiers, il n'a jamais été question de compensation.

Je crois donc que l'Eglise comme les Jésuites, n'ont aucune réclamation légale, à raison de la confiscation de ses biens, Je le répète, M. le président, afin d'être bien compris de tous ceux que cela peut intéresser : Je n'ai consenti à cette compensation que parce que j'ai toujours compris, que je comprends encore et que je comprendrai toujours que Laval doit avoir sa part. Et pour faire cette déclaration, je m'appuie sur la lettre adressée le 11 octobre 1884 par Monseigneur D., archevêque de Tyr, secrétaire de la Sacré Congrégation de la Propagande au général de la Compagnie de Jésus, et dans laquelle je trouve le passage suivant :

“... Car le Saint Père juge équitable qu'une part ”—non “ pas la totalité—“ de ces mêmes biens, selon qu'il sera “ déterminé après, soit rendue à la compagnie de Jésus.”

La proposition de M. Lafontaine est adoptée.

#### LA PROTECTION DES FORÊTS.

**M. Poupore.**—*député de Pontiac*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre les marchands de bois de la province et les commissaires des terres de la couronne, au sujet de la protection des forêts contre le feu, et pour laquelle protection \$5,000 ont été votées en l'année 1884.

M. le président, en 1884, l'honorable député de Brome, alors commissaire des terres de la couronne, fit voter un crédit de \$5,000, pour la protection des forêts contre les ravages du feu, mais pour une raison ou pour une autre, cette somme n'a jamais été dépensée, de sorte que nous n'avons pas encore un système intelligent et raisonné pour la protection de nos forêts.

Dans la province d'Ontario, on est plus avancé que nous. Ce service est organisé sur un pied magnifique, du moins d'après les renseignements qui m'ont été donnés.

Comment se fait-il donc que nous n'ayions pas une organisation de ce genre, quand tous les jours nous sommes à même d'en constater l'absolue nécessité. En 1885, la province d'Ontario a commencé à organiser ce service et dès la première année, on a obtenu les plus heureux résultats.

Nos richesses forestières constituent un appoint considérable pour le revenu provincial. De plus, l'industrie de leur exploitation, donne un travail rémunérateur à des milliers et des milliers de personnes, et M. le président, il ne faut pas se le cacher, nos forêts disparaissent rapidement ; je ne crains pas de dire que le feu détruit chaque année plus d'arbres qu'il n'en est abattus par les bucherons. Je crois donc que le gouvernement devrait prendre cette question sous sa plus sérieuse considération.

Depuis quelques années, on a beaucoup parlé dans notre province de nos forêts et de la nécessité du reboisement. Le reboisement est une belle et bonne chose, mais il me semble que si on se laisse si facilement convaincre qu'il est nécessaire pour notre province, on devrait pour se montrer logique, ne rien négliger pour protéger les forêts que la nature nous a données en abondance, avant de songer à en créer d'autres par la plantation. Nos forêts sont d'une richesse incalculable, et pour le commerce et pour l'industrie. Elles fournissent aussi la principale source de revenu pour le trésor.

J'ai eu quelque chose à faire avec l'inscription du crédit que l'on trouve dans le budget de 1884. Je crois que s'il n'y a rien eu de fait, la cause doit en être attribuée aux marchands de bois. Ils n'ont malheureusement pas compris la nécessité de cette mesure, et comme leur coopération n'était pas compulsoire, mais simplement facultative, ils ont négligé de s'entendre avec les autorités. Ce que je voudrais maintenant c'est une mesure compulsoire. Les pertes énormes que nous subissons chaque année, nous justifieraient d'être aussi sévères.

Le gouvernement devrait obliger les marchands de bois à fournir chaque année une certaine somme pour défrayer les dépenses d'un service destiné à protéger les forêts contre le feu. De plus les officiers qu'ils nommeraient devraient avoir tous les pouvoirs de magistrat, pour arrêter ceux qui mettraient le feu inutilement.

Je ne puis féliciter l'ancien gouvernement sur ce qu'il a fait, car je lui avais demandé de faire une loi compulsoire. Aujourd'hui c'est cette loi que je demande au gouvernement actuel. En attendant une mesure plus complète, l'honorable commissaire des terres de la couronne, pourrait faire beaucoup pour la protection de nos forêts, en donnant certaines instructions aux gardes forestiers.

D'après la loi, le colon n'a le droit de mettre le feu à ses abatis que pendant un certain délai dans l'année; mais souvent il ne tient pas compte de la loi, et devient par là même l'auteur d'incendies désastreux.

J'espère que l'honorable commissaire des terres de la couronne, va donner toute son attention à cette question. Je sais qu'il désire faire le bien de la province, il ne peut avoir une meilleure occasion d'exercer sa bonne volonté. Si on n'a pas fait plus par le passé, c'est parce que l'on n'a pas compris toute l'importance de cette question.

**M. Tessier**—*député de Portneuf*.—Je me propose d'attirer d'une manière toute spéciale, l'attention du public sur cette question, et dans un instant, j'aurai l'honneur de soumettre une résolution à cet effet.

Pour le moment j'ai peu de chose à dire; je réserve mes remarques pour plus tard.

Pour moi, conservation de nos forêts veut dire conservation de nos richesses nationales. Ce domaine était d'une richesse immense lorsqu'il nous a été transmis, malheureusement il a bien diminué depuis.

Le feu a exercé beaucoup de ravages, mais aussi il faut le dire, l'exploitation inintelligente a bien fait sa part. Pour moi je voudrais que l'exploitation de nos forêts n'en serait pas la déviation complète.

La science nous enseigne que les arbres sont les protecteurs naturels du sol. Je puis bien dire cela, sans vouloir cependant essayer de traiter à fond la question à un point de vue scientifique. Je laisserai ce soin à des voix plus autorisées que la mienne.

Je dirai cependant qu'il est du devoir du gouvernement de prendre toutes les mesures convenables pour protéger nos forêts, et quand bien même il n'y aurait que la question de revenu pour l'engager à agir, il me semble qu'elle suffirait.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*. — M. le président, c'est une question très importante et qui intéresse au plus haut degré l'avenir de la province de Québec. L'honorable député de Pontiac a dit que dans le passé nous avons négligé la protection de nos forêts. Pourtant, le gouvernement qu'il accuse ainsi, a été le premier à faire des démarches pour organiser un système de protection efficace. Nous avons essayé de faire comprendre la nécessité d'une telle mesure aux marchands de bois ; nos efforts ont échoué devant une apathie invincible. Je puis le dire, ils ont manqué à leurs devoirs.

Il est plus temps que jamais que le gouvernement oblige les marchands de bois à contribuer pour leur part à défrayer les frais d'un service efficace pour la protection de nos forêts.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — J'ai écouté avec beaucoup de plaisir les remarques faites par l'honorable député de Pontiac. Vivant dans une région où l'exploitation forestière constitue la principale industrie de la population, ses observations ont d'autant plus de poids, qu'elles viennent d'un homme parfaitement renseigné. Il est à même plus que tout autre d'apprécier la valeur de nos forêts.

Je dois relever un reproche qu'il nous a adressé. Il a dit que nous n'avions pas fait notre devoir, parce que nous n'avions pas obligé les marchands de bois à contribuer au maintien d'une organisation destinée à protéger nos forêts. Malgré tout le respect que j'ai pour son opinion, je ne puis m'empêcher de dire que je n'ai rien à me reprocher. Je me suis tout spécialement occupé de cette question. Personne ne l'a étudiée avec plus de soin que moi. Je n'ai qu'à référer aux *Débats* de cette Chambre, pour faire voir tout l'intérêt que j'y ai porté.

L'honorable député nous a cité Ontario. Il est bon d'étudier ce qui se passe chez nos voisins, mais en même temps il ne faut pas oublier que souvent les mesures que l'on admire le plus ailleurs ne sont pas applicables ici. Ainsi il m'a été souvent donné d'entendre dire qu'il fallait suivre l'exemple de la France ; mais on semblait toujours oublier que l'état de choses qui existe ici n'est pas le même là-bas, et que si nous voulions appliquer le même système, nous courrions le risque de nous heurter à des difficultés insurmontables.

L'honorable député a traité cette question à un point de vue général, et je l'approuve. Mais il ne faut pas croire que c'est une question tout à fait nouvelle. Il y a déjà plusieurs années qu'elle a occupé l'attention de cette Législature. La question du reboisement a été longuement traitée dans cette Chambre, et on semble ignorer ce qui s'est fait en 1882, et les mesures prises par l'honorable député de Brome.

Notre loi sur les forêts est la meilleure que l'on puisse trouver dans les colonies anglaises, cependant je ne sais trop pourquoi on l'a laissée de côté. J'ai constaté qu'elle ne vient en force que sur proclamation du Lieutenant Gouverneur, et je me demande si jamais cette proclamation a été émanée, bien que j'aie toujours été sous l'impression que la



loi avait été mise en force. C'est en vertu de cette législation qu'on a établi la fête des arbres.

L'honorable commissaire des terres de la couronne s'apercevra en étudiant la question, que la plupart des lois des pays étrangers ne sont pas applicables ici, et c'est cette difficulté qui nous a arrêté bien des fois.

Le reboisement est nécessaire pour une partie de la province au moins. A partir de Québec en descendant, surtout d'ici à la rivière Matapédia, il n'y a presque pas d'arbres dans les campagnes sur le long du fleuve. J'ai eu occasion souvent de constater la chose, en descendant à bord des trains de l'Intercolonial.

En France on a établi tout un système pour le reboisement. On a ouvert des écoles spéciales, où l'on enseigne la culture des arbres.

Je crois que l'on pourrait faire certaines améliorations au système établi dans cette province, quant à ce qui regarde la protection des forêts et le reboisement. L'honorable député de Pontiac nous a dit que les marchands de bois n'ont pas voulu faire leur devoir ; je le regrette, mais il est probable que notre loi de 1883 qui crée tout un système de protection pour nos forêts, les a effrayés outre mesure. Cependant ils auraient dû finir par comprendre la sagesse de cette loi et sa nécessité.

Avec la grande étendue de forêts que nous avons, il sera matériellement impossible d'empêcher tout ravage par le feu ; cependant il serait à propos de prendre certaines mesures préventives.

Je crois que nous avons fait tout ce que nous pouvions dans les circonstances, et je souhaite que ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui fassent mieux que nous, tant pour les colons que pour la protection de nos forêts. S'ils réussissent je dirai tant mieux pour eux, et tant mieux pour le gouver-

nement. Nous ne serons pas jaloux de leur succès. Je doute cependant que l'on puisse faire mieux, car l'expérience m'enseigne qu'il est très difficile de régler ces sortes de questions. Néanmoins il y a un intérêt national en jeu, et il ne faut pas hésiter à aborder ce sujet de nouveau.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.* — Je crois que l'honorable député de Gaspé a laissé tomber une parole bien désespérante lorsqu'il a dit qu'il est très difficile de régler ces sortes de questions et qu'il a laissé entendre qu'il vaudrait peut-être autant ne rien faire. C'est là l'impression que laisse son discours. Je dis au contraire qu'il faut faire quelque chose, et que les difficultés ne doivent pas nous rebuter.

Je comprends que dans un pays comme la province de Québec, on ne doit pas traiter la question de la culture des arbres comme on le fait dans les contrées habitées depuis très longtemps. La question du reboisement par exemple, n'a pas la même importance pour toutes les parties de la province ; cela est évident.

Il ne peut être pour le moment question d'organiser sur un grand pied la culture des arbres, de sorte que nous pouvons, sans inconvénient, laisser ce point de côté, pour nous occuper des mesures d'une application plus urgente, et en même temps plus pratique. Bien que le gouvernement n'ait pas eu encore le temps d'étudier à fond cette question, en vue d'appliquer les remèdes qu'exige la situation, je puis bien dire ici mon opinion personnelle. L'honorable député de Gaspé a parlé de la nécessité du reboisement dans les vieilles paroisses. C'est à cette remarque que je fais allusion.

Il me semble que l'on pourrait commencer par planter des pommiers acides qui produisent un fruit qui n'est pas mangeable il est vrai, mais ces arbres bien cultivés, pourraient finir par donner plus tard un revenu, comme cela se pratique avantageusement en France et dans d'autres pays.

Je comprends que la protection accordée à l'heure qu'il est à nos forêts n'est pas suffisante. Cependant la Chambre doit reconnaître que nous avons fait un pas dans cette direction. Ainsi dans notre projet de loi, nous disons que le colon ne pourra pas mettre le feu dans ses abatis, au cours de ses opérations de défrichement, à moins de cent pieds de la forêt. Ces cents pieds devront être clairs de toutes matières inflammables. C'est déjà un commencement de protection.

**M. Deschênes**—*député de Témiscouata*.—Quel sera le coût pour clairer ces cents pieds... Je suis certain que cela sera très onéreux...

L'honorable **M. Duhamel**.—Il me semble qu'il faut commencer par là, si nous voulons sérieusement faire quelque chose. J'admets que cela pourra peut-être être onéreux, nous verrons dans tous les cas ce qu'il y aura de mieux à faire, tout en maintenant le principe de cette mesure préventive. Nous nous proposons de faire assez pour le colon pour nous permettre de lui demander en retour un léger sacrifice au profit du domaine public. Nous abolissons la réserve forestière, c'est-à-dire, nous ouvrons la province à la colonisation, ce qui pratiquement n'existait pas depuis la création de cette fameuse réserve. Nous abolissons aussi la réserve du bois de pin faite en faveur de la couronne. Tout cela sont autant d'avantages que nous accordons aux colons. Ces avantages sont tellement réels que les marchands de bois sont, à ce sujet, fort mécontents contre le cabinet. Nous nous proposons aussi par notre nouvelle loi — et l'avenir nous dira si nous avons fait là une bonne ou mauvaise loi — nous nous proposons, dis je, de décréter qu'à l'avenir il y aura une réserve de vingt par cent sur le lot de chaque colon. La couronne aura le domaine de ces vingt pour cent, mais le colon en aura pour lui seul l'usufruit. Il aura le droit d'en retirer tout le profit possible, à la condition de ne pas le détruire.

J'avoue ne pas avoir eu encore le temps d'étudier la question du reboisement. Je crois cependant que les remarques de l'honorable député de Pontiac sur la nécessité de protéger davantage les forêts contre les ravages des incendies, sont pleines d'à-propos, et méritent de la part du gouvernement, la plus sérieuse considération. Il est vrai, comme l'a dit l'honorable député, que les marchands de bois n'ont pas fait leur devoir. Dix environ sur les cent marchands de bois qu'il y a, ont répondu à l'appel ; cela prouve leur apathie. Sans m'engager en rien pour l'avenir, je crois qu'il serait mieux, si la chose est possible, de rendre la loi obligatoire ; c'est mon opinion personnelle, et là-dessus les considérations que les honorables députés de l'opposition ont fait valoir, ont un grand poids à mes yeux.

La proposition est adoptée.

**M. Tessier**—*député de Portneuf*.—J'ai l'honneur de proposer : Attendu que l'histoire nous enseigne que les pays dénudés de leurs forêts sont tombés dans la décadence ;

Et attendu que la science nous démontre que les forêts favorisent l'humidité du climat, déterminent une juste distribution des eaux pluviales, assurent aux rivières de moindre importance un approvisionnement d'eau plus uniforme et préviennent les inondations des rivières plus considérables, lesquelles, en charriant l'humus du sol, lui enlèvent ses substances les plus précieuses et en font définitivement un désert inculte ; et attendu que le défaut de système raisonné dans la coupe de nos forêts a déjà produit la rareté des meilleurs bois de construction pour le commerce d'exportation et la consommation locale.

Attendu que des personnes bien renseignées nous assurent qu'il y a plus de bois de détruit par le feu qu'il n'y en a d'enlevé par nos commerçants ;

Attendu que l'expérience nous démontre que certaines espèces d'arbres peuvent être avantageusement cultivées ;

Attendu que si l'on ne prend certaines mesures pour assurer plus tard aux cultivateurs leur approvisionnement de bois, un grand nombre d'entre eux se trouveront bientôt dans la nécessité d'acheter tout le combustible dont ils ont besoin ;

Attendu qu'il est reconnu que des plantations d'arbres sur une terre ajoutent à la valeur du terrain, donnent de l'ombre au bétail et protègent la récolte, tout particulièrement celle du blé d'automne ;

Attendu que les différents pays d'Europe tirent des profits considérables de leurs forêts ;

Et vu l'importance de cette question ;

Résolu, Qu'il est du plus haut intérêt pour le gouvernement de prendre des mesures pour introduire l'étude de la sylviculture qui a produit de si beaux résultats en Europe et dans l'Inde, afin de permettre à la province de tirer parti de ses forêts et de trouver ainsi moyen d'augmenter ses revenus et de promouvoir systématiquement les intérêts de la colonisation en fournissant au colon une sauvegarde pour l'avenir.

M. le président, la proposition que je sou mets maintenant à la Chambre parle par elle-même. Il s'agit de la conservation et du reboisement de nos forêts, et quand on dit conservation de nos forêts cela veut dire conservation de notre domaine national.

Cedomaine contenait des richesses qui paraissaient inépuisables lorsque la Providence l'a donné à nos ancêtres. Il a été bien dévasté depuis, mais je viens demander à cette honorable Chambre de venir déclarer que c'est notre devoir de conserver ce qui nous en reste, comme un bien précieux, et de prendre des mesures pour que l'exploitation de nos forêts ne soit plus une destruction complète ; chaque année, nous avons à déplorer la dévastation d'immenses quantités

de bois à la suite de l'imprévoyance des colons, et il n'y a pas de doute que les marchands de bois s'appliquent à retirer le plus de bois possible de leurs " limites " sans s'inquiéter de l'avenir.

Je me permets donc de dire que le gouvernement méritera la reconnaissance publique s'il veut travailler énergiquement à la conservation, à la réparation et à la création des forêts dans notre province de Québec.

L'histoire nous enseigne que les pays qui ont été déboisés sont devenus pauvres : ainsi la Palestine, le nord de l'Afrique, de même que des parties de l'Espagne et du nord de la Prusse. Les arbres sont des protecteurs du sol en ce qu'ils empêchent les inondations et par là conservent au sol l'humus végétal qui autrement serait enlevé graduellement vers les cours d'eau et ensuite vers l'océan.

Je n'entreprendrai pas de traiter cette question de la sylviculture au point de vue scientifique. Je laisse cela à des voix plus autorisées que la mienne.

Mais je crois pouvoir dire qu'une politique sage de reboisement serait un bienfait pour notre pays en ce qu'elle aurait pour effet de nous assurer un revenu permanent.

Je demande que l'on prenne des mesures énergiques pour surveiller nos forêts et les empêcher d'être incendiées, et aussi qu'on tâche de répandre et favoriser la sylviculture dans nos écoles et parmi notre population.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du jeudi, le 21 juin 1888.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets de loi.—Suite de la délibération générale sur le projet de budget.—Amendement de M. Desjardins, au sujet de l'emprunt : MM. Desjardins et McShane.—Délibération sur les articles du budget : MM. Mercier, McShane, Flynn, Shehyn et Taillon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi 47 Victoria, chap. 23, concernant les écoles d'industrie.

M. **Bisson** — *député de Beauharnois.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi 30 Victoria, chap. 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins.

Ces deux projets de loi sont adoptés en 1<sup>re</sup> délibération.

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la loi 49-50 Victoria, ch. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province.

Concernant les répartitions d'églises dans les paroisses catholiques romaines de Montréal.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION AGRICOLE.

**M. Bernatchez**—*député de Montmagny*.—J'ai l'honneur de proposer que le rapport de la commission agricole déposé sur le bureau de la Chambre, soit maintenant adopté.

M. le président, en soumettant cette proposition, je crois devoir faire quelques remarques . . . . .

**M. Deschênes**—*député de Témiscouata*.—Il me semble qu'il nous faudrait tous les documents avant d'entamer cette discussion. Or je vois sur l'ordre du jour, l'avis d'une proposition de la part de l'honorable député de l'Islet, laquelle proposition se rapporte au même sujet.

L'honorable **M. Gaguon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province*.—Je veux être franc et ne pas profiter d'un malentendu. Si ce débat est ajourné maintenant, il ne pourra être repris qu'après les affaires publiques, c'est-à-dire qu'il sera remis à beaucoup plus tard. Au fond c'est ce que je désire.

Le débat est ajourné.

LE BUDGET. — AMENDEMENT RELATIF A L'EMPRUNT.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération générale sur le projet de budget.

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—M. le président, je me rends volontiers au désir de l'honorable premier ministre, qui nous a invités, vendredi dernier, à étudier la situation des finances de la province avec toute l'attention et tout le soin que le sujet mérite.

L'opposition constitutionnelle est l'un des plus importants rouages de notre système de gouvernement parlementaire, parce qu'il est de l'intérêt public que la politique générale et les actes administratifs des ministres responsables à



cette Chambre et à ceux qui nous ont élus, soit soumis à la libre discussion des représentants du peuple. Le rôle de la loyale opposition de Sa Majesté est celui de la critique, mais pour être utile et atteindre son but, cette critique doit être juste en principe, appuyée sur des faits incontestables, et se recommander à l'approbation publique par la sincérité de ceux qui en prennent la responsabilité. Je me ferai un devoir de me conformer strictement à ces conditions essentielles de toute délibération profitable au pays, dans les remarques qu'il m'incombe de faire en réponse à l'habile discours de l'honorable trésorier sur le budget.

Je n'ai pas besoin de déclarer qu'en critiquant la politique et les opinions de l'honorable trésorier, comme c'est mon droit et mon devoir de le faire, je saurai avoir pour lui tout le respect que lui méritent son caractère et la droiture de ses intentions. Si je ne réussis pas à persuader mes adversaires, je tiens au moins à les convaincre de la sincérité de mes vues par la justice de mes procédés de discussion et la loyauté de ma parole.

Nous sommes tous d'accord à dire que la bonne gestion de nos affaires financières est l'une des questions qui intéressent notre province, et, j'ajouterai, le pays en général, au plus haut degré. Unis sur ce point, nos divergences d'opinion commencent et s'accroissent rapidement dès que nous étudions la situation de nos finances, la politique qui l'a produite telle que, de part et d'autre, nous la constatons, et particulièrement la responsabilité des hommes publics qui ont dirigé ou critiqué la marche des affaires depuis plusieurs années. Le souvenir de nos discussions passées sur le même sujet est encore présent à la mémoire de tous ceux qui y ont donné quelque attention. Il n'est pas nécessaire de le rappeler avec trop d'insistance, pour que mes honorables collègues connaissent avec exactitude le point de départ du débat, que j'engage aujourd'hui au nom de mes honorables amis de l'opposition. D'ailleurs, l'honorable trésorier

a résumé nos controverses antérieures dans les premières paroles de son discours de vendredi dernier. J'ai le droit bien légitime de me servir de ses propres remarques pour démontrer comment, en suivant avec soin la droite direction indiquée par les principes et les faits, on arrive sûrement à des conclusions bien différentes de celles qu'il a tirées, l'autre jour, avec une si apparente satisfaction.

L'honorable trésorier nous a dit :

“ Nous avons promis de travailler avec énergie au rétablissement du bon ordre dans les finances de la province ;  
“ avant de soumettre le budget, il est de notre devoir de  
“ montrer que nous avons tenu cette promesse. Comme de  
“ raison, dans le court espace de quinze mois qui se sont  
“ écoulés depuis notre avènement au pouvoir, il ne nous a  
“ pas été possible d'accomplir tout ce que nous entendons  
“ faire ; mais nous avons travaillé courageusement à l'œuvre  
“ de réhabilitation que nous avons entreprise, et les faits  
“ que je vais exposer, je l'espère du moins, prouveront que  
“ nous avons accompli la plus grande partie de notre tâche.  
“ En effet, nous avons déjà assis la position financière de  
“ la province sur des bases qui permettent d'envisager  
“ l'avenir sans beaucoup de crainte, et si la politique que  
“ nous poursuivons ne rencontre pas trop d'opposition, nous  
“ aurons bientôt accompli l'œuvre à laquelle nous travail-  
“ lons.”

Résumons davantage ces lignes. L'honorable trésorier nous dit que le gouvernement actuel a travaillé avec courage à l'œuvre de réhabilitation qu'il avait entreprise, qu'il avait promis de travailler avec énergie au rétablissement du bon ordre dans les finances, et qu'il a tenu cette promesse ; qu'en effet il a déjà assis la position financière de la province sur des bases qui permettent d'envisager l'avenir sans beaucoup de crainte.

Ai-je besoin de dire que je diffère totalement d'opinion avec l'honorable trésorier sur le premier des points que je viens de résumer ? Je conteste du tout au tout la prétention du ministère actuel qu'en arrivant au pouvoir, il était dans l'obligation d'entreprendre une œuvre de réhabilitation financière. Faire d'une situation un tableau désespéré, pour s'autoriser à réclamer le mérite d'y avoir presque miraculeusement arraché ceux qui allaient en être les victimes certaines, est peut-être une tactique assez habile. Mais on avouera qu'elle ne brille pas par le respect de la stricte vérité, ni par la justice envers des adversaires, que l'on persiste à tenir responsables, devant le public, d'un état de choses qui n'a jamais existé autrement que dans l'imagination trop surexcitée de ceux qui avaient un grand intérêt de parti à le dire menaçant.

Pour définir la véritable situation financière léguée au gouvernement actuel, la Chambre me permettra de lui rappeler les paroles suivantes que je prononçais l'année dernière, dans une semblable circonstance. Je disais le quinze avril 1887 :

“ Le gouvernement de l'honorable M. Ross et le parti “ conservateur ont légué au ministère actuel une situation “ financière très favorable que je dessine à grands traits “ comme suit :

“ Nous lui avons laissé un surplus de \$247,646 dans les “ dix-neuf mois du 1er juillet 1885 au 31 janvier 1887.

“ Contre une dette fondée et flottante, au 31 janvier 1887 “ de \$18,884,241, nous lui avons transmis un actif certain “ de \$13,122,494, ce qui ne laissait qu'une dette de “ \$5,760,746.

“ En outre nous lui avons transmis un actif immédiate- “ ment réalisable de \$2,250,000 en chiffres ronds, pour “ faire face aux obligations à écheoir d'ici à deux ans et “ plus.

“ Nous lui avons transmis un revenu annuel de plus de  
“ trois millions de piastres, ce qui assure un surplus annuel  
“ sur les dépenses ordinaires qui, avec une bonne adminis-  
“ tration, peuvent être limitées à moins de trois millions.

“ L’actif de la province donne un revenu annuel de \$700,-  
“ 000 en chiffres ronds.

“ Nous avons transmis au ministère actuel un magnifique  
“ crédit public. Nos obligations provinciales à 5 pour cent  
“ sont cotées jusqu’à 113 sur le marché anglais.

“ Voilà pour la situation financière.

“ De plus, la province est en progrès. Des chemins de  
“ fer se construisent partout. La colonisation se développe  
“ rapidement. Nous fondons une puissante industrie natio-  
“ nale, et nous créons partout un commerce qui prendra  
“ bientôt de très grandes proportions.

“ Telles sont les conditions dans lesquelles le gouverne-  
“ ment actuel a été chargé d’administrer les affaires de la  
“ province. S’il ne profite pas de tous les avantages d’une  
“ situation aussi favorable pour travailler dans l’intérêt bien  
“ compris de la province, il aura un compte sévère à rendre  
“ à cette Chambre et au peuple, après les promesses solen-  
“ nelles que nos adversaires ont tant de fois prodiguées aux  
“ électeurs pour capter leur confiance et leurs suffrages.

Je n’ai rien à modifier dans cette définition que je faisais,  
l’année dernière, de la situation léguée au cabinet actuel.  
Elle était et elle est essentiellement vraie, parce qu’elle était  
basée sur des faits incontestables. Le gouvernement nou-  
veau ne se trouvait donc pas en face de la tâche si difficile,  
suivant l’honorable trésorier, de réhabiliter nos affaires  
financières. Cette prétention insoutenable a conduit l’hono-  
rable trésorier à oublier son rôle de ministre responsable  
pour consacrer presque une moitié de son discours à la cri-  
tique de la gestion de ses adversaires, lorsqu’il aurait dû se  
rappeler que le public attendait de lui, non des attaques

contre ceux qui n'ont plus la direction des affaires, mais une exposition complète de la politique du ministère et une défense sérieuse de son administration.

L'honorable trésorier a divisé son discours en cinq principaux points. Je suivrai le même ordre pour faciliter à mes honorables collègues, la comparaison de mes arguments et de mes chiffres avec ceux de l'exposé financier que nous avons entendu vendredi dernier.

La Chambre a sans doute remarqué les efforts de l'honorable trésorier pour rejeter sur le gouvernement précédent toute la responsabilité des opérations de l'exercice terminé le 30 juin 1887. J'avoue avoir été un peu surpris, parce que je croyais qu'il serait assez juste pour admettre que le ministère actuel partage, avec son prédécesseur, la responsabilité de la gestion financière de la province pendant l'exercice dernier. Le gouvernement dans lequel l'honorable député de Québec-est occupe la position si importante de trésorier, est arrivé au pouvoir à la fin de janvier 1887. Il est donc responsable pour les cinq derniers mois de l'année.

Le 15 avril 1887, j'établissais comme suit le résultat des opérations depuis le premier juillet 1886 jusqu'au 31 janvier 1887, et j'ajoutais mes prévisions pour la fin de l'année :

" Le résultat si favorable obtenu en 1885-86 a été encore  
" dépassé par celui réalisé pendant les 7 premiers mois de  
" l'année courante qui se terminera le 30 juin 1887.

" Depuis le premier de juillet 1886 au 31  
janvier 1887, les recettes ont été de.... \$2,093,213 00

" A déduire les recettes suivantes :

" Remboursement de l'asile St.

Jean de Dieu..... \$ 7,125

" Assurance sur l'ancienne bâtisse

du parlement ..... 32,765

" Contributions au fonds de pen-

sion des instituteurs..... 33,000  
\$ 72,890 00

" Revenu ordinaire du 1<sup>er</sup> juillet 1886 au 31  
janvier 1887..... \$2,020,323 00

" Passons maintenant au chapitre des dépenses pendant  
" la même période de sept mois.

" Somme totale payée du premier juillet  
1886 au 31 janvier 1887..... \$2,705,400 00

" A déduire pour les dépenses extraordi-  
naires suivantes :

" Subventions aux chemins de fer. \$628,964

" Palais de justice de Québec .. 70,876

" Palais législatif..... 54,306

" Crédit spécial de la colonisation  
payé à même le capital, comme  
celui de 1885-86..... 80,000

\$ 834,146 00

" Dépenses ordinaires du 1<sup>er</sup> juillet 1886 au  
31 janvier 1887..... \$1,871,254 00

" Nous constatons le surplus obtenu par le ministère Ross  
pendant les sept premiers mois de l'année courante par la  
soustraction suivante :

" Revenu ordinaire du 1<sup>er</sup> juillet 1886 au 31  
janvier 1887..... \$2,020,323

" Dépenses ordinaires do do .. 1,871,254

" Surplus pendant sept mois..... \$ 149,069

" Je diffère totalement d'opinion avec l'honorable trésorier  
" au sujet du résultat possible des opérations de l'exercice  
" en cours. Je dis que cette année devrait se terminer par  
" un surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordi-  
" naires.

“ Le gouvernement, s’il y met de l’énergie nécessaire  
 “ peut et doit percevoir, en 1886-87, un revenu total de  
 “ \$3,100,000 en chiffres ronds.

“ Voici mes prévisions à ce sujet :

“ Revenu ordinaire perçu le 31 janvier 1887.....	\$2,020,323
“ Recettes possibles jusqu’au 30 juin :	
“ Balance, subvention fédérale.....	\$ 59,850
“ Terres de la couronne.....	325,000
“ Justice,.....	115,000
“ Officiers publics.....	2,000
“ Licences.....	260,000
“ Législation.....	1,000
“ Asiles d’aliénés, contributions municipales.....	50,000
“ Intérêt, chemin de fer du Nord....	186,000
“ De la province d’Ontario.....	60,000
“ Divers.....	25,000
	<hr/>
“ Revenu ordinaire prévu de 1886-87.	\$3,104,173
“ Les dépenses ordinaires de 1886-87 ne devraient pas dépasser.....	<hr/> 3,000,000
“ Surplus possible 1886-87.....	\$ 104,173

“ Si le gouvernement change un surplus possible d’une  
 “ centaine de mille piastres, en un déficit de \$370,000  
 “ comme le prévoit l’honorable trésorier, la Chambre devra  
 “ lui en demander un compte bien sévère.”

Dans son discours sur le budget, l’honorable trésorier a  
 établi comme suit le résultat des opérations ordinaires de  
 l’exercice 1886-87 :

Dépenses.....	\$3,289,679.78
Recettes.....	2,965,446.62
	<hr/>
Déficit.....	\$ 324,251.16

L'honorable trésorier constate ce déficit, et s'en autorise pour dire qu'à son arrivée au pouvoir la situation financière était bien difficile. Je crois d'abord que c'est exagérer que de porter le déficit de 1886-87 à \$324,251. Il ne faut pas oublier que dans le montant des dépenses que je viens de citer du discours de l'honorable trésorier, est compris le crédit spécial de \$80,000 pour la colonisation, dont la Chambre avait ordonné le paiement à même le capital. Cette somme déduite, le déficit est diminué au chiffre de \$244,251. Il faut aussi tenir compte que les élections générales d'octobre 1886 ont eu lieu pendant cet exercice, et ont entraîné une dépense de \$50,461.

Qui est responsable du déficit de 1886-87, réduit comme je viens de le calculer, à une couple de cent mille piâtres ? C'est ce qu'il importe à cette Chambre et au public de savoir.

Comme je viens de le dire en lisant mes paroles de l'année dernière, le 31 janvier 1887, lors du changement de ministère, il y avait un surplus de \$149,069 dans les opérations des sept premiers mois de l'exercice. Dans les cinq derniers mois de l'année, le gouvernement actuel a porté les dépenses ordinaires au chiffre de \$3,289,697. C'est une augmentation d'environ \$250,000 sur l'année précédente, 1885-86, en comptant les crédits spéciaux pour la colonisation dans les dépenses ordinaires des deux années. Je veux être juste, et je reconnais que l'ancien gouvernement est responsable de l'augmentation, au montant de \$38,000 dans le service des intérêts de la dette provinciale. Aucune responsabilité particulière ne s'attache à l'un ou l'autre des partis, au sujet des frais des élections générales de 1886, qui ont eu lieu à l'expiration régulière du terme de la Chambre élue en 1881. Il en est de même pour quelques autres dépenses additionnelles peu considérables. Mais le ministère actuel ne peut se soustraire à la responsabilité



d'une augmentation de cent à cent vingt-cinq mille piastres des dépenses de 1886-87 comparées à celles de 1885-86, dont le gouvernement précédent est seul et entièrement responsable. Aussi il eut mieux fait de l'accepter courageusement, et de s'efforcer de justifier cet accroissement de dépenses en prouvant qu'il était dans l'intérêt public, au lieu de tenter vainement de la rejeter sur son prédécesseur.

Le gouvernement actuel est responsable du déficit de l'année dernière, non-seulement par les nouvelles dépenses qu'il a faites pendant ces cinq mois de pouvoir de cet exercice, mais aussi pour n'avoir pas assez énergiquement activé la perception du revenu. Du premier juillet 1886 au 31 janvier 1887, le revenu ordinaire avait atteint \$2,020,323. Avec une perception énergique, il était facile de le porter au montant de \$3,100,000 à la fin de l'année. Une centaine de mille piastres et au-delà de dépenses en moins, et une recette de cent vingt-cinq à cent quarante mille piastres en plus, auraient soldé les opérations de l'exercice en équilibre, et même avec un surplus.

Mais de l'étude des documents officiels qui nous ont été soumis et du discours de l'honorable trésorier, il me paraît bien évident que le ministère était plutôt désireux de pouvoir établir un déficit considérable pour l'exercice 1886-87, et qu'il portait sa plus tendre sollicitude sur l'exercice en cours, 1887-88, dont il lui faudra accepter l'entière responsabilité. Aussi a-t-il eu le soin de grossir les dépenses de l'année dernière, et surtout d'ajourner aux premiers jours de l'année courante la perception de sommes réellement afférentes aux exercices précédents. Qu'il me suffise de citer les montants reçus depuis, de la province d'Ontario, et des municipalités pour leur contribution à l'entretien des aliénés dans les asiles. Le calcul du ministère est facile à comprendre. Se mettre en mesure de pouvoir faire ressortir un déficit considérable des opérations de l'année dernière, en

en rejetant la responsabilité sur son prédécesseur, et un surplus de celle de l'exercice en cours, c'était se fournir le facile moyen de faire une réclame retentissante en faveur de sa supériorité administrative et financière sur ses devanciers. Mais cette ruse de guerre ne nous échappera pas, et nous saurons la déjouer. Le public en comprendra aisément toute la signification, et sera d'accord avec nous pour dire au cabinet qu'il a eu bien tort de s'en servir.

Le mélange que l'honorable trésorier a fait des opérations ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1886-87, permettra à quelques-uns de ses amis peu scrupuleux, et encore moins soucieux de discuter les affaires publiques d'une manière sérieuse, de dire, en s'appuyant sur ses chiffres, qu'il y a eu un déficit de \$1,445,533, l'année dernière. A plusieurs reprises déjà, j'ai démontré l'erreur fondamentale d'une semblable manière de calculer, parce qu'il est de toute évidence qu'elle donne une idée fautive de la véritable situation de nos affaires. Elle est conséquemment nuisible au bien public. Pourquoi donc cette obstination à ne pas vouloir admettre le principe de finances publiques, pourtant si vrai, que le déficit d'un exercice est l'écart en moins entre les recettes ordinaires, régulières, permanentes dans leurs sources, sinon dans le chiffre de leur rendement, et les dépenses aussi ordinaires, régulières et permanentes de leur nature, sinon quant au montant qu'elles atteignent, de ce même exercice.

Je ne puis pas m'expliquer ce que l'honorable trésorier veut dire lorsqu'il parle de découvert dans les services du budget extraordinaire. Pas un seul des financiers les plus en renom, et qui administrent les affaires des plus grands et des plus riches pays, n'a jamais fait de semblables calculs. Je ne conçois pas qu'un gouvernement qui a entrepris des travaux que l'on est convenu d'appeler imputables au capital, déclare à la fin de l'année : j'ai payé pour ces travaux,

disons, deux millions de piastres ; je n'avais en caisse, au commencement de l'exercice, qu'un million à être appliqué à cette fin ; donc j'ai un découvert ou un déficit d'un million. Mais il était compris dès le début que ces déboursés extraordinaires devaient être payés à même des ressources extraordinaires. Il ne peut donc pas être question de déficit dans ces opérations, et je me demande pourquoi l'honorable trésorier persiste à grouper ses chiffres d'une aussi étrange manière, que je n'ai trouvé dans aucun discours d'hommes politiques qui ont traité des finances publiques. Il le regrettera peut-être avant longtemps, parce que nous serons bientôt en mesure de nous en servir avantageusement contre lui. Je ne renonce pas au droit d'user des armes qu'il nous prépare, vu que ce sera peut-être le plus efficace moyen de lui rendre le service de le faire revénir d'une erreur qui lui fournit,—et c'est probablement pourquoi il y tient tant—l'avantage peu juste de critiquer ses devanciers sans raisons valables.

L'état du passif et de l'actif de la province à la fin du dernier exercice diffère peu, quant aux montants, de celui que l'honorable trésorier nous a donné, il y a un peu plus d'un an. La dette provinciale y est portée au chiffre de \$22,188,700, mais, contrairement à ce qui se pratique partout ailleurs, les subventions aux chemins de fer votées, mais non encore dues, y sont comptées. L'actif est calculé à \$10,859,059, laissant une dette nette de 11,329,640. L'honorable trésorier est ensuite entré dans d'assez longs détails sur la dette flottante, pour essayer de convaincre la Chambre que le fameux emprunt de \$3,500,000 était absolument nécessaire, toujours en vue d'en rejeter la responsabilité sur ses prédécesseurs. Il nous a dit que le 30 juin 1887, il avait à faire face à une dette flottante de \$3,861,466. Mais pourquoi n'avoue-t-il pas, ce que nous savons tous, qu'un million et demi de cette somme se composait d'obli-

gations dont l'échéance était et est encore lointaine, et dont une partie ne sera très probablement jamais due.

Il calcule l'actif réalisable le 30 juin 1887 à la modique somme de \$300,000. Et cependant l'état des recettes de la province pour les neuf mois de l'exercice en cours, terminés le 31 mars dernier, nous prouve qu'à cette date l'honorable trésorier avait facilement perçu la somme de \$782,000, acompte de notre actif le 30 juin précédent. Evidemment l'actif réalisable, légué par l'ancien gouvernement au ministère actuel, s'élevait à plus des \$300,000 calculées par l'honorable trésorier, puisqu'il en a perçu un montant de près de \$800,000 dans les quelques mois suivants.

Mais passons à l'examen de la fameuse question de l'emprunt. Après les étranges événements qui ont signalé les négociations de l'emprunt de \$3,500,000, on devait s'attendre que l'honorable trésorier ferait tous les efforts possibles pour donner à l'affaire la couleur favorable dont elle avait tant besoin. Aussi y a-t-il consacré un tiers de tout son discours. Il est de mon devoir de lui dire que, malgré ce long et pénible travail, il n'a pas réussi à prouver la nécessité absolue de l'emprunt, ni à justifier le cabinet de la manière dont il a conduit les négociations qui ont abouti à la création d'une dette consolidée de trois millions et demi de piastres.

Il est important de rappeler la position exacte que les deux partis dans cette Chambre ont prise, l'année dernière au sujet du projet du ministère de contracter un nouvel emprunt permanent.

De son côté pour convaincre la Chambre qu'elle devait l'autoriser à emprunter \$3,500,000, le gouvernement lui disait qu'il avait des obligations pour ainsi dire immédiates à rencontrer au montant de près de quatre millions, et qu'il

n'avait pas de ressources financières pour faire honneur aux affaires de la province.

De notre côté, nous combattons cette politique d'emprunt, en répondant au ministère qu'il exagérerait beaucoup le chiffre de ses obligations immédiates ; qu'avant de contracter un nouvel emprunt permanent, le cabinet devait percevoir avec énergie ce qui était dû à la province, et qu'ainsi il était possible d'éviter, sinon en totalité du moins en très grande partie, l'addition permanente de \$3,500,000 à notre dette consolidée.

Quiconque voudra juger avec impartialité les événements depuis l'année dernière, devra admettre qu'ils nous ont donné raison et justifié pleinement la position que nous avons prise.

La Législature était à peine prorogée, l'année dernière, que le conseil privé rendait jugement en faveur de la province dans l'affaire des impôts sur les corporations commerciales. Le 31 mars dernier, le gouvernement avait déjà perçu acompte des arrérages de ces impôts la somme de \$557,665. Avec les \$100,000 reçus d'Ontario et les \$125,000 en règlement de compte avec la cité de Montréal, c'est un montant de \$782,665. Il est certain que le gouvernement pouvait retirer une plus forte partie de l'actif, pour faire face aux obligations extraordinaires qui arrivaient à échéance.

En second lieu, les événements ont prouvé que les prévisions de l'honorable trésorier sur les sommes qu'il aurait à payer, et pour lesquelles il demandait l'autorisation d'emprunter \$3,500,000, étaient beaucoup exagérées. Il me sera bien permis de remarquer que les miennes se sont réalisées. Je disais le 12 mai 1887 :

“ L'honorable trésorier nous a dit que d'ici au 30 juin prochain, il lui fallait de toute nécessité faire face à des obligations au montant de \$1,900,000. Cette prévision est

“ très exagérée. Je calcule comme suit ce que le gouverne-  
 “ ment aura à payer d’ici à la fin de l’année financière cou-  
 “ rante :

“ Subventions aux chemins de fer.....	\$350,000
“ Palais législatif et de justice, Québec.....	250,000
“ Chemin de fer du Nord et banque d’Echange.	37,000
“ Déficit de 1886-87. au plus.....	200,000
	<hr/>
Montant.....	\$837,000

“ Voilà tout ce que le gouvernement peut être obligé  
 “ de payer de dépenses imputables au capital d’ici au 30  
 “ juin prochain. La probabilité est qu’il n’aura pas même  
 “ à déboursier tout ce montant. Les emprunts temporaires  
 “ peuvent facilement être renouvelés et le paiement n’en  
 “ sera pas exigé.”

Dans son discours sur le budget, l’honorable trésorier nous a déclaré que “ des obligations comprises dans la dette flottante et échéant du 31 janvier au 30 juin 1887, il n’avait acquitté qu’un montant de \$758,407. C’est donc \$78,593 de moins que je calculais le 12 mai 1887. Et comme je le lui disais l’année dernière, il a renouvelé les emprunts temporaires.

L’honorable trésorier avait calculé qu’il serait appelé à payer \$1,200,000 pour les dépenses du capital pendant l’exercice en cours, 1887-88. Du premier juillet 1887 au 31 mars 1888, il n’a eu à déboursier pour ces fins que les sommes suivantes :

Edifices publics et ponts en fer dans les munici- palités.....	\$180,412
Subventions aux chemins de fer.....	651,075
	<hr/>
Montant.....	\$831,487

Il n'aura pas à payer plus de \$250,000 du premier avril dernier au 30 juin courant ; soit, pendant l'année, un total de \$1,081,000, ou \$119,000 de moins que la prévision de l'honorable trésorier. En présence de ces chiffres officiels incontestables, publiés sous la signature de l'honorable trésorier lui-même, qui peut prétendre sérieusement qu'au mois de mai 1887, la situation du trésor provincial était tellement obérée par les obligations de la prétendue dette flottante exigeant paiement immédiat ou à très courte échéance, qu'il fallait de toute nécessité emprunter sans délai la somme ronde de \$3,500,000, pas une piastre de moins. Si on le soutient encore, je réponds que les événements regrettables qui ont signalé les négociations du malheureux emprunt, se sont chargés de donner la plus formelle contradiction à l'honorable trésorier et au gouvernement. En mai dernier, il leur fallait l'emprunt sous le plus bref délai, tout de suite, si possible, sinon la province serait dans l'impossibilité de faire honneur à ses engagements. Qu'est-il arrivé ? On connaît les pérégrinations officielles à New-York, à la recherche des millions qui n'arrivaient pas. Les semaines et les mois se sont écoulés. Le contrat avec le Crédit Lyonnais n'était définitivement fait, à Londres, que le 31 janvier 1888, et le trésorier ne commençait à recevoir ces millions de l'emprunt qu'après le 9 février 1888, c'est-à-dire neuf mois après la déclaration officielle faite devant cette Chambre et la province, qu'il fallait emprunter sans délai. Et pendant ces neuf mois de retard dans des circonstances dont je parlerai dans un instant, est-ce que le gouvernement n'a pas eu les ressources nécessaires pour rencontrer les obligations de la province ?

Veut-on une nouvelle preuve, encore plus forte, que l'emprunt de trois millions et demi n'était pas d'une nécessité absolue à l'époque où on le proposait ? Je la trouve aussi dans les documents sur les finances que l'honorable trésorier a déposés sur le bureau de la Chambre au commencement

de la session. Le 31 mars dernier, tous les emprunts temporaires étaient remboursés, ainsi que les dépenses du capital payées comme ci-haut, et il y avait en caisse une balance de \$1,199,166. A cette date, seulement \$2,413,437 avaient été reçues à compte du produit net de l'emprunt. Il restait \$965,000 à recevoir. Cette balance a été versée au trésor dans les premiers jours d'avril. Ajoutons-la à la balance en caisse le 31 mars, et nous avons un montant disponible de \$2,264,166. L'honorable trésorier nous a dit qu'il comptait que les recettes ordinaires du premier avril dernier au 30 juin courant, seraient à peu de chose près, suffisantes pour payer les dépenses ordinaires du dernier trimestre de l'exercice. De sorte qu'en calculant les déboursés à compte du capital pendant la même période à \$264,000 — et ils n'excéderont certainement pas ce montant — la balance en caisse le 30 juin 1888 sera de \$2,000,000 en chiffres ronds. Le fait que malgré une augmentation de dépenses de plus de \$500,000 depuis le premier février 1887 jusqu'au 30 juin courant—comme je le prouverai dans un instant—il y aura un encaisse de deux millions de piastres à la fin de l'exercice en cours, ne prouve-t-il pas à l'évidence qu'un emprunt de \$3,500,000 n'était pas nécessaire en mai 1887, et qu'il ne l'a pas été depuis.

Le gouvernement a prétendu qu'il était dans la nécessité absolue d'emprunter ces \$3,500,000 pour payer les obligations que le ministère précédent lui avait léguées. Nous avons contesté cette prétention avec des chiffres irréfutables. J'ai la satisfaction de constater—et j'ai bien le droit de le dire—que les événements ont justifié mes prévisions sur ce point comme sur les autres. Vous aurez le 30 juin courant une balance en caisse d'au moins \$2,000,000. Quelle est par contre, la balance des obligations de la dette flottante contractée par les anciens gouvernements, auxquels vous aurez à faire face ? Calculons-là d'après vos propres documents officiels et le discours de l'honorable trésorier. Dans



votre état du passif de la province le 30 juin 1887, vous énumérez les obligations suivantes :

" Evaluation du montant requis pour finir l'hôtel du parlement.....	\$ 75,122
" Contrat pour les statues de l'hôtel du parlement.....	25,000
" Evaluation du montant requis pour finir le palais de justice de Québec.....	100,487
" Balance des acquisitions de terrains et autres dettes, chemins de fer Q. M. O. & O.....	60,070
" Perte sur le dépôt à la banque d'Echange....	27,000
Montant; .....	<u>\$287,679"</u>

Voilà votre calcul.

Du premier juillet 1887 au 31 mars 1888, vous avez payé pour les édifices publics plus haut mentionnés \$169,611 et \$14,000 pour le chemin de fer du Nord : total \$183,611. D'après vos propres chiffres de ces anciennes obligations, à vous transmises par le ministère précédent, il ne restait, le 31 mars dernier, à payer que la différence que j'établis par la soustraction suivante :

Evaluation des obligations le 30 juin 1887.....	\$ 287,679
Moins montant payé au 31 mars 1888.....	<u>183,611</u>
Balance le 31 mars 1888.....	\$ 104,068

D'après votre état du passif, le 30 juin 1887, il vous restait à rencontrer les obligations de vos prédécesseurs, pour anciennes subventions aux chemins de fer et conversion des terres en subsides en argent, \$530,107 d'une part, et \$1,019,521 de l'autre : total \$1,549,628. Du 1er juillet 1887, au 31 mars 1888, vous avez payé acompte de ces obligations \$637,075, laissant une balance, non encore due, de \$912,553. D'après vos propres documents, la balance des obligations à vous transmises par le ministère précédent se

limitait, le 31 mars dernier, à cette somme de \$912,553, plus celle de \$104,068 pour les édifices publics plus haut mentionnés : soit un montant de \$1,016,621.

Comme je l'ai dit plus haut, vous paierez environ \$264,000 acompte de cette balance du premier avril dernier au 30 juin courant, ce qui la réduira à la somme de \$752,621. Pour faire face à ces obligations réduites à \$752,621, vous aurez, comme je l'ai établi, une balance de l'emprunt de \$2,000,000 ; plus un actif facilement réalisable d'au moins \$750,000 par la vente de la propriété du gouvernement à Montréal, évaluée dans votre état à \$138,348, mais qui vaut beaucoup plus ; par la perception de ce qui est dû à la province par le gouvernement d'Ontario ; pour diverses avances ; pour arrérages d'impôts sur les corporations commerciales, et pour le fonds d'emprunt municipal. C'est-à-dire que si vous voulez vous occuper sérieusement de la perception de cet actif, vous paierez toutes les obligations qui vous viennent de vos prédécesseurs, y compris tous les emprunts temporaires déjà payés, et il vous restera une balance d'au moins \$2,000,000 de votre emprunt permanent de \$3,500,000. Et sans l'augmentation de \$500,000 dans les dépenses, dont vous êtes responsables, comme je le prouverai, cette balance serait de \$2,500,000 le 30 juin courant. Donc vous n'étiez pas obligés d'emprunter cette somme de trois millions et demi pour payer les obligations contractées par les gouvernements précédents.

Pourquoi avez-vous persisté à emprunter le montant total des \$3,500,000 après les recettes de \$100,000 de la province d'Ontario et de \$125,000 de la cité de Montréal, et après le jugement du conseil privé dans l'affaire des corporations commerciales, qui vous assurait une autre recette de plus de \$750,000 : un total, avec les deux précédentes, de \$975,000, près d'un million de piastres ?

Je conclus donc sûrement que l'emprunt total de \$3,500,000 n'était pas nécessité par les engagements contractés antérieurement à votre avènement au pouvoir, et que vous n'étiez nullement obligés de faire si tôt cette opération financière qui augmente d'autant la dette consolidée de la province

Il est bien facile de voir aujourd'hui pourquoi vous teniez tant à l'autorisation d'emprunter les \$3,500,000. Les illusions et l'erreur ne sont plus possibles.

Vous avez tout expliqué lorsque vous avez déclaré, dans le discours du trône, que vous auriez à nous proposer une mesure pour accorder de nouvelles subventions aux chemins de fer, et que vous vouliez développer davantage votre politique des ponts de fer dans les municipalités.

Vous vous expliquez encore plus, lorsque vous nous demandez dans votre budget supplémentaire de l'année courante et dans le budget général de 1888-89, de vous voter, pour le palais législatif et le palais de justice de Québec, \$427,000 de plus que le montant que vous calculiez nécessaire, le 30 juin 1887, pour terminer ces édifices. Vous auriez dû être assez courageux pour prendre toute la responsabilité de la politique que vous proposiez d'adopter. Si vous croyiez dans l'intérêt public de subventionner davantage les entreprises importantes de voies ferrées, et qu'il vous fallait emprunter pour le faire, pourquoi ne l'avez-vous pas dit franchement à la Chambre et à la province? Nous aurions jugé votre politique sur son propre mérite, sans parti pris, au seul point de vue du plus grand bien de notre province que, soyez en convaincus, nous aimons autant que vous, et dont nous voulons la prospérité, en ambitionnant l'honneur d'y travailler de toutes nos forces comme nous l'avons toujours fait, en dépit des obstacles que vous nous avez constamment suscités.

Nous avons le droit de vous reprocher aujourd'hui d'avoir obtenu de cette Chambre l'autorisation de faire un emprunt considérable, sous le prétexte qu'il vous fallait cet argent pour payer des obligations dont vous aviez hérité et dont vous n'étiez pas responsables, lorsque la vraie raison de cette demande était que vous vouliez, en vous couvrant injustement de la responsabilité de vos prédécesseurs, vous procurer les ressources nécessaires pour mettre à effet une politique que vous élaboriez, mais que vous teniez alors à dissimuler au public.

En dépit de toutes les raisons contraires, vous avez fait l'emprunt. Je ne puis laisser ce sujet sans parler quelque peu de la manière dont vous avez conduit ces négociations importantes, tel qu'il appert par les documents déposés sur le bureau de la Chambre, en réponse à l'adresse que j'ai eu l'honneur de proposer au commencement de la session.

Votre opération à New-York restera légendaire. En premier lieu, l'idée de contracter l'emprunt à New-York n'était pas heureuse. Un peu plus de réflexion vous aurait fait prévoir que vous vous exposiez à des mécomptes dont l'intérêt de la province pourrait souffrir. D'abord, tout le monde sait que New-York n'est pas un marché bien favorable pour le placement des emprunts d'Etats. La raison en est très facile à comprendre. Sans doute que la métropole de la République américaine est une ville très riche. Elle fait d'étonnants progrès, et elle peut espérer devenir la plus grande cité de l'univers. Mais les Etats-Unis ne sont pas un pays où l'on prête beaucoup à l'étranger, et pourquoi ? Parce que les immenses travaux d'améliorations qui se font tous les ans sur la surface entière du territoire de la République, absorbent l'épargne nationale et ont largement besoin des capitaux du dehors. Quand l'on sait qu'il se dépense jusqu'à \$400,000,000 annuellement aux Etats-Unis pour la construction seulement de nouveaux chemins de fer, et de

60 à \$70,000,000 dans la seule ville de New-York pour la construction de nouvelles maisons, on n'est pas surpris que nos voisins aient constamment besoin de tous les capitaux que leurs puissantes industries, manufacturière et agricole, et l'activité de leur mouvement commercial puissent accumuler.

Les deux grands marchés aux capitaux du monde sont à Londres et à Paris. Une statistique récente porte jusqu'à \$500,000,000 l'accumulation annuelle des capitaux en Angleterre disponibles pour placements dans le Royaume-Uni et au dehors. L'Angleterre a plus de dix milliards de piastres placées à l'étranger et dans ses colonies. A un intérêt moyen de quatre pour cent, c'est un revenu annuel de quatre cents millions de piastres qui arrivent dans le Royaume-Uni de toutes les parties du monde. Les nouvelles entreprises sur le territoire si encombré et si peu étendue de la Grande-Bretagne, ne sauraient absorber tout ce capital, qui reprend en grande partie le chemin de l'étranger, à la recherche de placements aussi profitables, que ceux qui l'ont produit.

Rien ne prouve mieux ma prétention que le marché de New-York n'est pas aussi avantageux que ceux de Londres et de Paris, que le fait de la différence que l'on constate régulièrement dans les cours des mêmes titres sur ces marchés. En voici des exemples frappants. Nos valeurs canadiennes n'occupent pas une situation aussi favorable sur le marché de New-York, que sur celui de Londres. Ainsi la semaine dernière, le 12 juin courant, les actions de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique étaient cotées à  $57\frac{1}{2}$  à Londres, et seulement à  $55\frac{1}{4}$  à New-York, une différence de  $2\frac{1}{4}$  pour cent en moins. Il en est ainsi pour les valeurs américaines elles-mêmes, qui commandent aussi des cours plus élevés à Londres qu'à New-York. Les titres de la puissante compagnie de chemin de fer le New-York

central étaient, le 13 juin courant, cotées à 106¾ à Londres, et à 104¼ seulement, à New-York, une différence de 2½ pour cent en moins.

La première faute du gouvernement dans les négociations de l'emprunt, a été de s'imaginer pouvoir obtenir des conditions plus avantageuses à New-York qu'à Londres ou à Paris. Entré dans cette voie, il a joué de malheur. Je ne me sens guère disposé à être sévère dans ma critique, tant j'apprécie combien ont dû être cruelles les tranches par lesquelles il a passé, depuis la fin d'août 1887 jusqu'au commencement de janvier dernier. Ce sont des mois bien longs dont, j'en suis convaincu, il conservera un souvenir à la fois pénible et impérissable.

Le représentant d'un syndicat de New-York est venu faire, au sujet de l'emprunt, une proposition que le ministère a trouvé mirobolante. Il offrait 94 pour cent pour des débentures à 3½ d'intérêt. Ce qui m'étonne, c'est que l'on ait cru un instant qu'il fût possible de placer un emprunt de la province à de semblables conditions sur le marché de New-York. Il me semble que la nature même de l'offre aurait dû mettre le gouvernement sur ses gardes, et l'engager à se demander si réellement il avait affaire à des gens sérieux. Il ne paraît pas avoir eu le moindre souci sous ce rapport.

Avant d'apposer sa signature au contrat de l'emprunt, l'honorable trésorier et ses collègues ne devaient-ils pas s'assurer, d'une manière suffisante, que celui avec qui ils traitaient pouvait être en mesure de remplir ses obligations ? M. Nelson, le représentant du syndicat, offrait, en garantie, de déposer des bons ou débentures des Etats-Unis ou de la cité de New-York, à la *Chemical National Bank*, au montant de trois millions et demi de piastres. C'était très bien sur le papier, mais il y avait ce grave inconvénient, que la convention était signée à Québec, le 16ème jour d'août 1887, par l'honorable trésorier et le procureur de M. Nelson, tan-

dis que M. Nelson ne s'engageait à faire ce dépôt de titres des Etats-Unis ou de la cité de New-York, que le ou avant le 23 août 1887, sept jours plus tard. Le contrat était signé, mais en réalité le gouvernement n'avait pas une piastre de garantie que le syndicat de New-York remplirait ses obligations.

Le 23 août, l'honorable trésorier commençait à être inquiet, et, je suppose, par une dépêche, qui n'apparaît pas dans les documents au sujet de l'emprunt, il s'adressa à la *Chemical Bank* pour avoir des nouvelles du fameux dépôt. Le même jour, il recevait la réponse laconique qui suit :

“ New-York, Aug. 23, 1887.

JOSEPH SHEHYN,  
Treas. Province of Quebec,  
Quebec.

“ No, nothing known at Chemical Bank regarding the  
“ transaction.

(Signed), W. J. QUINLAN.”

Je traduis :

“ Non, on ne connaît rien de cette transaction à la “ Che-  
“ mical Bank.”

(Signé), W. J. QUINLAN.

Le dépôt n'a jamais été fait. Après la première erreur d'être allé à New-York pour l'emprunt, et la faute d'avoir signé le contrat avec ce M. Nelson sans exiger une garantie tangible et immédiate de sa bonne foi et de l'accomplissement de ses obligations envers la province, je reproche au ministère de ne pas avoir rompu tout de suite toute relation avec ce prétendu syndicat et ses représentants, et d'avoir, près de quatre mois durant, laisser le crédit public de la province traîner le marché de la métropole américaine, à la merci de gens qui n'avaient pas pû exécuter leur contrat, et qui n'avaient pas même été en mesure de faire le dépôt de